

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,48 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m. d. m.; Belgique, 12 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 5 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Italie, 16 lire; Japon, 120 yen; Liban, 1200 L.L.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 d. d. m.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 6307-23 Paris  
Tél. Paris 6 650572  
Tél. : 246-72-23

**La conférence sur la réduction des forces en Europe centrale suspend ses travaux sans avoir obtenu de résultats**

LIRE PAGE 2

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### UN CRIME POUR RIEN A DUBLIN

En assassinant le représentant de la reine d'Angleterre à Dublin, les terroristes irlandais pensent sans doute avoir marqué un point important. Quels que soient les auteurs du forfait — l'IRA « pro-secteur » ou la garde traditionnelle — de revendiquer les attentats est leur but. Ils étaient certains de frapper profondément l'opinion internationale. Tant par les fonctions que par sa personnalité, leur victime était en effet un cible de choix. M. Ewart-Biggs était pas seulement un diplomate de grand talent. C'est aristocrate pittoresque, portant avec aisance et honneur le monocle d'or qui cachait une blessure que à El-Alamein, était l'auteur de romans policiers à succès et un personnage en qui ses nombreux amis se plaisaient à reconnaître les meilleures traditions de l'extrême droite britannique.

Quel bénéfice ses assassins espèrent-ils tirer de leur crime ? Question vaine dans le contexte de la crise irlandaise d'aujourd'hui. Les seuls que les « troubles » ont causés en 1968, il est devenu chaque jour plus difficile de discerner des deux côtés de la frontière, qui tue et pourquoi. Crimes personnels, représailles, vengeances, rackets en tout genre ont semé une confusion dans laquelle il est à peu près impossible de percevoir un dessin cohérent.

Cet assassinat marque une nouvelle étape dans la guerre civile en Irlande. Les deux camps se livrent à des actions de plus en plus meurtrières. Nombre d'entre eux sortent armés, voire escortés d'une garde du corps. Mais le milieu de la population civile de la guerre d'Irlande « appartenait à peu près exclusivement jusqu'à présent aux classes populaires.

Geste symbolique, le meurtre du chef de la représentation britannique en République d'Irlande aura pas de conséquences de nature politique. Du moins au moment où les « troubles » ont éclaté à Londres, à l'occasion d'un incident à l'égard de l'ancien ministre de l'Intérieur. Qui plus est, rien ne nous dit que ce soit le début d'une offensive de grand style contre les personnalités de l'île. Faute d'une direction assurée et d'un message entre des factions diverses, voire concurrentes, les ruses paramilitaires de l'Irlande n'ont pas encore été capables de bâtir une stratégie à long terme. Ce qui devrait devenir un « soulèvement populaire » contre Londres ou contre Dublin — en est resté au stade des coups de main plus ou moins évasés.

Plus que les relations entre Londres et Belfast, ce sont celles entre Londres et Dublin qui risquent de prendre un nouveau tour. Ce crime, après une période lyrique au temps de M. William Whitelaw, le prédecessor à Belfast de M. Merlyn Rees, les rapports entre Westminster et le Dail étaient aigris. Tandis que Londres reprochait amèrement à Dublin de ne pas protéger efficacement des infiltrations terroristes à l'intérieur, le gouvernement de M. Cosgrave se plaignait de contacts que les Anglais, continuant, assurait-il, à entretenir sous le manteau avec les provisoires.

En fait, le gouvernement de M. Cosgrave se trouve dans une situation inconfortable : procédant bien haut son état de vent de la terreur dans le Sud, il a souvent hésité à prendre des mesures draconiennes. Après de longs débats, le Parlement a enfin voté la loi qui autorise les autorités de Dublin à juger les malfruits recherchés dans le Nord ou en Grande-Bretagne. Mais l'extradition vers Londres ou Belfast reste impossible.

La mort de M. Ewart-Biggs va sans doute inciter Dublin à durcir sa politique antiterroriste. Mais sans quelle mesure la coalition gouvernementale libérale-travailliste peut-elle prendre le risque d'insulter trop sérieusement l'opposition « républicaine » alors que les élections générales auront lieu à printemps prochains ?

A moins que l'horreur du meurtre de Dublin ne lève les scrupules de M. Cosgrave, auquel cas les assassins de M. Ewart-Biggs auraient atteint un but qu'ils ne cherchaient pas : réconcilier Londres et Dublin.

Lire nos informations page 3.)

### La situation au Sahara amène Rabat et Nouakchott à renforcer leur coopération

Le roi du Maroc et le président mauritanien Moktar Ould Daddah renforcent leur coopération face à l'Algérie et aux guérilleros sahraouis, qu'ils soutiennent. Le premier entretien d'une série de rencontres qui doit durer trois jours s'est déroulé, mercredi 21 juillet, à Téniera, à une quarantaine de kilomètres de Rabat. Selon notre correspondant au Maroc, les deux pays entendent harmoniser leurs points de vue en prévision d'un éventuel « sommet » de l'O.U.A. et de la prochaine conférence des pays non alignés de Colombo, où les Algériens ont l'intention de soulever à nouveau le problème du Sahara occidental.

### Une guérilla incessante et coûteuse

Les sous-ressorts qui connaissent acieusement l'Afrique et le monde arabe ont relégué au second plan de l'actualité le conflit qui oppose au sujet du Sahara occidental l'Algérie d'un côté, le Maroc et la Mauritanie de l'autre. La signature des accords de Madrid en novembre 1975, le retrait définitif de l'Espagne le 27 février 1976 et l'implantation des militaires et des fonctionnaires mauritaniens et marocains dans le territoire, n'ont pourtant pas mis un point final à une situation qui menace de plus en plus la paix dans la région. L'Algérie, invoquant les résolutions des Nations unies et de l'O.U.A. réclame avec opiniâtreté que soit reconnu le droit à l'autodétermination des populations sahraouies et refuse d'entériner ce qui n'est à ses yeux qu'« un coup de force ». Si elle semble avoir renoncé, depuis les sanglants engagements d'Angola au mois de février, à une intervention militaire directe, elle n'en continue pas moins à soutenir activement le Front Polisario, fournissant sans compter armes, munitions et instructeurs, aux guérilleros sahraouis. Ceux-ci peuvent aussi puiser des hommes dans les camps, qui abritent, dans la région de Tindouf, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés.

Cette action sur le terrain se double d'une intense activité diplomatique, les représentants d'Algérie saisissant toutes les occasions de contraindre le dossier du Sahara dans les instances internationales. Ils ont ainsi réussi, au début du mois de juillet, à faire adopter par le conseil des ministres de l'O.U.A. une résolution demandant le « retrait des forces d'occupation » du Sahara occidental. Ce texte n'a pas été ratifié par les chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont décidé, sur la proposition du Nigeria, de réunir une conférence « au

### Rome et Pretoria s'efforcent de défendre leur balance des paiements

L'or confirme sa remontée

L'Italie et la République Sud-Africaine prennent chacune des mesures de défense de leur balance des paiements. A Rome, on prolonge de trois mois, à partir du 5 août, la lourde obligation faite aux importateurs de déposer auprès de la Banque d'Italie une somme ne rapportant aucun taux d'intérêt et égale à la moitié du coût de l'achat effectué à l'étranger. C'est une disposition du même genre que la République Sud-Africaine met en vigueur, mais le dépôt atteindra seulement 20 % de la valeur de l'importation.

La France et l'or restent les deux points les plus surveillés par les opérateurs sur le marché des changes. Malgré un léger glissement de la devise française par rapport au cours de la veille, l'impression générale, jeudi matin, était toujours que la valeur se stabiliserait, pour un certain temps du moins, à son niveau actuel. Quant au métal précieux, il continuait sa remontée de la journée de mardi.

(Lire les articles de Paul Fabra et de Robert Solé pages 21 et 22.)

### L'Allemagne redevient-elle un danger ?

La Commission de Bruxelles vient de rendre publique (nos éditions du 22 juillet) les propositions qu'elle fait aux Neuf, en vue d'empêcher une nouvelle crise de la sidérurgie européenne. Elles ont été bien accueillies à Paris.

Suffiront-elles à dissuader les maîtres de forges allemands, néerlandais et luxembourgeois qui ont mis en place un « groupement » comparable aux fameux « Konzern » allemands d'avant guerre ?

par MICHEL DEBRÉ (\*)

Un jugement ingrat, absurde et scandaleux sur le général de Gaulle, une dénotation intempestive sur les affaires intérieures de l'Italie : de nouveaux nous sentons la rudesse de dirigeants allemands lorsqu'ils sont sûrs d'eux-mêmes.

Mais il ne s'agit encore que d'apparences, quoique révélatrices. Il y a plus sérieux.

La « recatellisation » de la sidérurgie nord de l'Europe occidentale, sous direction allemande, ne pose pas seulement le problème de la capacité de la Commission de Bruxelles à faire respecter un traité dont elle a la garde.

(Lire la suite page 2.)

(\*) Ancien premier ministre.

### Télévision et démocratie culturelle

« La France a toutes les raisons et tous les moyens d'avoir une des meilleures télévisions du monde », a déclaré le président de la République au cours du conseil des ministres.

Cependant, notre télévision, on le sait, n'a rien gagné en entrant dans l'ère des sondages. Des deux postulats posés par les législateurs dans la loi du 7 août 1974 — rivalité qualitative et compétition commerciale — il semble que le second ait surtout été retenu par les deux principales sociétés de programmes, TF1 et A2, ainsi mises en concurrence. A chacune, chaque jour, de le constater. Bien que l'aveu n'en ait pas été fait, c'est la mauvaise qualité des programmes actuels qui a conduit le gouvernement à définir des correctifs au système de libre concurrence entre les chaînes : ceux-ci portent sur la création (dont le volume souhaitable est défini), la recherche des nouveaux talents, et les cumuls abusifs de fonctions.

Toutefois, pour conserver son caractère « libéral » à la réforme, le président de la République et le premier ministre ont préféré ne pas inscrire ces recommandations dans les cahiers des charges des sociétés de programmes.

Demi-mesure qui risque, en définitive, de se heurter — de nouveau — au mécanisme du système des sondages, non qu'il soit forcément négatif, mais parce qu'il est peut-être encore mal compris.

### I. — La « tyrannie » des sondages

par GEORGES FRIEDMANN (\*)

Le surplombement de la télévision, la rapidité de son extension, les techniques dont elle use et celles qu'elle utilisera largement à plus ou moins bref délai (câbles, satellites, télécommunications, vidéo légère, télé-informatique, etc.), ses effets accablés, déjà multiples, profonds, et ses merveilleuses possibilités sont des événements majeurs de notre « second vingtième siècle ».

Un livre devenu classique, publié au début des années 60 (1), décollait à travers des enquêtes solides un malaise diffus dans de larges couches du public. Jack Gould, critique réputé de la TV, notait (*New York Times*, 23 oct. 1968) : « En continuant ce que (le médium) fait actuellement, il peut rapporter de gros profits et de beaux dividendes grâce à une médiocratie soutenue. Même si se produisaient de grosses défections parmi les spectateurs, l'audience ainsi diminuée serait assez nombreuse pour faire de la TV un moyen lucratif de publicité. » Cruelle lucidité dont pourraient s'inspirer malins responsables et dirigeants de nos sociétés de programme et de production.

(Lire la suite page 18.)

(1) Ita Gluck et Sidney Levy, *Living with Television*, Chicago, 1962, précédé d'une importante préface de W. Lloyd Warner.

### LE PROJET DE RÉFORME DU CODE PÉNAL

- Suppression des peines perpétuelles
- Révision de la notion de responsabilité
- Extension de l'intervention du juge

La commission de révision du code pénal, réunie depuis février 1975, vient de remettre la première partie de ses travaux au garde des sceaux. Ils portent sur les dispositions générales, c'est-à-dire le régime des peines applicables et la notion de responsabilité. Ce qui concerne les infractions elles-mêmes sera l'objet d'un deuxième rapport (droit pénal spécial).

Ce premier volume fait montre d'une audace prudente. On relèvera cependant une notable modification de la notion de responsabilité pénale, la suppression des peines perpétuelles et l'extension des pouvoirs du juge pour ce qui concerne notamment la libération conditionnelle et l'interdiction de séjour.

En revanche, les récidivistes pourront être temporairement exclus du bénéfice éventuel des réductions de peine.

### Lever de rideau

par PHILIPPE BOUCHER

Le code pénal a cent soixante-six ans. C'est dire qu'en dépit des rapetassages pratiques ici et là rien n'est venu fondamentalement changer dans la lettre des lois qui se voulaient en 1810, sous Napoléon I<sup>er</sup>, le rassemblement des règles à ne pas transgresser si l'on veut continuer de compter parmi les hommes sensés. Un code pénal est aussi une référence morale. Le premier projet de réforme d'ensemble remonte à 1938. La guerre vint interrompre cette volonté de réforme et rendit caduque avant qu'elle ait vu le jour.

On nous annonce à présent une nouvelle mouture qui prépare « les incriminations, fixées selon les valeurs éthiques de la société contemporaine ». On n'en est point encore là, et nul réel boulevardement n'est inscrit dans les 245 pages d'un avant-projet que l'on dit prêt à une grande diffusion, de manière que « les réactions ainsi obtenues » fassent l'objet d'une approbation ou de critiques et que les modifications recommandées à bon escient soient faites » (avant-projet de code pénal, mémoire introductif).

Les auteurs du texte ont été prudents. C'est paradoxalement le risque qu'ils ont pris. A tel point qu'observant qu'il n'est pas neutre qu'une telle entreprise risquera de choquer à la fois les novateurs (qui diront qu'on fait peu ou qu'on le fait mal) et les conservateurs (pour qui les lois doivent être intangibles quand même elles ne correspondraient plus à rien et seraient incompréhensibles — et méprisées — de tous).

Fallait-il, dès à présent, s'engager vers une réflexion qui aurait

porté sur la notion d'infraction, dite aujourd'hui « conduite déviante » ? On ne l'a pas fait. C'est trop de prudence. Envisager une nouvelle échelle des peines, c'est, quoi qu'on paraisse, avoir présent à l'esprit les infractions qu'elles sanctionneront. C'est par trop obéir au principe réaliste que de s'en abstenir. On est donc loin du vaste réexamen de la notion de faute, inséparable de l'état (notion momentanée) d'une société, qu'appelle en son temps le rapport Arpaillange. Ce texte paraît décriminalisation (cessation du caractère fautif d'un comportement), dépenalisation (qualification juridique nouvelle d'un comportement fautif). L'avant-projet de code pénal est muet sur ce point, c'est-à-dire une faute de construction. Il laisse hors de place, ensuite, à des « jeux de mots » qui tiennent l'apparence de la réforme.

Baptiser la récidive, « réitération » fera, au mieux, sourire sans changer un iota de la réalité du phénomène. Cette réalité continuera de masquer celui qui, sortant de prison avec 100 francs en poche, doit attendre le temps qu'il faut avec cette somme pour trouver un emploi.

(Lire la suite page 10.)

### AU JOUR LE JOUR

#### La planète rouge

Voulez maintenant que les sous-pieds terrestres se posent sur Mars, pour prendre des photos, tater le sol, humer l'atmosphère, palper le climat, mesurer les vents ; bref, pour dresser un inventaire aussi complet que possible de la planète rouge.

Jusqu'à présent, Viking-1 n'a pas encore vu des petits hommes verts et fauchés faisant des pieds de nez en direction de la caméra. Mais, dans les cinq ou six années actuelles, on peut être sûr que, si la rencontre se produisait, Viking demanderait aussitôt aux petits hommes verts : « Vous n'êtes pas communistes, au moins ? »

BERNARD CHAPUIS.

### LES PÈLERINAGES LITTÉRAIRES

#### Marcel Pagnol et Marseille

Les routes de vacances ne sont pas seulement prétextes à rodéos automobiles. Elles relient des lieux qui racontent l'histoire. Pas seulement celle des hauts faits ou des constructions artistiques. Mais aussi celle des œuvres littéraires et des hommes qui s'y attachèrent.

Cette carte, pour être moins connue, moins célébrée que celle des monuments et des vestiges, architecturaux ou militaires, n'en est pas moins riche de découvertes et d'enseignements, d'autant plus savoureux qu'ils sont préservés de la ruée touristique, d'autant plus précieux qu'ils sont, le plus souvent, inattendus.

C'est à quoi « Le Monde des livres » vous invite, durant ces mois

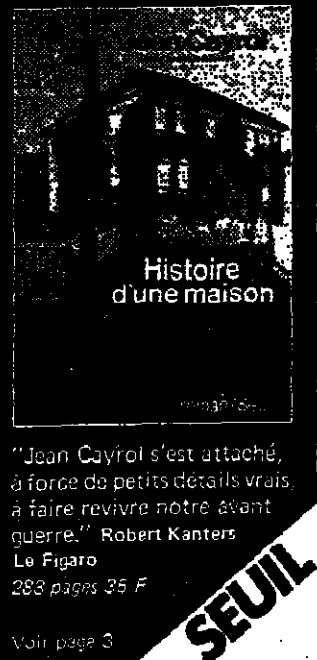
(Lire l'article de JEAN RAMEAUD page 14.)



ECOLE CADRE



« La plus radieuse leçon de vie » Bertrand Poirot-Delpech Le Monde 22-1 pages 20 F



« Histoire d'une maison » Jean Cayrol s'est attaché à faire revivre notre épopée. Robert Kanter Le Figaro 283 pages 25 F

(\*) Directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

## DIPLOMATIE

### A PROPOS DE L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a indiqué, à l'issue du conseil des ministres du 21 juillet : « Le Parlement français aura à discuter, pour l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel, d'une décision du conseil et non d'une convention. Cela signifie que la décision prise à Bruxelles concerne l'élection des membres de l'Assemblée parlementaire européenne et non ses pouvoirs. » Il a rappelé que cette décision avait été prise en vertu de l'article 138 du traité de Rome créant la C.E.E. et non en fonction de l'article 238 du même traité, qui lui, impliquerait une modification du traité.

La Lettre de la Nation, organe de l'U.D.R., du jeudi 22 juillet commente ainsi l'accord de Bruxelles : « Pour essayer de traverser l'union formelle d'appartenance de cet accord, les ministres des affaires étrangères ont imaginé un système que Jean Sauvagnargues a fait ce qu'il faut — a déclaré — « très satisfaisant », mais qui, en langage non diplomatique, paraît complètement faux. N'entrons pas dans les détails. Disons simplement qu'on applique le traité de Rome ou qu'on ne l'applique pas, mais que tous les systèmes inventés pour l'appliquer sans déboulent. »

### CORRESPONDANCE

#### Les critères de répartition des sièges

MM. J.-L. Burban et J.-G. Letellier, ambassadeurs au Parlement européen, nous écrivent à propos de l'article intitulé « L'accord de Bruxelles » paru dans le Monde du mercredi 14 juillet.

La répartition des sièges finalemment choisie entre les États membres a été fixée en fonction des critères suivants :

— Assurer un maximum de proportionnalité entre la population des États et le nombre de leurs représentants au Parlement européen (toutefois, pour des raisons politiques évidentes, il est entendu que les quatre « grands » États recevront un même nombre de sièges) ;

— assurer à toutes les forces politiques essentielles une représentation au Parlement européen ;

— faire en sorte que la nouvelle répartition des sièges n'entraîne pour aucun État une diminution du nombre actuel de ses représentants.

Les trois critères définis, les États membres ont été classés en trois groupes, étant entendu que le grand-duché de Luxembourg garderait sa représentation actuelle, soit six sièges.

1<sup>er</sup> groupe : Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie.

2<sup>e</sup> groupe : Belgique, Pays-Bas.

3<sup>e</sup> groupe : Irlande et Danemark.

La représentation actuelle des États classés dans le premier groupe est passée de 36 sièges à 31 après correction de l'emploi du coefficient multiplicateur de 2,25 (36 x 2,25 = 81).

La représentation actuelle des États classés dans le second groupe est passée de 12 à 10 après correction de l'emploi du coefficient multiplicateur de 2,25 (12 x 2,25 = 27).

Un coefficient multiplicateur de 1,5 a été utilisé pour les États du troisième groupe (10 x 1,5 = 15).

Le Danemark a reçu un siège supplémentaire pour la raison énoncée dans l'article de vos collaborateurs.

## L'Allemagne devient-elle un danger ?

(Suite de la première page.)

Trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale et des trente millions de morts dont Hitler fut responsable, nous devons nous poser la question de savoir si l'Allemagne redevient un danger pour l'équilibre des forces en Europe et, par là, pour la paix. Il y a, en effet, dans cette volonté de « recatégorisation » un signe prémoniteur que nous nous devons d'analyser.

Ce n'était pas seulement parce que les grands carrels avaient été les instruments de l'exceptionnelle puissance industrielle allemande. Ce n'était pas seulement parce qu'ils avaient été pendant quatre ans les premiers et honteux bénéficiaires du travail forcé, inhumain et mortel imposé à des millions d'esclaves déportés. C'était parce que les dirigeants de ces carrels, et ces carrels eux-mêmes, avaient été le fer de lance de la volonté allemande de dominer l'Europe qu'il avait été décliné de les diviser et d'interdire leur reconstruction. A un certain niveau de puissance, un carrel n'est plus un élément de l'économie : il devient un moteur de la politique. Bien qu'il oublie cette loi, qui méconnaît cette réalité !

Lors de l'élaboration, puis de la discussion du traité sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier, il fut solennellement affirmé que si les restrictions quantitatives à la production allemande étaient supprimées, toute recatégorisation comportant un risque politique serait écartée grâce à une procédure d'autorisation préalable. Pour faire bonne mesure, la règle s'appliquait à tous les pays signataires. Cette hypothèse était, paraît-il, nécessaire. Au cours des années passées, le traité fut appliqué libéralement, et des concentrations qui paraissent raisonnables furent acceptées. On pouvait espérer qu'elles demeuraient d'une dimension politiquement neutre et que la Commission de Bruxelles comme les gouvernements, pourraient en surveiller le comportement.

En cette année 1976, un pas vient d'être franchi. Le nouveau cartel prévu est gigantesque. Il assure aux dirigeants de la sidérurgie allemande une prédominance supposée, dont les conséquences politiques sont incalculables. Le silence des autres gouvernements, sans exception, et les hésitations de la Commission de Bruxelles en disent long sur le respect qui entoure désormais le pays le plus riche de l'Europe. Celui qui peut prêter aux autres nations, celui qui alimente le budget de la Communauté, fait trembler ses partenaires. Notre gouvernement, agité par des questions orales et écrites, a réagi et demandé des explications... qui ne lui ont pas été données. Le dernier communiqué intergouvernemental est à la fois pomme et eau bénite de cour. La dernière proposition de la Commission, qui ne sera sans doute pas acceptée, élude le problème de fond. La recatégorisation n'est pas formellement interdite.

Le seul argument avancé pour ne pas appliquer sur ce point le traité est le suivant : il n'y a plus de danger allemand.

Il est vrai. La situation n'est plus ce qu'elle fut pendant un siècle. L'Allemagne est divisée. Les exigences profondes de la paix en Europe imposent le respect de l'état de fait, puis de l'état de droit qui s'est créé après la seconde guerre. Comme ce fut le cas pour la France après Waterloo et pendant un demi-siècle, il n'y a plus, pour modifier cet état de fait et de droit, du consentement des populations intéressées. Il y a donc le consentement des autres nations européennes.

Il n'en demeure pas moins que l'Allemagne occidentale a réalisé, telle qu'elle est par son travail et son sérieux, un relèvement qui mérite l'admiration et qui constitue un des

traits marquants de l'histoire européenne de ce siècle. L'une des plus grandes industries du monde ; la tête des puissances commerciales ; la monnaie la plus solide ; un sérieux exceptionnel pour ce qui concerne son éducation et son équipement, notamment du point de vue social : le tableau est remarquable. Il n'est altéré que par une chute profonde de la natalité. Mais le point de départ de la démographie allemande est élevé, et si les pertes dues à la guerre furent considérables, les millions d'Allemands réfugiés de l'Est ont apporté, par leur travail et leur jeunesse, un renouveau de population active dont l'apport au progrès allemand constitue à lui seul un démenti aux thèses inégalitaires du marxisme démocratique que l'on prêche pour les nations européennes. Cependant un effritement commence : talon d'Achille d'un géant.

On dira aussi, avec juste raison, que la puissance militaire allemande demeure limitée, que l'appui américain lui est nécessaire pour que son armée puisse représenter une véritable force que la signature du gouvernement allemand au bas du traité de Paris l'empêche de fabriquer et même de disposer d'un armement nucléaire. Tout cela est exact et capital. Encore convient-il de savoir, ainsi que l'expérience nous l'a cruellement appris, qu'une telle situation, en quelques années, peut changer du tout au tout, que de nouveaux dirigeants, qu'un nouvel état d'esprit, environnés par un renouveau général peuvent créer une situation toute nouvelle. La diplomatie allemande laisse contester par ses industriels la valeur du traité sur la communauté du charbon et de l'acier qu'elle a signé en 1950. Demain, quel autre traité sera contesté, quelle autre signature sera reléguée ? En outre, certaines formes de coopération scientifique entre l'Allemagne et d'autres partenaires de l'alliance atlantique pourraient faciliter ce revirement.

Nous n'en sommes pas là, d'ailleurs. Et à juste titre. L'Allemagne n'est donc pas un danger et si vous voulez éviter qu'elle le devienne, faites l'Europe ! Embriaguée, entourée par les nations de l'Europe occidentale, l'Allemagne perd ses avantages et se désintéresse des regards aussi bien de l'Est que de l'Ouest. Les années ont passé où le langage pouvait être tenu et où telles pensées pouvaient être crédibles. L'Europe sera comme elle le fut toujours, ce que seront les éléments qui la constituent. L'élément le plus fort et le plus sûr, l'empêcheront. Les petits États ne font pas le poids et, à l'avenir, s'alignent sur le plus puissant. Qui oserait leur demander d'agir autrement ? Quant à l'Europe latine, elle est morte, et elle a jamais existé. Ne voyons pas déjà l'indifférence européenne devant les périls profonds qui montent de la Méditerranée parce que la France n'est pas en mesure d'émouvoir ses partenaires. L'Italie étant occupée par ses problèmes internes, l'Espagne toujours exclue... et l'Allemagne n'ayant en Méditerranée et au Proche-Orient que des aspirations commerciales ?

Sans doute peut-on considérer que, malgré de notables différences, la France et l'Allemagne doivent se retrouver côte à côte face à de nombreuses difficultés aujourd'hui, d'accord entre Paris et Bonn est une chose, on peut même dire la clé de l'entente européenne. Je ne suis pas le premier à le dire au sein du Parlement — c'était en 1949 — et je l'ai rappelé souvent, notamment en Alsace lors de l'événement centenaire de la fin de la guerre de 1870. Toutefois, si l'accord ne va pas de soi, car les intérêts ne sont pas toujours iden-

tiques, que les orientations politiques divergent parfois et que la compétition commerciale demeure vive. C'est s'abandonner à une chimère que de ne pas voir la singularité de chaque nation.

On arrive ainsi à la conclusion éternelle. L'Allemagne ne constitue pas un danger si la France est forte. Ce n'est pas le fait du hasard si l'entente franco-allemande a progressé et culminé du temps du général de Gaulle, n'en déplaise à l'oublié chancelier d'aujourd'hui. Un miracle français avait succédé au miracle allemand et permettait la discussion de ces jours que nous vivons, si nous éliminons de la Commission de Bruxelles l'Allemagne pas tant tergiversée avant de condamner la recatégorisation envisagée par la sidérurgie allemande. Ce serait même déjà fait ! Mais nous sommes sur la pente de la faiblesse : une monnaie rongée par l'inflation, une économie dont les investissements ont cessé d'être à la hauteur des exigences de l'avenir, des pouvoirs publics hésitant sur la conduite à tenir même en des domaines essentiels, sans vigueur pour ce qui concerne les intérêts de la France à l'extérieur et comme fond de

tableau, la tragédie dénatalité dans un pays qui son rêve perdait le quart de siècle qui a suivi 1945 n'est pas à l'abri de la dégradation démographique pendant cent cinquante ans ni des pertes en vies humaines de deux grandes guerres. Ainsi se crée sous nos yeux un déséquilibre dont les conséquences ne peuvent être que déplorable, sinon tragiques.

La forte Allemagne n'est pas présentement un danger. Mais la France ne doit pas dissiper le bénéfice d'un tarif et tout court redressement de dix ans. Français qui souhaitez entente et accord avec l'Allemagne, souvenez-vous de

l'éternelle leçon ! C'est la faible France qui devient le danger. Sans une bonne égalité de puissance entre les deux nations, la paix, votre sécurité, votre indépendance, sont menacées !

Non ! notre problème n'est pas d'abord les élections de 1977, celles de 1978 et entre-temps tel ou tel remaniement ministériel, telle ou telle modification ou altération électorale au gré des vents du jour, des calculs d'état-major et des impulsions de chacun. Notre premier problème est là : une France forte, industrielle, indépendante, c'est-à-dire qui osera se guérir hardiment des causes intenses d'inflation et de la dénatalité.

Lecteur du Monde : conservez cet article et relisez-le dans cinq ans d'ici. Sans redressement national, je n'aurai eu que trop raison ! A l'avance, j'en salue.

MICHEL DEBRÉ.

### LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE SOUTIEN LE PROJET COMMUNAUTAIRE DE RÉGULARISATION DU MARCHÉ DE L'ACIER.

La sidérurgie française, s'exprimant par la voix de son président, M. Jacques Ferry, s'associe aux efforts de la Commission de la C.E.E. pour définir une nouvelle politique communautaire destinée à régulariser le marché de l'acier et à éviter le retour d'une crise comme celle de 1975 (le Monde du 22 juillet).

Elle continue à s'opposer à la formation d'un cartel européen de l'acier, qui serait une sidérurgie allemande, hollandaise et luxembourgeoise, et réaffirme que la mise en œuvre de dispositifs anti-crise (contingents de production, prix minimaux) doit s'effectuer dans un cadre communautaire.

### A BONN, RECEVANT UNE DÉLÉGATION DU P.S.

#### M. Willy Brandt défend les positions du chancelier Schmidt sur l'Italie

De notre correspondant

Bonn. — La visite à Bonn, mercredi 21 juillet, d'une délégation du parti socialiste français conduite par M. Pierre Mauroy (1), devait, à l'origine, servir à éclaircir le différend sur les intentions professionnelles en Allemagne fédérale. En fait, les discussions entre les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands ont été dominées surtout par les récentes déclarations de M. Schmidt sur l'Italie.

Au cours d'un entretien de plus d'une heure avec M. Brandt, président du S.P.D., M. Mauroy a rappelé la décision de l'Union communiste de ne pas participer à la formation d'un cartel européen de l'acier, et qu'une telle décision n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques.

A propos des intentions professionnelles, la délégation du parti socialiste s'est montrée « favorablement impressionnée » par les déclarations de M. Schmidt sur la politique allemande de tous les gouvernements occidentaux.

Dans une conférence de presse, M. Mauroy a eu, pour condamner l'attitude des quatre chefs d'État ou de gouvernement occidentaux, des mots très durs, qui ont choqué les oreilles allemandes, peu habituées depuis longtemps à un tel langage. « La décision prise à Paris-Rico », a-t-il déclaré, « correspond à une pression inadmissible, caractéristique de relations néo-coloniales, et à un alignement total sur la politique américaine. L'Europe qui nous voulons construire n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques. »

A propos des intentions professionnelles, la délégation du parti socialiste s'est montrée « favorablement impressionnée » par les déclarations de M. Schmidt sur la politique allemande de tous les gouvernements occidentaux.

Dans une conférence de presse, M. Mauroy a eu, pour condamner l'attitude des quatre chefs d'État ou de gouvernement occidentaux, des mots très durs, qui ont choqué les oreilles allemandes, peu habituées depuis longtemps à un tel langage. « La décision prise à Paris-Rico », a-t-il déclaré, « correspond à une pression inadmissible, caractéristique de relations néo-coloniales, et à un alignement total sur la politique américaine. L'Europe qui nous voulons construire n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques. »

A propos des intentions professionnelles, la délégation du parti socialiste s'est montrée « favorablement impressionnée » par les déclarations de M. Schmidt sur la politique allemande de tous les gouvernements occidentaux.

Dans une conférence de presse, M. Mauroy a eu, pour condamner l'attitude des quatre chefs d'État ou de gouvernement occidentaux, des mots très durs, qui ont choqué les oreilles allemandes, peu habituées depuis longtemps à un tel langage. « La décision prise à Paris-Rico », a-t-il déclaré, « correspond à une pression inadmissible, caractéristique de relations néo-coloniales, et à un alignement total sur la politique américaine. L'Europe qui nous voulons construire n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques. »

A propos des intentions professionnelles, la délégation du parti socialiste s'est montrée « favorablement impressionnée » par les déclarations de M. Schmidt sur la politique allemande de tous les gouvernements occidentaux.

Dans une conférence de presse, M. Mauroy a eu, pour condamner l'attitude des quatre chefs d'État ou de gouvernement occidentaux, des mots très durs, qui ont choqué les oreilles allemandes, peu habituées depuis longtemps à un tel langage. « La décision prise à Paris-Rico », a-t-il déclaré, « correspond à une pression inadmissible, caractéristique de relations néo-coloniales, et à un alignement total sur la politique américaine. L'Europe qui nous voulons construire n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques. »

A propos des intentions professionnelles, la délégation du parti socialiste s'est montrée « favorablement impressionnée » par les déclarations de M. Schmidt sur la politique allemande de tous les gouvernements occidentaux.

Dans une conférence de presse, M. Mauroy a eu, pour condamner l'attitude des quatre chefs d'État ou de gouvernement occidentaux, des mots très durs, qui ont choqué les oreilles allemandes, peu habituées depuis longtemps à un tel langage. « La décision prise à Paris-Rico », a-t-il déclaré, « correspond à une pression inadmissible, caractéristique de relations néo-coloniales, et à un alignement total sur la politique américaine. L'Europe qui nous voulons construire n'aurait aucun sens si chaque pays ne pouvait faire librement ses choix politiques. »

## EUROPE

### Espagne

#### A Vergara

### Cinquante mille personnes réclament le rétablissement des « libertés » basques

De notre envoyé spécial

Vergara. — L'hymne à la liberté chanté à Vergara, le 21 juillet, par cinquante mille habitants du Guipuzcoa, de la Navarre, de l'Alava et de la Biscaye a dû être entendu jusqu'à Madrid pendant toute cette journée de mercredi qui marquait le centenaire de l'accord historique entre le vainqueur, le général « libéral » Espartero, et le vaincu, le général carliste Maroto. L'accord de Vergara, en juillet 1876, mettait fin à la seconde guerre carliste du XIX<sup>e</sup> siècle (deux cent cinquante-dix mille morts dans les deux camps) et abolissait les fueros, les « droits des quatre provinces basques ».

La manifestation du 21 juillet était résolument apolitique. C'est peut-être ce qui lui a donné sa émouvante dignité et toute sa force. A Vergara, au cœur du Guipuzcoa, entre Saint-Sébastien, Bilbao et Vitoria, les villes de soixante-sept municipalités basques étaient là avec leurs masses en uniforme du quatorzième siècle en lambeaux et les drapeaux de toutes les couleurs.

Six cents militants basques reconnaissables à leurs tenues, sport bleues, ont été les maîtres de la ville, ont assuré le service d'ordre, la circulation, évité toute provocation. La police, en uniforme gris, était présente, cinq cents hommes casqués, armés de cette redoutable mitrailleuse fabriquée tout près de là, à Rib. Et aussi la garde civile avec ses bicorne. Tous ces policiers se tenaient impassibles devant les cœurs qui montaient de la foule « Amnistie ! », « Rétablissement des fueros ! » et aussi : « Vive Pays basque libre ! » Fendit trois heures, tandis que siège la « très illustre municipalité » qui a tenu à s'associer à ce jour historique, des milliers de travailleurs de la vallée de Dera, ceux qui étaient venus à Bilbao, de Vitoria et de Pamplune et n'avaient pas hésité à fermer leurs usines et les usines, ont effectué une marche pacifique autour de la vieillesse de San-Pedro de Ariz.

#### Unanimité

Juste en face, au balcon d'une vieille demeure seigneuriale, fut celle de M. Telesforo Monzon, ancien ministre du gouvernement républicain, une affiche revendiquait la connaissance de la langue basque. Le drapeau national est apparu aux balcons, sur les poitrans des jeunes — ils formaient des groupes dans les rues — des petits emblèmes (trois cercles, une croix, une roue) qui sont toujours interdits. M. en ce 21 juillet, comme un défi au grand nombre, et il y a de quarante ans que nous aidions, cet instant, cette nuit, cette fièvre, ont avivé deux militants qui s'adressaient à la foule.

Huit mois après la mort du général Franco, soixante-cinq députés basques ont été élus, provinces basques ont eu le droit de se faire les porte-parole de leurs administrés. Cela s'était jamais vu, ont dit ceux qui avaient appelé à adhérer à l'action nationale. Les maires ont applaudi et acclamés. Des poignées de sympathie l'adresse de M. José-Maria Arellano, ancien ministre des affaires étrangères, de femme, Mme Mercedes Ci ruc, comtesse de Motrico, ont été adressées à la municipalité de Vergara (1). Dans la soirée de mercredi, la « députation » provinciale de Guipuzcoa a tenu une session extraordinaire pour demander l'annulation de l'édit royal du 6 avril 1876 et de la loi du 21 juillet 1876 et le rétablissement des privilèges et des fueros du Guipuzcoa.

#### LÉO PALACIO

(1) M. de Arellano est Basque.

Plus de quatre-vingt personnes ont manifesté, le 21 juillet, en faveur de l'amnistie et de la démocratie dans plusieurs villes, notamment à Vitoria (Guipuzcoa) et à Gijón (Asturies). — (A.F.P.)

Des militants socialistes, neuf appartenant à l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), ont été arrêtés mercredi 21 dans plusieurs villes pour « propagande illégale ». La commission exécutive de l'U.G.T. a blâmé une note dans laquelle elle rappelle que « le droit donné au peuple au deuxième gouvernement de la monarchie a des limites » et que « la répétition de tels actes est une atteinte à la dignité de la monarchie » (A.F.P.).

## La conférence sur la réduction des forces en Europe centrale suspend ses travaux sans avoir obtenu de résultats

Vienne. — Dix nouvelles séances plénières, de mai à juillet, au cours de la neuvième phase des négociations sur les réductions de forces en Europe centrale, n'ont pas permis de réaliser un accord entre les deux alliances militaires. Les travaux de la Conférence ont été suspendus, mercredi 21 juillet à Vienne.

Cette phase de négociations a certes été marquée par une nouvelle initiative des pays socialistes : ils ont tenu compte d'une requête déjà ancienne de l'O.T.A.N. en publiant des données numériques sur leurs effectifs stationnés au centre de l'Europe. Mais ces chiffres n'ont pas été rendus publics, étant donné le caractère confidentiel de la conférence, — ne correspondant pas à ceux dont dispose l'alliance atlantique. Les divergences sont « importantes », affirmait mercredi,

De notre correspondant

au nom des négociateurs occidentaux, M. Van Steenwijk, chef de la délégation néerlandaise.

Il ne saurait être autrement, les données socialistes concernant les effectifs à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1976, alors que les statistiques occidentales se fondent sur la situation à la fin de 1972. L'O.T.A.N. a décidé de soumettre à ses interlocuteurs des chiffres plus récents « en temps utile », soit au plus tôt après la reprise des négociations, le 27 septembre.

Les divergences sur ce chapitre essentiellement technique vont toutefois plus loin, les experts ne s'accordent pas sur les termes des problèmes de « définition ». Certains effectifs à vocation identique mais à répartition différente appartiennent-ils aux forces terrestres ou aux contingents de l'armée de l'air ? Ce sera l'un des

principaux sujets de discussion de la prochaine phase des négociations.

Les Occidentaux veulent donner la priorité à la réduction des forces américaines soviétiques ; il y aurait deux étapes dans le processus de diminution des effectifs militaires. Le principe a été accepté le 19 février 1976 par les membres du pacte de Varsovie, mais les militaires de l'O.T.A.N. estiment qu'il « ne s'agit pas d'une modification de la position originelle de l'Est ».

Sur le fond, chacun des deux groupes reste sur ses positions. Grâce à des réductions « asymétriques », l'O.T.A.N. veut faire disparaître la supériorité communiste qu'elle évalue à quelque cent cinquante mille hommes, alors que le pacte de Varsovie se fonde sur l'existence d'un « équilibre militaire global » pour demander que ce rapport de forces soit maintenu tel quel, mais à un niveau inférieur. — (Interim.)

### LES « IZVESTIA » : des menaces qui violent l'acte final de la conférence d'Helsinki.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les Izvestia ont consacré mercredi 21 juillet leur commentaire de politique intérieure en première page aux révélation du chancelier Schmidt. Pour le commentateur du quotidien du gouvernement soviétique, « les menaces proférées au cours de la rencontre quadripartite de Forth concernant l'application de sanctions économiques à l'encontre de l'Italie sont une transgression directe de la déclaration des principes dont s'inspirent les États signataires dans leur rapport réciproque, qui fait partie de l'acte final de la conférence d'Helsinki ».

L'auteur des lignes ci-dessus, le 6 de cette déclaration, montre que la non-ingérence dans les affaires intérieures n'a pas été respectée.

A l'approche du premier anniversaire de la conférence d'Helsinki, les références à son acte final se multiplient d'ailleurs dans la presse soviétique. Les Izvestia ne croient pas au démenti des alliés de Bonn : « Les regrets exprimés par Londres et Paris, au sujet des menaces grossièrement adressées à l'Italie, témoignent du désarroi au sein de l'O.T.A.N. C'est une nouvelle confirmation de la stérilité des avances soviétiques sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des alliés, dont sont riches les annales du bloc nord-atlantique et de la C.E.E. » — (Interim.)



# EUROPE

Après l'assassinat de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en République d'Irlande

## LA POLICE A LANCÉ UNE VASTE OPÉRATION DE RATISSAGE

L'assassinat, mercredi matin 21 juillet, à Dublin de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en République d'Irlande, M. Christopher Ewart-Biggs, a provoqué une grande émotion, non seulement dans les îles Britanniques, mais aussi sur le continent, où la victime était très connue.

Mercredi matin, vers 10 heures, l'ambassadeur, accompagné de M. Brian Cubbon, l'un des adjoints du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merivyn Ross, et de la secrétaire de M. Cubbon, Mme Judith Cook, se rendait chez le ministre des Affaires étrangères, M. Garret Fitzgerald. Non loin de sa résidence, sa voiture s'est vue encastrée dans la route et violemment déformée. M. Ewart-Biggs et Mme Cook avaient été tués. M. Cubbon et le chauffeur de l'ambassadeur étaient grièvement blessés. Des témoins ont cru apercevoir deux hommes qui fuyaient.

Aucune organisation n'a revendiqué l'attentat, mais à Belfast comme à Dublin on ne doute guère qu'il ne soit l'œuvre de l'IRA « provisoire » ou de l'un de ses nombreux dissidents.

La veille de sa mort, M. Ewart-Biggs avait tenu une conférence de presse au cours de laquelle il avait indiqué que, lorsqu'il était consul de Grande-Bretagne à Alger, en 1961, il avait été à plusieurs reprises menacé par l'O.A.S., qui le savait favorable à l'indépendance de l'Algérie.

■ A la suite de la mort tragique de M. Christopher Ewart-Biggs, ambassadeur de Grande-Bretagne à Dublin et ancien ministre plénipotentiaire à Paris, un registre de condoléances est ouvert à l'ambassade de Grande-Bretagne, 39, Faubourg Saint-Honoré, le jeudi 22 et le vendredi 23 juillet, de 10 heures à midi et de 15 heures à 17 heures.

LE 20 DÉCEMBRE 1973  
A MADRID...

Un attentat contre l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid rappelle celui qui a coûté la vie à l'ambassadeur Carrero Blanco, président du gouvernement espagnol, le 20 décembre 1973, à Madrid. La puissante Dodge de l'ambassadeur avait été prise dans une mine tendue et détruite sous la chaussée devant l'édifice des Jénicas de la rue Claudio Coello. Les terroristes avaient préparé l'attentat pendant plusieurs semaines. Il a été attribué par le gouvernement espagnol à l'ETA, qui l'a de son côté revendiqué. Selon certaines informations, des instructeurs de l'IRA provisoire auraient été consultés à la commande de l'ETA.

VINGT-CINQ DIPLOMATES  
ASSASSINÉS  
DEPUIS LA GUERRE MONDIALE

M. Christopher Ewart-Biggs, ambassadeur de Grande-Bretagne à Dublin, est le vingt-cinquième diplomate en exercice assassiné depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Voici la liste des attentats et assassinats, dont des ambassadeurs ont été victimes depuis 1945.

28 AOÛT 1948 : John Gordon Main, ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, est tué dans un combat de rue en plein cœur de la capitale.

6 AVRIL 1970 : le comte Karl von Spreti, ambassadeur d'Allemagne fédérale au Guatemala, est retrouvé assassiné après avoir été enlevé le 31 mars.

7 AVRIL 1971 : Vladimir Polovitch, ambassadeur de Yougoslavie en Suède, est tué dans son bureau de Stockholm par des séparatistes croates.

17 SEPTEMBRE 1971 : Germain Mba, ambassadeur du Gabon au Japon, est tué à son domicile de Libreville par des inconnus.

2 MARS 1973 : Clio Noel, ambassadeur des Etats-Unis au Soudan, Curtis Moore, son adjoint, et Guy Eld, chargé d'affaires belge, sont tués par un commando révolutionnaire à l'ambassade d'Arabis à Khartoum, où ils avaient été pris en otages.

19 AOÛT 1974 : Rodger P. Davies, ambassadeur des Etats-Unis à Chypre, est tué dans son ambassade à Nicosie, lors d'une manifestation anti-américaine.

22 OCTOBRE 1975 : Danis Tunagil, ambassadeur de Turquie en Autriche, est tué, à Vienne, par trois hommes armés.

24 OCTOBRE 1975 : Ismail Rex, ambassadeur de Turquie en France, est tué par balles dans sa voiture, à Paris.

11 MAI 1976 : Joaquín Zenteno Anaya, ambassadeur du Mexique en France, est tué à Paris.

16 JUIN 1976 : Francis Meloy, nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Liban, et son conseiller économique, Robert Waring, sont retrouvés morts dans un quartier musulman de Beyrouth.

Depuis le début du mois l'IRA « provisoire » a changé de tactique

Belfast. — Depuis le début du mois de juillet, l'IRA « provisoire » a repris sa campagne en Ulster, et il n'est plus question de « cessez-le-feu » avec l'armée britannique. En 1975, des discussions entre l'état-major républicain et des représentants de Londres avaient permis d'établir une trêve et les provos s'étaient servis de certaines déclarations britanniques ambiguës pour annoncer que la Grande-Bretagne allait se retirer d'Irlande du Nord. Or le gouvernement travailliste a déclaré qu'il maintiendrait la présence militaire et économique britannique dans les six comtés aussi longtemps que nécessaire.

Placé devant cette situation nouvelle pour elle, l'armée républicaine irlandaise a révisé sa tactique. Plusieurs facteurs devaient d'ailleurs l'amener à cette décision. Depuis 1973, elle s'agitait surtout en Grande-Bretagne et plus particulièrement à Londres. A Birmingham, en novembre 1974, vingt et une personnes trouvaient la mort dans deux attentats à la bombe. Quelques jours auparavant, dans une interview à la télévision commerciale britannique, M. David O'Connell, chef d'état-major des provos, avait déclaré que son mouvement frapperait sans avertissement en métropole des objectifs militaires, économiques ou politiques. Il ajoutait que « la population métropolitaine devait maintenant subir les conséquences de cette guerre menée en son nom en Irlande ». Par cette campagne d'attentats, les provos pensaient ainsi amener l'opinion publique à un degré de lassitude et d'exaspération qui inciterait à exiger du gouvernement qu'il retire ses troupes d'Ulster. Mais les républicains n'ont pas tenu compte de la légendaire résistance britannique face à l'adversité. Les bombes, les alertes, les fouilles et l'Irlande du Nord sont

De notre correspondant

devenues, tout au plus, une nouvelle série de « nuisances ». D'autre part, Scotland Yard et la Special Branch de la police ont démantelé de nombreuses cellules de l'IRA « provisoire » dans les grands centres urbains à la suite des coups de fil discrets mais efficaces.

Des problèmes financiers

Sur le plan financier, l'IRA « provisoire » a subi d'autres revers. Au cours des cinq dernières années, les autorités britanniques estiment que les provos auraient recueilli plus de 2 500 000 dollars (11 millions de francs) d'organisations américaines qui entendent « secourir » les catholiques des six comtés. A la suite des interventions pressantes des premiers ministres britannique et irlandais aux Nations unies et à Washington, le gouvernement américain a pris des mesures de contrôle.

L'armée britannique en Ulster a saisi plus de quinze cents armes modernes venant directement d'Amérique du Nord et livrées clandestinement. Au printemps dernier, une dérogation des douanes américaines s'est longtemps entretenue avec les collègues britanniques et irlandais afin de mettre un frein à ce trafic. Si celui-ci n'a pas encore été totalement arrêté, les transferts de fonds en direction de l'Irlande ont considérablement diminué et l'IRA a de sérieux problèmes financiers. Depuis le début de l'année, le nord et surtout le sud de l'Ile ont connu une recrudescence des vols à main armée qui n'est pas uniquement le fait du gangstérisme habituel. Les volontaires de l'IRA sont payés à la semaine et les armes et les explo-

sifs, dont ils font grand usage, coûtent cher.

Est-ce à dire qu'en « se repliant » sur l'Irlande, l'IRA « provisoire » montre qu'elle est à bout de souffle ? Sans doute pas. Il suffit très souvent d'une poignée d'hommes pour « tenir » une région. Par exemple, le long de la frontière avec l'Irlande du Sud, près de Crossmaglen, une trentaine de « volontaires » font la loi. Mais le pays est petit et les objectifs ne sont pas nombreux : ainsi, pour le viç et unième fois, une caravane britannique servant de poste-frontière près de Londonderry, a volé en éclats. Les mêmes grands magasins de Belfast — ceux qui sont encore debout — reçoivent régulièrement des bombes incendiaires. Des voitures piégées (jusqu'à 200 kilos d'explosifs) dévastent la seule rue commerçante des petits villages de l'ouest de la province. On tire à nouveau sur les soldats britanniques alors qu'aucun d'entre eux n'avait été tué dans la capitale depuis quinze mois. Les « provisoires » ont allongé leur liste de « cibles légitimes » en y inscrivant les hauts fonctionnaires.

Après le récent voyage à Belfast du premier ministre britannique, M. James Callaghan, l'IRA « provisoire » avait promis une recrudescence des attaques contre les forces britanniques en réponse à la déclaration ferme du leader travailliste : pas de désengagement politique ou militaire.

Il faut tenir compte aussi d'un certain flou dans le commandement de l'armée clandestine. Des unités plus ou moins dissidentes prennent des initiatives, souvent malheureuses pour la « cause ».

En s'attaquant à un haut fonctionnaire du gouvernement britannique en République d'Irlande, les « Provos », ou un quelconque groupuscule de l'armée républicaine, ne vont pas s'attirer beaucoup de sympathie dans le pays, et ils devront désormais compter avec des mesures antiterroristes sévères prises par Dublin.

RICHARD DEUTSCH.

## Italie

M. ANDREOTTI PRÉSENTE  
son programme de gouvernement

De notre correspondant

Rome. — M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné, devait présenter, ce jeudi 22 juillet, aux différents partis politiques, le programme qu'il a mis au point. Les grandes lignes de celui-ci (forte contre l'éducation, fiscalité, réforme du secteur public, reconversion industrielle, etc.) ont déjà rencontré une approbation de principe, y compris chez les syndicats, qui seraient prêts, en contrepartie, à accepter un blocage des hautes salaires.

Paradoxalement, l'accueil favorable des propositions de M. Andreotti gêne la formation d'une majorité. On n'exclut pas une abstention des communistes qui non seulement embarrasserait la démocratie chrétienne, mais encouragerait les partis laïcs (socialiste, social-démocrate et républicain) à faire de même.

L'hypothèse la plus probable reste un gouvernement progressiste démocrate-chrétien, renforcé par des « techniciens » venus de l'industrie, ou même d'autres partis. Pour constituer une majorité, M. Andreotti n'a que deux moyens : s'appuyer le vote favorable des socialistes, ou, sinon, accepter l'abstention des communistes.

An sein du parti socialiste, le courant de gauche insiste pour

l'unité d'action avec le P.C.I. Son leader, M. Riccardo Lombardi, vient de proposer la constitution d'un « gouvernement fantôme ». Il a, d'autre part, attaqué le nouveau secrétaire général du P.S.I., M. Bettino Craxi, dont l'élection serait « le fait le plus négatif du récent conseil central ». Lors du vote le 16 juillet, la gauche s'était abstenue après avoir renoncé à faire élire son candidat, M. Antonio Giolitti. Au sein de la nouvelle direction, les rapports de forces entre les courants (officiellement dissous) restent inchangés.

R. S.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL (COMMUNISTE) albanais a décidé de convoquer le VII<sup>e</sup> congrès du parti pour le 1<sup>er</sup> novembre. Le comité central a aussi examiné les directives pour le plan quinquennal 1976-1980. La convocation du congrès est le signe d'une normalisation au sein du parti, qui a connu, depuis trois ans, une série de remous et de purges. Toutefois, cette stabilisation ne sera pas complète tant que Pékín n'aura pas nommé un successeur à son ambassadeur en Albanie, M. Chen-hua, qui a quitté l'Albanie au début de l'année. Depuis, l'ambassade est administrée par un chargé d'affaires, M. Han Fo. (Corresp.)

## LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du  
**Monde**

Au sommaire du numéro de juillet

UN NOUVEL ORDRE

(Herbert Marcuse)

Politique et stratégie de la défense

LE DEUXIÈME CERCLE

par Lucien Polier

LES MULTINATIONALES ET LE TIERS-MONDE

- Une influence croissante dans le système des Nations unies (Erich H. Jacoby)
- L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique (Sanjaya Lall)
- Laït en poudre et techniques de vente (François de Verges)

Deux siècles d'expérience aux États-Unis

CAPITALISME ET INÉGALITÉS

Une politique de l'inégalité (Pierre Domergues). — La disparité des salaires et des profits (Andrew Zimbalist). — Jeunes, femmes et Noirs (Pauline Schuler). — La professionnalisation de l'enseignement supérieur (Samuel Bowles). — La législation de l'injustice (Howard Zinn). — Comment contrôler le gouvernement (G. William Domhoff).

Le numéro : 5 F  
(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro  
5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 09

## Romans français

4

Marie Chaix  
Les silences ou la  
vie d'une femme

Grand Prix 1976 du roman de la Société des Gens de Lettres. Prix de l'Académie pour l'auteur de "Les Lauriers du lac de Constance" (Prix des Mémoires de la Presse 1974)

160 pages 25 F

SEUIL

Clément Lépidis  
Les émigrés  
du soleil

Un monde de l'exil et de la solitude que Clément Lépidis nous restitue dans toute sa cruauté mais avec une qualité d'émotion et de générosité que l'on avait déjà reconnues à son beau roman "L'Amant d'été".

Collection "Méditerranée" dirigée par E. Bonino  
160 pages 25 F

SEUIL

anny duperey  
L'ADMIRAIL

Anny Duperey  
L'admirail

Le premier roman d'une comédienne.

Anny Duperey, qui a connu ses premiers succès avec "La Guerre de Troie n'aura pas lieu", de Jean Giraudoux, et avec Stavisky, d'Alain Resnais, montre la vérité, la force d'une étrange histoire d'amour.

202 pages 25 F

SEUIL

Louis Gardel  
Couteau  
de chaleur

Dans l'Algérie de mai 1958, le narrateur fait face à trois échecs de sa vie : un concours hippique manqué, un mariage qui se défile, l'Algérie qui cessera bientôt d'être "française". Un roman où les violences intérieures surmontent les violences visibles.

160 pages 25 F  
RAPPEL : Jean Bony  
Mon ma sœur 25 F

SEUIL

Christopher Frank

Christopher Frank  
Le rêve du  
singe fou

Le nouveau roman de Ch. Frank, auteur de "La nuit américaine" (Prix Renaudot 1972).

"Rapide et mouvementé comme un film bien fait, tout le lecteur en haleine, "Le rêve du singe fou" est un roman très prenant". Le Figaro

102 pages 25 F

SEUIL

Mohammed  
Khair-Eddine  
Une odeur  
de mantèque

Un écrivain marocain en exil. Sur le truchement d'un vieillard de village, raconte, sur le mode le plus direct et le plus lyrique, sa vie, ses hantises d'homme de terre de la-bas, son passé jaillissant et touturé plein d'odeurs et de bouillonnement.

172 pages 25 F

SEUIL

Demain :  
Romans français, poésie

## EUROPE

### Chypre

**En dépit d'un nouvel avertissement de M. Demirel  
Relative détente entre la Grèce et la Turquie**

L'interception du bateau turc *Sismik-1* en mer Egée constitue un acte de piraterie, a déclaré M. Suleyman Demirel, premier ministre turc, dans une interview u'a publiée mercredi 21 juillet le quotidien turc Milliyet. « On se débarrasse sans façon des pirates », a-t-il ajouté. M. Demirel a qualifié d'« illogiques les objections grecques aux sondages que le navire turc doit effectuer. Les recherches sismologiques dans la mer Egée et le forage de pétrole sont des choses très différentes », a-t-il conclu. Cependant, le gouvernement a ajourné la mission du bateau.

De notre correspondant

Athènes. — En dépit du dernier avertissement de M. Demirel, les observateurs estiment ici que, dans la région de la mer Egée, où Grèce et Turquie s'affrontent depuis des mois, le climat est à une relative détente. Le gouvernement turc a ajourné la sortie du bateau *Sismik-1* qui devait faire, sous protection aérienne, des sondages dans les zones névralgiques proches des îles grecques de Lemnos, Lesbos et Rhodos. D'autre part, le gouvernement grec vient de préciser sa position, très nuancée, dans cette affaire.

Athènes ne considère pas que la sortie du *Sismik-1* est une provocation pouvant entraîner un conflit armé à condition qu'il effectue ses sondages dans les eaux territoriales turques et dans les eaux internationales de la mer Egée. Pour Athènes,

il s'agit de savoir quel sera le trajet suivi par ce bateau et la nature exacte de ses recherches. Les Grecs soutiennent leurs dirigeants dans cette affaire et, tout en souhaitant un règlement pacifique et équitable, ils sont résolus à faire tous les sacrifices qui s'imposeraient. La déclaration de l'ancien premier ministre turc M. Ecevit demandant que le gouvernement prenne des initiatives pour faciliter une solution politique est accueillie avec satisfaction à Athènes. De même, les multiples déclarations faites par des dirigeants d'Ankara soulignant que la Turquie n'avait aucune « ambition agressive » à l'égard de la Grèce.

MARC MARCEAU.

### LE PROCÈS DE M. NICOS SAMPSON S'OUVRE À NICOSIE

(Correspondance.)

Nicosie. — Le procès de M. Nicos Sampson, qui avait assumé pendant huit jours la charge de président de la République chypriote à la suite du coup d'Etat du 15 juillet 1974, s'est ouvert mercredi 21 juillet devant la cour d'assises de Nicosie. M. Nicos Sampson, qui avait été nommé chef de l'Etat par les officiers de la junte, est accusé d'actes de guerre contre la République.

Une requête de la défense, pour l'ajournement du procès jusqu'à septembre, a été rejetée par la cour. La défense a, d'autre part, soutenu que M. Sampson devait bénéficier de l'immunité dévolue par Mgr Makarios à son retour à Chypre en décembre 1974. La cour doit se prononcer à ce sujet, jeudi 22 juillet, après avoir écouté la thèse du procureur suppléant, M. Rousopoulos.

Les observateurs à Nicosie se demandent si le procès de M. Sampson sera suivi d'autres poursuites contre des responsables du coup d'Etat. Le président Makarios a déclaré, en effet, à plusieurs reprises que le dossier devait être réexaminé « pour faire la pleine lumière sur les complots et les trahisons de la junte d'Athènes contre Chypre ». Toutefois, le premier ministre grec, M. Karamanlis, s'y oppose. Il estime que « les faits nationaux exigent que l'on garde le silence sur la question, du moins pour le moment ».

DIMITRI ANDREOU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

● AMNESTY INTERNATIONAL a publié, mercredi 21 juillet, à Londres, la liste de quatre-vingt-deux personnes travaillant dans le domaine médical « emprisonnées ou disparues » pour des raisons politiques dans vingt-deux pays. L'organisation précise que cette liste n'est pas exhaustive. Au 30 juin 1976, ses dossiers contenaient notamment les noms de trente-trois médecins ou assistants médicaux en République démocratique allemande. Les solennités six autres détenus, parfois victimes de tortures, se réchauffaient selon l'organisation, entre l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, Cuba, Haïti, l'Indonésie, le Mali, le Maroc, la Namibie, le Paraguay, la Pologne, la Rhodésie, la Roumanie, Singapour, l'Afrique du Sud, l'Espagne, Taiwan, l'U.R.S.S., l'Uruguay et la Yougoslavie. — (A.F.P.)

### Maroc

● LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR D'APPEL DE MEKKESS, qui jugeait depuis plusieurs jours des personnes impliquées dans le complot de mars 1973, a prononcé, le 21 juillet, quatre-vingt-neuf acquittements et trente et une condamnations à des peines allant de six mois à cinq ans d'emprisonnement, le plus souvent couvertes par la prévention. — (Corresp.)

### Portugal

● UNE BOMBE a explosé jeudi 22 juillet à l'aube dans les bureaux des lignes aériennes du Mozambique (DETA). L'at-

tentat n'a pas fait de victimes. La nuit précédente, une bombe avait explosé à la Maison de l'Angola, faisant des dégâts importants. — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

● LES ECOLES NOIRES des banlieues de Pretoria et de Johannesburg, celles de Soweto en particulier, fermées à la suite d'émeutes, ont été rouvertes jeudi 22 juillet. La décision a été prise par M. Kruger, ministre de la justice et de la police, qui a reçu mercredi une délégation des représentants des faubourgs noirs. Il a assuré les délégués de Soweto que les revendications des Noirs vivant dans les zones urbaines blanches seraient prises en considération. Elles portent notamment sur le manque de logements, l'insuffisance des services publics et le droit de posséder un commerce. — (A.F.P.)

### Tanzanie

● VINGT-SIX ETUDIANTES TANZANIENNES ONT ETE ARRETEES ET TORTUREES A NAIROBI, a annoncé, mercredi 21 juillet, le Daily News, journal gouvernemental de Dar-Es-Salaam, qui a ajouté : « Les étudiantes ont été appréhendées à leur hôtel aux fins d'interrogatoire et ont subi des coups et des tortures, et l'une d'entre elles a été gravement blessée. Le journal a encore indiqué que sept étudiants tanzaniens ont été arrêtés en même temps, et que treize membres tanzaniens du personnel au sol de l'aéroport de Nairobi ont été expulsés du Kenya. — (Reuter.)

## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

**M. RABIN DÉMENT  
QU'ISRAËL AIT FOURNI  
UNE AIDE MILITAIRE  
AUX MILICIENS CONSERVATEURS**

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — M. Rabin a, une fois de plus démenti, mercredi 21 juillet, les informations publiées dans la presse internationale (le Monde du 22 juillet), selon lesquelles Israël apporterait une aide militaire aux forces maronites du Liban.

S'adressant à des travailleurs volontaires étrangers, de la vallée du Jourdain, le premier ministre a déclaré : « L'entente que les forces syriennes au Liban combattent l'O.L.P. et la gauche extrémiste et ne mettent pas directement en danger notre sécurité, nous ne voyons aucune raison d'interférer ». M. Rabin a qualifié l'O.L.P. de « cancer qui menace toute cellule saine du monde arabe » et a ajouté qu'il n'y avait aucune raison de s'opposer à sa destruction.

De nombreux contacts entre Israël et Libanais vivant dans le sud du pays ont lieu depuis quelques semaines. On peut voir, sur les routes de Galilée, des véhicules de toutes sortes, portant une plaque d'immatriculation nouvelle, elle est de couleur mauve et porte, près du numéro, la lettre hébraïque Kouf. Ce sont les plaques attribuées aux camions et voitures de ressortissants libanais qui viennent en Israël vendre du tabac et acheter, notamment à Kyriat-Shmona, de la semoule, du sucre, de la farine et de l'huile. Des malades ou des blessés libanais ont été transportés dans les hôpitaux de Safed, de Tiberiade et même de Haïfa. En outre, plus de trois mille Libanais, en majorité des réfugiés, ont reçu des soins médicaux à l'hôpital installé par l'armée israélienne à proximité de la frontière.

ANDRÉ SCAMAMA.

**LA PRESSE ÉGYPTIENNE  
REPREND SA CAMPAGNE  
CONTRE LE PRÉSIDENT ASSAD**

En dépit de l'accord conclu au mois de juin entre les deux pays pour mettre fin aux polémiques, la presse égyptienne a attaqué vivement, mercredi 21 juillet, le président Assad. Elle a dénoncé une « conspiration visant à liquider la résistance palestinienne ». Pour l'éditorialiste d'Al-Ahram, il ne faut pas de doute que la Syrie fait entendre des pilotes de l'armée de l'air qui avaient refusé d'attaquer le Liban. Elle fait aussi état de l'information, précisée, d'une déléguée de la fédération syndicale palestinienne venue participer au Congrès à la capitale du Liban, à Beyrouth, pour assister à une conférence des syndicats libanais. L'éditorialiste conclut : « Les pilotes égyptiens exécutés par le lieutenant-colonel Badr et Zoghbi, décapités par ses faits d'armes au cours de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, les syndicats palestiniens ont aussi affirmé que plus de vingt mille personnes avaient été emprisonnées en Syrie pour avoir manifesté leur opposition à l'intervention au Liban. — (A.P., U.P.I.)

### Soudan

**LA « PRAVDA » REJETTE  
LES « INSINUATIONS »  
SUR LE ROLE DE MOSCOU  
DANS LA TENTATIVE  
DE COUP D'ÉTAT**

(De notre correspondant.)

Moscou. — La Pravda repousse, ce jeudi 22 juillet, avec indignation les accusations selon lesquelles l'U.R.S.S. aurait été « la grande puissance qui a tenté d'ingérer dans les affaires intérieures du Soudan », laquelle a fait allusion le président Nemeiry (le Monde du 17 juillet). Nemeiry le titre en caractère gras : « Qui en tire profit ? ». L'organe du parti communiste soviétique accuse « les rédactions de la presse occidentale et aussi arabe » d'« abriter et de propager des insinuations, alors que des hommes d'Etat de l'Orient arabe se plaisent à répéter des mensonges à l'adresse de la politique de l'U.R.S.S. ».

Pour Moscou, « ces insinuations font le jeu des milieux impérialistes et des forces réactionnaires, lorsqu'elles s'en prennent à l'idée même de la consultation de l'unité soviéto-arabe ». La Pravda rappelle que « la politique de l'U.R.S.S. vis-à-vis des autres pays (...) se fonde invariablement sur les principes immuables du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres ».

(Interim.)

**L'IMAM SADR AFFIRME  
QU'IL NE S'EST PAS « RALLIÉ »  
À LA POLITIQUE DE DAMAS**

(De notre correspondant.)

À la suite de l'information selon laquelle l'imam Sadr, chef spirituel de la communauté chiite au Liban, se serait « rallié récemment à la politique de Damas » (le Monde du 13 juillet), le bureau du Mouvement des déshérités tient à apporter les précisions suivantes : Considérant que le seul moyen, actuellement, de servir la cause palestinienne est de tenter l'arrêt des combats entre la Syrie et la résistance palestinienne, l'imam s'est efforcé, depuis le début des événements, d'abord d'éviter la rupture, ensuite de susciter un dialogue entre les deux parties.

Le bureau du Mouvement des déshérités rappelle que l'imam Sadr a déjà demandé le retrait des troupes syriennes ; il estime qu'en condamnant l'un et l'autre camp il ne défavoriserait pas les conditions de dialogue et donc d'arrêt des combats entre eux — seuls préalable à la solution de la crise libanaise.

Enfin, l'imam rappelle que la population chiite au Liban (950 000) est durement éprouvée par la guerre civile libanaise, et que les atrocités commises par les agresseurs à Tel-El-Zastar affectent autant les Palestiniens que la communauté chiite, qui représente 60 % des habitants de ce quartier.

● L'ambassade américaine à Bonn a démenti de façon catégorique, mercredi 21 juillet, que des armes prélevées dans des dépôts militaires allemands livrés à l'Allemagne fédérale aient été livrées ou soient en cours de livraison aux forces conservatrices au Liban. — (Reuter.)

**La population de Cisjordanie ne cache pas sa rancœur  
à l'égard du président syrien**

(De notre correspondant.)

Ramallah (A.F.P.). — Les dirigeants de l'O.L.P. savent qu'ils seront amenés, tôt ou tard, à négocier avec Israël et à reconnaître l'Etat juif. Cependant, ils cherchent à engager le dialogue à partir de positions de force, estimant généralement les nouvelles idées de Cisjordanie. Ces jugements reviennent souvent ces derniers temps dans les conversations avec ces maires, qui soulignent avoir « appris la démocratie » avec Israël. « Jamais auparavant nous n'avions pu nous exprimer avec tant de liberté. Il reste qu'Israël est l'occupant, et nous détestons notre indépendance », entend-on dire fréquemment.

Les édiles notent que « la guerre au Liban leur a ouvert les yeux » et estiment qu'elle vise à « l'extermination des Palestiniens ». « Nous avons compris, ajoutent-ils, que les Palestiniens — à commencer par les réfugiés — ne sont que des instruments des régimes arabes ».

Cette prise de conscience est symptomatique d'une évolution, presque une révolution, puisqu'elle s'est produite en moins de trois mois, exactement depuis les élections municipales du 12 avril. Ces élections ont, en quelque sorte servi, en rompant les derniers liens de la population avec les chefs de tribus et de grandes familles, avec les possesseurs de grandes fortunes accusés de ne songer qu'à leurs intérêts privés.

La guerre au Liban est devenue « leur » cause. Selon les chiffres avancés par les nouveaux maires, la population de Cisjordanie est à 95 % « du côté de l'O.L.P. », et même ceux qui, auparavant,

contestaient à cette organisation le droit de les représenter se rangent à présent sous sa bannière. « Nous sommes un seul et même peuple », déclare une personnalité politique. Ce qui se passe là-bas, ajoute-t-elle, « est un nouveau Septembre noir (1), et si, par malheur, les Palestiniens étaient éliminés, décapités au Liban, Hussein chercherait à nouveau à reprendre cette province sous sa coupe — et nous disparaîtrions de notre tour ».

Le retour de la Syrie les a énormément déçus. Les nouveaux maires et leurs amis, généralement de gauche, professent naître « une immense admiration pour la grande Syrie, courageuse et refusant de s'écarter ». A vrai dire, leur rancœur est dirigée essentiellement contre le président Assad, que nombre d'entre eux accusent d'avoir trahi l'esprit du Baas. Ils citent des noms d'activistes du Baas emprisonnés en Syrie, qui sont presque aussi nombreux que les Palestiniens incarcérés en Jordanie.

(1) Référence aux combats qui se sont déroulés en septembre 1970 entre l'armée jordanienne et les fedayin, et au cours desquels plusieurs milliers de Palestiniens ont été tués.

● Le Secours populaire français a remis au Secours populaire libanais du sérum pour effectuer les groupages sanguins et le facteur rhésus pour dix mille personnes, une tonne de médicaments antibiotiques et une somme de 20 000 francs destinée à l'achat d'une ambulance. Les dons peuvent être adressés au Secours populaire, 9 rue Froissart, Paris-3, C.C.P. 654-37. Indiquer : « Solidarité pour le Liban ».

## AMÉRIQUES

### États-Unis

**Le « commerce » nucléaire est remis en question**

De notre correspondant

Washington. — Un débat fondamental pour l'avenir des exportations nucléaires américaines s'est ouvert, cette semaine, devant la Nuclear Regulatory Commission (N.R.C.) Pour la première fois, la N.R.C. a commencé une série d'audiences publiques auxquelles participent de hauts fonctionnaires, ainsi que divers groupes et personnalités, dont certains de haut rang, ayant servi dans le gouvernement démocrate précédent, comme le sous-secrétaire d'Etat Ball, l'ambassadeur Vost, ancien représentant des États-Unis à l'ONU, et M. Fisher, principal négociateur du traité de non-prolifération. Soutenus par divers groupes écologistes, plusieurs de ces « témoins » dénoncent comme « dangereuse » la politique officielle et se déclarent opposés à toute nouvelle livraison d'uranium à l'Inde. Et cela, non pas tant pour contraindre les Indiens à renoncer à leur programme nucléaire, mais essentiellement pour décourager d'autres pays à s'engager dans la même voie que New-Delhi.

Selon les documents soumis à la N.R.C., l'assistance technologique et les ventes d'uranium ont rendu possible l'explosion nucléaire souterraine indienne du 10 mai 1974, un événement qui détermina d'autres pays — à commencer par le Pakistan et à un moindre degré le Brésil — à rechercher les moyens de procéder à la même expérience, première étape dans la fabrication d'armements nucléaires. Après l'explosion indienne, le gouvernement américain avait protesté — il est vrai avec modération — et même suspendu pendant quelque temps ses livraisons d'uranium à l'Inde. Ultérieurement, M. Kissinger déclara que l'explosion indienne n'avait pas violé l'accord américain indien sur les livraisons nucléaires. Tel ne fut pas l'avis du Canada qui suspendit ses exportations vers l'Inde. De l'aveu même de M. Kratzer, sous-secrétaire d'Etat adjoint par

interim, les Indiens auraient utilisé pour leur explosion nucléaire leurs propres ressources d'uranium, mais aussi celles livrées par les Américains.

C'est pourquoi les critiques démocrates du gouvernement républicain insistent pour que la N.R.C. refuse d'autoriser les ventes d'uranium enrichi à l'Inde, en soulignant que sans garanties supplémentaires, ces ventes encourageront d'autres pays, éprouvés par la pauvreté des États-Unis, à suivre l'exemple indien.

### Des engagements à venir

M. Scobille, ancien haut fonctionnaire de l'Agence pour le contrôle des armements, a affirmé qu'une ferme attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Inde, représentait « le seul espoir d'arrêter la prolifération des armements nucléaires ». A cela, le gouvernement républicain, qui refuse aujourd'hui de livrer les 12 281 kilogrammes d'uranium destinés au réacteur de Tarapur, construit par les Américains près de Bombay, affecterait gravement les relations avec l'Inde, le bien-être de quatre-vingt millions d'Indiens dépendant pour leurs besoins énergétiques de ces installations nucléaires.

D'autre part, un tel refus serait incompatible avec les engagements de coopération pris avec les pays du tiers-monde.

En outre, selon la thèse officielle, un refus américain pourrait encourager l'Inde à s'adresser à l'Union soviétique pour ses fournitures d'uranium, ce qui priverait les États-Unis des moyens de pression et de contrôle à l'égard des pays cherchant à entrer dans le club nucléaire. Le point de vue gouvernemental est appuyé par les entreprises privées, important, pour le compte de l'Inde et d'autres pays, la technologie

américaine. Ces sociétés affirment que les États-Unis perdraient leur crédibilité et les livraisons promises seraient constamment remises en question par les controverses au sein de l'administration.

M. Kratzer a également souligné que, en cas de refus, l'Inde pourrait invoquer unilatéralement le droit de retraiter les stocks de combustibles nucléaires irradiés, ce qui lui permettrait de fabriquer beaucoup plus d'armements nucléaires. S'il en était ainsi, M. Kratzer a indiqué que le gouvernement américain demanderait à l'Inde de lui rendre ce stock de combustibles nucléaires irradiés qui contiennent des dizaines de kilogrammes de plutonium « non isolé », et dont le retraitement permettrait à l'Inde de fabriquer quarante à quatre-vingts bombes atomiques.

La N.R.C. ne prendra pas de décisions avant plusieurs semaines. Mais même si elle approuvait les nouvelles livraisons, le Congrès aura tôt ou tard le dernier mot. Dans un éditorial, le Washington Post invite la N.R.C. à la fermeté tant que le département d'Etat et la Maison Blanche ne lui auront pas donné l'assurance que les Indiens acceptent formellement de ne pas retraiter le combustible nucléaire. Et le journal conclut : « Si les États-Unis ne s'assurent pas que leurs exportations nucléaires ne seront pas mal utilisées et ne contribueront pas, même indirectement, au renforcement de l'arsenal nucléaire indien, comment pourront-ils demander aux Français d'abandonner les projets de vente au Pakistan d'un dangereux équipement de retraitement ? Quelle autorité auront-ils pour négocier de strictes mesures de sauvegarde avec les pays du Proche-Orient auxquels ils ont promis des réacteurs nucléaires ? »

Le journal omet de faire remarquer que la définition d'une politique commerciale nucléaire cohérente est rendue difficile par la multiplicité des organes officiels qui s'en occupent : département d'Etat, N.R.C., ERDA (Administration pour la recherche du développement de l'énergie), l'Agence de contrôle des armements, le bureau du budget, et, bien entendu, le Congrès.

HENRI PIERRE.

### Argentine

● DEUX PRÊTRES FRANÇAIS ONT ETE ASSASSINÉS le mercredi 21 juillet dans la province de la Rioja, à 110 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires. Les pères Gabriel Longueville et Charles Morlat avaient été enlevés lundi, semble-t-il, par un commando d'extrême droite. — (A.F.P.)

هكذا من الأهل



belfond

**HEDRICK SMITH**

ancien Chef du Bureau du New York Times à Moscou

Prix Pulitzer

# LES RUSSES

LA VIE QUOTIDIENNE EN UNION SOVIÉTIQUE

**L'AURÈRE:**

Pendant cinq ans, correspondant permanent à Moscou du "New York Times", Hedrick Smith a sillonné l'Union Soviétique comme peu d'étrangers ont pu le faire. Il nous présente les Russes dans leur vie de tous les jours, c'est-à-dire tels qu'on ne les voit jamais.

**LE CANARD ENCHAÎNÉ:**

Voilà un livre dont il n'est pas sûr que la presse soviétique parle. Et elle aura tort. Car il prouve de façon définitive que l'U.R.S.S. est toujours habitée par les gens les plus déconcertants, les plus attachants, les plus compliqués, les plus simples du monde, les plus menteurs, les plus sincères : les Russes.

**LA CROIX:**

Ce livre ouvre des horizons nouveaux et découvre des aspects souvent peu connus. Un des plus étonnants étant certainement que l'Eglise orthodoxe avec ses 30 millions de pratiquants est deux fois plus importante, en nombre s'entend, que le Parti communiste lui-même, réservé, en fait, à une élite.

**L'EXPRESS:**

C'est une histoire amère comme les Russes les aiment. "Je crois, dit Ivana Volodia, que notre pays est le plus riche du monde. — Pourquoi ? — Parce que, depuis près de soixante ans, tout le monde vole l'Etat, et qu'il reste toujours quelque chose à voler..." Hedrick Smith, qui fut de 1971 à 1974, chef du bureau du "New York Times" à Moscou, décrit cette "contre-économie" qui seule rend supportable la vie quotidienne.

**LE FIGARO:**

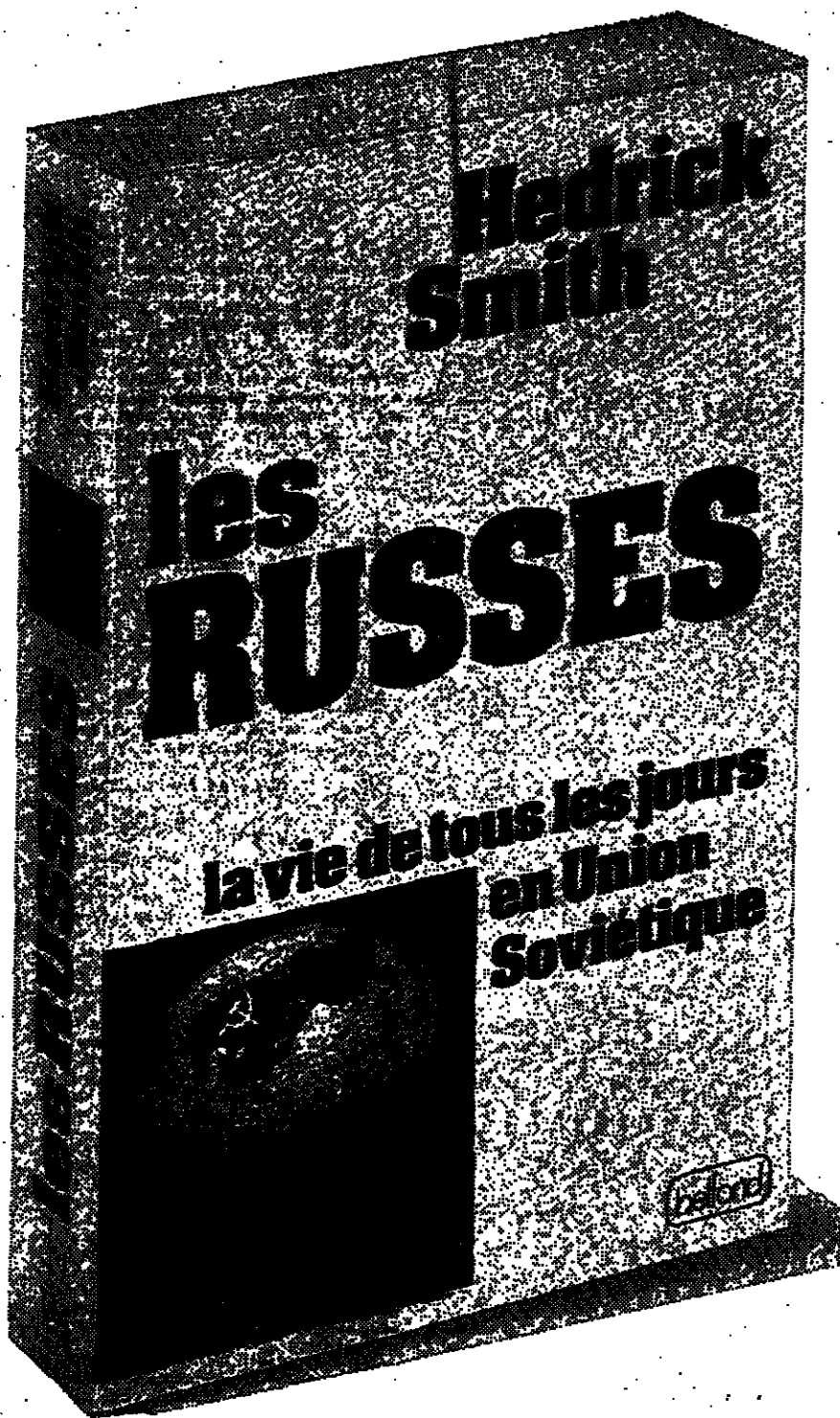
Il demeure passionnant d'accomplir avec l'auteur cette quête incessante de la réalité russe à travers l'infinité variée des hommes et des femmes, de leurs problèmes et de leurs rêves.

**LE MONDE:**

Smith a rencontré, pendant son séjour, Roy Medvedev, qui rêve d'instaurer la démocratie dans le Parti; Sakharov, qui espère que l'Ouest fera pression pour imposer le respect des droits de l'homme, et Soljenitsyne, qui s'insère "dans le courant du slavophilisme russe classique". Les récits qu'il nous donne de ces entretiens ne sont pas les moins instructifs d'un ouvrage qui se distingue par l'acuité du regard de l'auteur.

**LE POINT:**

La puissance d'observation et l'indépendance d'esprit ne suffisent pas pour expliquer l'exceptionnelle qualité du livre, véritable somme sur la vie quotidienne en U.R.S.S.

**MINUTE:**

Des problèmes de la ménagère qui fait son marché aux aspects de la libération sexuelle outre-réseau de fer, en passant par les progrès de la corruption et la généralisation du marché noir, rien n'est laissé dans l'ombre.

**LES NOUVELLES LITTÉRAIRES:**

Hedrick Smith consacre un long chapitre au système politique et économique de l'U.R.S.S. Il constate que c'est le lopin de terre privé qui alimente les marchés, que le développement industriel souffre d'un excès de bureaucratie, d'une technologie désuète, du sabotage systématique et d'un absentéisme larvé.

**LE SOIR (Marseille):**

Ce livre a l'originalité profonde de parler des Russes tels qu'on ne les voit jamais, vivant, mangeant, aimant. La vie quotidienne de la rue, mais aussi celle des hôpitaux psychiatriques, les queues devant les magasins d'alimentation, les privilèges dans leurs datchas, les larmes de la propagande et de la contestation.

**LE NOUVEL OBSERVATEUR:**

On apprend beaucoup de choses qu'on croyait savoir en lisant ce livre passionnant.

**QUEST-FRANCE:**

Plus encore peut-être que le livre "Quand la Chine s'éveillera" d'Alain Peyrefitte, "Les Russes" de Hedrick Smith doit être lu. Grâce à lui, l'U.R.S.S. n'est plus une inconnue.

**LA QUINZAINE LITTÉRAIRE:**

Ce gros volume est un essai de "physiologie" moderne d'autant plus important que la société soviétique est cachée aux yeux de tous, voire des Soviétiques eux-mêmes.

**SPECTACLE DU MONDE:**

C'est Anne, la femme d'Hedrick Smith qui a le mot de la fin : "C'était déjà la même chose sous les tsars. Les temps ont changé, pas les hommes. Un Français y verrait l'échec de Marx et plus encore de Lénine."

**LE RÉPUBLICAIN LORRAIN:**

Grâce à Hedrick Smith, il devient possible de parler de l'Union soviétique autrement que par slogans. Son livre détruit beaucoup d'idées reçues qu'on affectionne à droite et à gauche.

**VALEURS ACTUELLES:**

L'Union soviétique, bien que seconde "superpuissance" n'occupe que le 25<sup>e</sup> rang dans le monde. Hedrick Smith en fournit l'explication dans son livre "Les Russes".

**la réalité communiste  
vécue au jour le jour par tout un peuple**

belfond

Un volume de 512 pages : 49,00 F

# AFRIQUE

LA FIN DE LA VISITE DU PRÉSIDENT CAMEROUNAIS

## La commune volonté de nos deux peuples est de développer leurs bonnes relations déclare M. Ahidjo

M. Ahmadou Ahidjo, président de la République unie du Cameroun, a terminé jeudi 22 juillet sa visite officielle commencée lundi 11 à Paris, dans la matinée, du président Giscard d'Estaing, qu'il a invité à se rendre au Cameroun. M. Ahidjo doit, avant de regagner Yaoundé, passer quelques jours en France à titre privé.

Le chef de l'Etat camerounais a tenu, jeudi matin, une conférence de presse. Il a affirmé que la « révolution pacifique » qu'il a engagée a pour but de renforcer l'unité nationale. Sur le plan économique, le Cameroun suit une politique de « libéralisme planifié », la priorité étant accordée à l'agriculture. Par ailleurs, il a déclaré : « Je pense que ce pays a la conviction que la commune volonté de nos deux peuples est de continuer à développer les bonnes relations entre la France et le Cameroun ».

Au cours de l'entretien élargi de mercredi après-midi, à l'Élysée, entre M. Ahidjo et Giscard d'Estaing, l'ensemble des questions économiques soulevées par les deux chefs d'Etat ont été examinées. Il s'agissait notamment de projets camerounais pour lesquels l'aide de la France était engagée ou souhaitée. A sa sortie de l'Élysée, le président avait tenu à faire une mise au point sur la position de son pays à l'égard du Fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique, créé par M. Giscard d'Estaing lors de la dernière conférence francophone de Paris (le 22 juillet).

« Hier, a-t-il déclaré, la question n'a été posée de savoir si le Cameroun adhérerait au Fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique. J'avais dit alors qu'il n'était pas question pour le Cameroun d'adhérer car ce Fonds était destiné à toute l'Afrique. J'avais eu l'impression qu'il n'était pas question d'adhérer ou de ne pas adhérer. Il est évident que ce Fonds nous intéresse. D'ailleurs, vous remarquerez que lundi soir, en répondant à M. Giscard d'Estaing, j'ai souligné l'importance de cette initiative. J'avais moi-même dit alors que c'était un acte historique. »

### LA SITUATION AU SAHARA OCCIDENTAL

## Une guérilla incessante et coûteuse

(Suite de la première page.)

Les coups de mains, les embuscades, les attentats, ne cessent pas. Les bilans publiés régulièrement par le Front Polisario sont sans doute exagérés. Toutefois, la réalité des accrochages ne fait aucun doute. Récemment encore, un commando sahraoui a attaqué un camp de supplétifs marocains près de Tan-Tan, dans le sud du Maroc, faisant plusieurs morts et s'emparant de vingt-trois prisonniers qui ont été ensuite présentés à la presse. Les forces royales marocaines tiennent les villes, mais ne peuvent empêcher les guérilleros de circuler. L'exploitation des gisements de phosphate

de Bou-Craa n'a pu reprendre, le tapis roulant permettant d'évacuer le minéral étant constamment saboté.

Ni le roi Hassan II ni le président Boumedienne ne veulent la guerre, mais ni l'un ni l'autre ne semblent en mesure de faire des concessions de nature à mettre fin à l'impasse. Le gouvernement marocain est prêt à discuter de tout « sauf de la souveraineté du Sahara occidental », et les autorités algériennes posent comme préalable à toute discussion la reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Inquiètes du pourrissement de la crise, plusieurs pays africains et arabes ont tenté une médiation. Ils ont échoué.

An Maroc et en Mauritanie, l'opinion publique est de plus en plus montée contre l'Algérie, accusée de « tirer les ficelles du Polisario » pour étendre ses « buts hégémoniques sur la région ». L'armée algérienne, de plus en plus exaspérée par les attaques des guérilleros, invoque le « droit de suite » pour être autorisée à attaquer les bases saharouies sur territoire algérien. Le souverain a multiplié ces derniers temps les avertissements à l'adresse de l'Algérie et a assuré la Mauritanie de son total soutien militaire. C'est dans ce contexte inquiétant que se déroulent les entretiens entre le roi Hassan II et le président Ould Daddah. Dans ce sombre tableau, un seul élément est de nature à entretenir un relatif optimisme : les grandes puissances sont manifestement peu soucieuses de voir s'embraser une nouvelle région de l'Afrique. Les États-Unis comme l'Union soviétique, qui entretiennent avec les deux parties d'importantes relations économiques et commerciales, incitent les dirigeants algériens aussi bien que marocains à la modération. L'histoire de ces dernières années prouve cependant que les petits pays ne suivent pas toujours les conseils de leurs puissants amis.

DANIEL JUNQUA.

● A NAIROBI, la presse pour-suit sa campagne contre l'Ouganda. Elle affirme que les Kényans résidant en Ouganda vivent dans la terreur et que cinq d'entre eux ont été récemment assassinés. En revanche, les milieux diplomatiques de Nairobi estiment exagérées les informations diffusées par les journaux kényans selon lesquelles deux mille soldats ougandais se seraient rebellés contre le régime. — (U.P.I., Reuters, A.F.P.)

### LE PARI INDUSTRIEL DE LA HAUTE-VOLTA

dans le No 82 d'Afrique, la grande revue indépendante d'Afrique noire, où elle est entièrement faite (c'est mieux pour bien en parler). Rens. : Centre BP. 1826 Dakar.

● Une centaine de Néo-Zélandais se sont portés volontaires pour servir en Rhodésie et une vingtaine y seraient déjà depuis six mois, a déclaré, mercredi 21 juillet, un responsable de la société d'amitié rhodésio-néo-zélandaise. Ces recrues se seraient vu offrir une solde mensuelle de 1 000 dollars et un billet d'avion. — (A.F.P.)

# POLITIQUE

## LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 21 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de la séance, M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

### ● L'ACCORD FRANCO-CHINOIS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de navigation maritime entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine signé à Pékin le 23 septembre 1975. Cet accord, qui tend à faciliter le développement des échanges par mer entre la France et la Chine, couvre non seulement le trafic entre ports français et chinois, mais également les échanges entre les deux pays à partir de ports étrangers. Ses clauses concernent les navires eux-mêmes, l'activité des équipages de transport maritime et les équipages. L'accord prévoit l'exonération fiscale réciproque de l'activité des compagnies de navigation des deux pays dans les trafics couverts par ses dispositions. Enfin, une commission mixte sera chargée de suivre régulièrement l'application de cet accord.

Le commerce extérieur franco-chinois est passé, de 1970 à 1974, de 888 millions de francs à 1 688 millions de francs. Cette augmentation importante de ce commerce est transportée par des pavillons de pays tiers.

L'accord contient essentiellement des clauses d'ordre consulaire et des clauses qui facilitent les échanges. En ce qui concerne les navires, l'accord prévoit notamment la simplification de la procédure de transit maritime, le traitement de la nation la plus favorable en ce qui concerne l'ensemble des formalités douanières et portuaires ainsi que les activités des équipages de transport maritime (transit, consignation, etc.). S'agissant des équipages, une série de mesures sont prises pour faciliter le transit et de visa. Du côté français, ce sont le groupe national des armateurs, le Comité de la marine et la société privée des Chargeurs réunis qui seraient chargés de servir la Chine.

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

#### M. Christian Goux sera candidat à Bandoi

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — M. Christian Goux, économiste, membre du groupe d'experts du parti socialiste, dirigera la liste d'union de la gauche aux prochaines élections municipales à Bandoi (Var), ville dont le maire sortant est M. François Fabre (tendance U.D.R.). M. Goux, qui est secrétaire de la fédération du parti socialiste du Var, et qui a exercé de 1972 à 1974 une partie de ses activités professionnelles à Bandoi, se présentera pour la première fois à une élection. En 1971, la liste d'union de la gauche avait eu quatre élus, dont un communiste, sur les vingt-trois conseillers municipaux que compte la ville de Bandoi (six mille habitants). Deux autres listes de gauche sont constituées : celle de M. Fabre et celle du premier adjoint sortant, M. Roger Charles (R.I.).

● M. Léo Hamon, ancien ministre gaulliste partisan de l'Union de la gauche, vient dans le « bulletin » de la « France » de M. Chirac n'a pu ni apporter la sécurité à l'U.D.R. ni l'indépendance de celle-ci au président, et nous rendons compte de la situation politique. Il est à présent manifeste que l'« option » de 1974 pour Giscard, n'a plus rempli son objet. On est en présence d'une situation nouvelle, quand la majorité déçoit au président quelle a fait dire ? On est l'état quand l'homme qui prétend diriger la politique se heurte à la majorité sur laquelle il pouvait s'appuyer et que la solidarité gouvernementale est rompue. L'Union de la gauche n'est plus une option, mais une réalité. La IV<sup>e</sup> République n'est plus.

● M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a indiqué, après s'être entretenu, mercredi 21 juillet, avec M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, animateur du centre d'études Egalité et Liberté :

« La démarche du député U.D.R. traduit une vision qui résume dans la majorité, et en particulier au niveau de certains gaullistes qui ne se reconnaissent pas dans la « société libérale » de M. Giscard d'Estaing. Dans la mesure où nous recherchons des contacts avec des formations qui proposent un type de société différent de celui de l'actuelle majorité, j'ai à notre politique de dialogue, nous pensons qu'il ne faut pas négliger les contacts. »

● Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a adopté, mercredi 21 juillet, un texte sur les problèmes énergétiques dans lequel il insiste notamment : « Pour tenir compte du bilan énergétique de la France, dû à l'imprévoyance des gouvernements de la V<sup>e</sup> République et au sabotage systématique de l'énergie nucléaire par les radicaux de gauche considérant que la construction de centrales nucléaires s'impose dans la mesure où elle se limite à assurer l'indépendance énergétique de la nation dans les prochaines décennies. »

# DÉFENSE

## CRISE DE RECRUTEMENT AU SDECE

A la différence de la Central Intelligence Agency, qui a continué de recevoir des offres de candidature, en dépit de l'affaire du Watergate et de l'enquête du Congrès américain, dont on aurait pu croire qu'elles ralentiraient le nombre des engagements, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), en France, connaît des difficultés de recrutement. Cette crise affecte principalement l'embauche de certains spécialistes en informatique et en télécommunications, et de personnels chargés de la protection de certaines installations.

Depuis deux ans, il n'a été créé au SDECE aucun emploi nouveau de militaire ou de civil. Les appels de son directeur général, M. Alexandre de Marenches, par le moyen de petites annonces ou par une campagne directe de recrutement pour que des élèves de grandes écoles scientifiques ou des étudiants dans certaines spécialités universitaires entrent au SDECE, après une sélection sévère, n'ont pas été entendus comme on l'espérait.

Malgré la création de diplômes techniques propres au SDECE, les officiers, qui ont choisi d'appartenir aux services spéciaux considèrent qu'ils n'ont toujours pas obtenu l'équivalence des titres ou des primes, ni la perspective de carrières dont bénéficient les officiers qui ont refusé la voie du renseignement. Dans les catégories de personnels subalternes, les exigences particulières, de la profession n'ont pas, notamment, les sous-officiers ou les agents d'exécution à réengager à l'issue de leur premier contrat. Il demeure qu'il est actuellement plus aisé pour M. de Marenches de recruter des cadres militaires — leur statut les contraint à accepter l'affectation proposée — que d'attirer et de retenir des personnels civils, surtout dans des fonctions de responsabilité.

### Les suites de l'affaire Ben Barka

Cette insuffisance du recrutement est sensible dans le traitement de l'informaticien — il existe au SDECE deux ordinateurs pour l'exploitation des documents, l'élaboration d'un fichier et, accessoirement, la gestion du personnel — et dans la surveillance de certaines stations, qui utilisent les moyens modernes de transmissions et de contrôle des liaisons, des équipements radiotélégraphiques, de renseignements ou qui constituent une chaîne nationale de radiogoniométrie.

La « militarisation » progressive du SDECE est allée de pair avec une reprise en main du service, dont le fonctionnement avait été perturbé après la dissolution du Centre marocain Ben Barka et après l'accusation, portée contre certains de ses membres.

# AÉRONAUTIQUE

## Le projet d'un nouvel avion de ligne Un partenaire américain pressé

Les dirigeants de la société américaine McDonnell-Douglas viennent de faire savoir à leurs éventuels coopérateurs français — en l'occurrence le groupe privé Dassault-Breguet — que les accords du gouvernement français pour la construction de l'avion de ligne de transport civil à définir en commun, en association avec Douglas, la société Dassault proposait un projet d'avion dérivé de son court-courrier Mercure, et de leur côté, la SNIAS et Boeing tentaient de jeter les bases d'une coopération transatlantique. Depuis, l'administration française tarde à rendre son arbitrage, et les réunions ministérielles prévues à cet effet ont été reportées à l'automne.

Principal rival de la société Boeing, qui a accepté la moitié du marché mondial et qui n'est pas pressée de se lancer dans un nouveau programme parce qu'elle continue de bien vendre ses avions actuels Boeing-737 ou Boeing-727, le constructeur Douglas redoutait, en l'absence d'une décision française, que le temps ne joue désormais contre ses propres intérêts. Il constate, d'autre part, que ses moyens de production si l'on exclut sa division militaire, qui réalise l'essentiel

Après la dernière

## DENIGREMENT

des profils — sont sous-employés. C'est la raison pour laquelle la société Douglas a entrepris une campagne de promotion auprès de la clientèle, en particulier des compagnies aériennes européennes comme Air France, Lufthansa, Alitalia et Sabena, pour vanter les mérites et les performances d'un avion en projet : le biracteur DC-X-200 qui est un concurrent du Mercure et de l'Airbus.

Les responsables de Douglas expliquent volontiers que ce programme emprunte beaucoup à un avion déjà existant, le triacteur DC-10, pour des raisons qui tiennent, essentiellement, à la volonté du constructeur américain de limiter les frais de mise au point d'un nouvel appareil, compte tenu de la compétition.

A n'en pas douter, le lancement du DC-X-200 — si Douglas choisissait de faire cavalier seul — sonnerait le glas de la nouvelle version du Mercure et mettrait fin à l'espérance d'une coopération transatlantique avec Dassault. Mais la perspective d'un tel programme est, aussi, avancée par son promoteur pour presser le gouvernement français de prendre enfin position. Car nul n'ignore que la société américaine connaît, dans le secteur civil, des difficultés d'investissement et que les banques, aux États-Unis, hésitent à financer des projets aéronautiques. Du reste, Douglas a prévu des partenariats étrangers éventuels qu'elle consentirait à ne s'associer qu'avec des gouvernements disposés à supporter la plus grande part des investissements jugés nécessaires. — J. L.

هكذا من الأنف







LES XVIII<sup>es</sup>

## L'anneau perdu

De nos envoyés spéciaux

### GYMNASTIQUE

#### La « divine » révélation de Nina Comaneci

Montréal. — Ici, on ne l'appelle plus que « la Divine ». Pourtant, à la voir insérée, femme-enfant, avec un petit visage fin mais un peu fermé, une queue de cheval bien sage et des allures de bonne élève, rien ne la distingue particulièrement. Mais que Nina Comaneci se mette en mouvement, et son visage s'illumine, son corps rayonne. Elle devient tour à tour femme-gazelle au cheval d'arçons, femme-ciseau sur les barres asymétriques, femme-félin sur la poutre et femme-sauterelle au sol. Stabilisée au sommet d'un art qui exige courage, force, adresse, rythme, maîtrise de soi et persévérance, la petite Roumaine, âgée de quatorze ans, atteint la perfection. N'est-elle pas, mercredi soir, lors du concours multiple individuel, obtenue la note suprême de 10 à la poutre et aux barres asymétriques ? Elle survole le cheval, s'enroule autour des barres qu'elle effleure à peine, défie la pesanteur, et chacune de ses sorties, pirouette ou saut vif, tire aux dix-huit mille spectateurs du forum des rires d'admiration.

Si Nina Comaneci semble manifester une préférence pour ces affrontements du geste et d'un matériel, pour le néophyte c'est aux exercices du sol qu'elle montre le mieux l'apogée du geste, la maîtrise de tout l'être, de l'inclination la plus légère de la tête à la position parfaite de l'auriculaire. C'est là, dans un exercice où elle a manifesté un humour certain, qu'apparaît le mieux cette « sublimation du travail par son effacement magique et non par sa consécration » dont parle Roland Barthes à propos du music-hall. Face à la perfection, il n'y a pas de compétition possible. Même la duel tant attendu entre la Roumaine et l'impressionniste Soviétique Olga Korbut — un peu comme on opposait la Calias et la Tebedil — tourne court.

#### Quatre grâces

Merveilleusement douée mais fragile, Olga, comme l'appelle encore son public, semble indiquer ses juges par des exercices plus proches de la danse contemporaine que des difficultés classiques de la gymnastique.

BRUNO DETHOMAS.

Puisqu'il fallait deux dauphines, les places reviennent à deux sages Soviétiques. La revisitante Nelly Kim, petite brune, toute ronde, aux larges pommettes asiatiques, presque aussi brillante au sol (elle obtint la meilleure note) qu'au saut du cheval, qu'elle réussit à la perfection. Et puis la belle Ludmila Tourischeva, championne olympique il y a quatre ans, et qui, à près de vingt-quatre ans — la plus jeune et plus femme de toutes — ne rendait rien en grâce à ses cadettes, dans ce sport où de plus en plus l'enfant, seul, paraît disposer du charme, de la finesse et de la force. Mais il ne faut pas oublier la quatrième, Taodora Ungureanu, la plus âgée que Nina Comaneci, et qui lui ressemble comme un miroir à un autre miroir. Tant à la poutre qu'aux barres asymétriques, presque à l'égal de sa complice roumaine, elle a frôlé la perfection.

Est-ce parce qu'il avait été trop gâté par ces quatre grâces que le public, quelque peu boudé son plaisir lors de la finale du concours multiple individuel des hommes, du est-ce l'absence de véritable vedette ? Nikolai Andrianov, le nouveau champion olympique, assume difficilement la succession de Voronine, médaille d'or à Munich. Son visage blond congestionné, il travaille en force, mais comme moins de fautes — ses infimes flexions de genou, invisibles à l'œil profane — que ses principaux adversaires. Ceux-ci, deux Japonais, Mitsuo Tsukahara et Sawao Kato (médaille d'or à Munich) ont quelque peu déçu sur l'austère cheval d'arçons ou au sol. Mais qu'ils saisissent la barre fixe ou des barres parallèles et les gymnastes japonais deviennent magiques. Sauts avant et arrière, retournements, se succèdent avec rapidité, un temps d'arrêt en haut d'un saut — le corps parfaitement tendu — comme pour mieux souligner le rythme de l'exercice. Sans parler des multiples sauts vifs qui mettent un point final à leur exhibition. Mais la gymnastique masculine laisse peu voir la puissante musculature, résultat de centaines d'heures d'entraînement. Là, le travail est trop sensible.

BRUNO DETHOMAS.

L'un des cinq anneaux du symbole olympique d'universalité n'aura bientôt plus de raison d'être puisqu'un continent est en train de disparaître des Jeux. La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les deux derniers pays africains présents à Montréal après le retrait de la Tunisie, le mercredi 21 juillet.

### NATATION

#### Une mauvaise journée pour les nageuses de République démocratique allemande

Montréal. — Deux nouveaux records du monde ont été battus, jeudi 21 juillet, au cours de la quatrième journée des compétitions olympiques. On devait, en fait, en compter trois, puis que le record du relais 4 x 200 m nage libre a été amélioré deux fois, en série et en finale, par l'équipe masculine des États-Unis (7 min. 30 sec. 33/100, puis 7 min. 23 sec. 22/100). Pour sa part, la Soviétique Marina Kosheva a battu, dans la finale du 200 m brasse, le record du monde de 1 sec. 54/100 (2 min. 33 sec. 35/100 contre 2 min. 34 sec. 29/100). Deux titres olympiques — 100 m dos dames, 100 m papillon messieurs — ont été attribués sans donner lieu à la chute d'un record mondial. C'est la quatrième fois en trois finales qu'un tel fait se produit. Le dernier record de l'Américain Mark Spitz tient toujours.

Il restera en tout cas le seul à ne pas avoir été battu au cours de l'olympiade. Il est vrai que sur le plan chronométrique les 54 sec. 27 réalisées en 1972 à Munich sur 100 mètres papillon constituent la meilleure performance de celui qui n'a pas été battu dans les autres épreuves. Les trois autres médailles d'or, quatre individuelles, trois en relais.

Jamais encore le record du 100 mètres papillon, qui demeure

D'après la liste officielle, trente-six pays africains sont membres du Comité international olympique. Trente pays avaient renoncé à se faire représenter à Montréal : la République Centrafricaine, la Dahomé, la Gambie, la Guinée, le Lesotho, la Libéria, Madagascar, l'Ile Maurice, le Malawi, la Sierra-Leone, la Somalie, la Tanzanie et le Zaïre. Certains pays, comme la Tanzanie ou l'Ile Maurice, ont voulu ainsi dénoncer les liens sportifs entre la Nouvelle-Écosse et l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid. Mais beaucoup n'avaient pas envoyé de délégation parce qu'ils ne disposaient pas d'athlètes capables de rivaliser avec les meilleurs : c'est le cas notamment du Zaïre.

Seize pays présents à Montréal ont renoncé à défiler et finalement à participer aux épreuves : l'Algérie, le Congo, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Libye, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Haute-Volta, la Zambie et l'Égypte.

Cinq pays enfin se sont retirés depuis le début des épreuves après avoir participé à la cérémonie d'ouverture : le Cameroun, le Mali, le Maroc, le Swaziland et la Tunisie.

Notons également que deux pays non africains, la Guyane et l'Irak, se solidarisaient avec le continent noir, ont retiré leur délégation, que les Jamaïcains, sympathisants, restent en contact permanent avec leur gouvernement.

donc le plus ancien des records du monde, n'avait cependant été à ce point approché. L'Américain Mark Spitz, qui était resté le crâne — une coiffure sportive bien à la mode — pour gagner quelques centimètres de seconde, est passé bien près de l'exploit. Il s'en est fallu de 8/100 de sec. (54 sec. 35 contre 54 sec. 27).

Cette finale a eu sa note de charme, de gentillesse : le troisième, Gary Hall, n'a rien eu de plus pressé que d'aller chercher, pour sortir de l'eau, son bébé dans la tribune voisine. Hall et son rejeton, surpris et ravi, ont fait le tour de la piscine, et il semblerait bien que l'intention du père était de monter sur le podium avec son fils, sans doute pour lui donner sa médaille de bronze. Bien entendu, une telle initiative, non prévue dans le protocole, n'avait aucune chance d'aboutir. Le bébé a été fort gentiment ramené à sa mère par un officiel, et Gary Hall a rejoint ses compatriotes Vopel et Bottom pour la cérémonie des honneurs.

C'est un bien mauvais jour que ce mercredi 21 juillet pour l'équipe féminine de la R.D.A. Le grand chagrin, la victoire dans toutes les compétitions, n'est désormais plus possible. Pour la première fois depuis le début des Jeux, les ressortissants de la R.D.A. ont connu la défaite. Dans le 200 mètres brasse, ce sont trois Soviétiques qui ont pris les trois premières places, à la surprise générale. Un mois avant les Jeux olympiques, la R.D.A. détenait tous les records du monde féminins et pouvait à juste titre

compter sur la suprématie complète. Depuis Shirley Babashoff a battu, au cours des sélections américaines, le record du 800 mètres nage libre et, le 21 juillet, un autre record du monde, celui du 200 mètres brasse, leur a aussi échappé, avec, ce qui est beaucoup plus important, le titre olympique, assorti de deux médailles. Dans les courses qui restent à disputer, deux menaces sont encore à prendre en considération par l'équipe féminine de la R.D.A. Il s'agit précisément du 800 mètres, en regard à la référence de Babashoff, et peut-être l'autre course de brasse, le 100 mètres, qui semble être redevenue un style dans lequel les Soviétiques excellent.

Kornelia Ender avait écarté de son programme le 100 mètres dos, qui est revenu à sa compatriote Ulrike Richter. Elle avait un choix à faire entre deux épreuves inscrites le même jour, et elle s'est réservée pour les séries et demi-finales du 100 mètres papillon. Ce 22 juillet elle devra pourtant faire face à une telle situation et prendre part successivement et en moins d'une demi-heure, à la finale du 100 mètres papillon et à celle du 200 mètres nage libre. Ce sont de grandes difficultés, qu'elle attend et elle sera confrontée au problème qu'a connu John Naber qui, lui, a voulu participer dans le même après-midi, aux finales du 100 mètres dos et du 200 mètres nage libre. Le temps de récupération de Kornelia Ender étant, de plus, réduit de moitié par rapport à Naber, chacun s'accorde à reconnaître qu'elle s'attaque presque à l'impossible. Mais si elle réussissait, la démonstration serait faite que ses exceptionnelles qualités n'ont d'égal que des ressources physiques hors du commun.

Bien des choses ont décidément changé depuis Munich. On en veut pour preuve qu'aucune Américaine n'a pu se qualifier pour les finales du 100 m dos et du 200 m brasse. Dans ces deux cas, il y a quatre ans, les Américaines avaient eu respectivement trois et deux représentantes et remporté trois médailles. Les responsables américains sont au démentiel de plus en plus conscients que leur natation féminine n'a jamais été aussi faible et ils en sont à concevoir un plan de redressement qui pourrait être mis en œuvre peu après les Jeux de Montréal. Leur analyse, pour expliquer cette situation, est que les jeunes Américaines ne sont pas assez sollicitées que par le passé au plan des

distractions, que d'autres activités sportives plus séduisantes leur sont proposées et qu'elles ne bénéficient toujours pas, du moins pour le plus grand nombre, d'avantages susceptibles de leur redonner le goût et surtout les moyens de bien nager.

En revanche, la richesse de la natation masculine des États-Unis est encore apparue avec force à l'occasion du relais 4 x 200 m nage libre. Le matin du 21 juillet, l'équipe américaine, composée pourtant de deux remplaçants — Shaw et Northway — a amélioré une première fois le record du monde de 21/100. L'après-midi, en finale, le relais réunissant, selon les critères de sélection, les meilleurs Américains — Bruner, Furniss, Naben, Montgomery — il a été battu une deuxième fois de 7 sec. 11. Et encore a-t-on pu remarquer que tous n'étaient pas au mieux de leur forme. En petite ou grande condition, les nageurs américains ont encore la possibilité de remonter la liste des filles de la R.D.A. ont échoué : remporter toutes les médailles d'or aux Jeux de Montréal.

FRANÇOIS JANIN.

#### MÉDAILLE DE BRONZE POUR L'HALTÉROPHILIE FRANÇAIS DANIEL SENEZ

L'haltérophile amateur Daniel Senet a remporté le mercredi 21 juillet, au Forum de Montréal, une médaille de bronze dans la catégorie des poids légers, égarant, à vingt ans, de dix-huit ans, la performance de Jean Debut à Melbourne. Au cours de cette épreuve, il a réussi 125 kg à l'arraché et 145 kg à l'épaulé-jeté, soit un total olympique à 270 kg.

Né le 28 juin 1953, à Amiens, où il était employé à la mairie, mesurant 1,62 m pour 66 kg, Daniel Senet s'entraîne depuis sept ans, à raison de trois heures par jour sous la direction de l'ancien champion Rolf Maier. Sa réussite est aussi celle des dynamiques dirigeants de l'haltérophilie française, notamment de l'impulsion donnée par le directeur technique national René Gerber, animateur du nouveau centre d'entraînement d'Alz-en-Provence.

#### Le retrait de la Tunisie

(De notre correspondant.)

Tunis. — La Tunisie se retire des Jeux olympiques. Le communiqué des affaires étrangères, publié dans la nuit du 21 juillet, précise que « la Tunisie, fidèle à sa politique traditionnelle de non-ingérence dans les affaires étrangères, a décidé de ne pas participer aux Jeux olympiques de Montréal ». Le communiqué précise que la Tunisie ne peut plus être différenciée.

La Tunisie n'avait pas approuvé

au départ la décision de certains pays africains de se retirer des Jeux et trouvait « peu convenable » le boycottage de la Nouvelle-Zélande, alors que « vingt-six des pays participant aux Jeux ont des relations sportives et politiques avec l'Afrique du Sud, et notamment concernant les ventes d'armes ». M. Meall, ministre tunisien de l'éducation nationale, au cours d'une conférence de presse, a déclaré que la Tunisie se retire, parce qu'il n'y avait pas de raison valable.

MANUELE PEYROL.

## SCIENCES

### VIKING-1 A TRANSMIS UNE PHOTO EN COULEUR

#### Le sol de Mars est rouge

La première photographie en couleurs transmise par la sonde Viking-1, le mercredi 21 juillet, a apporté la preuve que Mars n'a pas usé son nom de planète rouge : son sol est, en effet, d'une couleur rouge ocre et les cailloux portant des traces vertes sont rougissés. Selon le Dr Mitch, directeur du programme Viking, ces teintes s'expliquent par une oxydation (tout comme un clou qui rouille). L'apparence du sol de Mars est donc beaucoup plus proche de celle des déserts terrestres que de la Lune, et les roches devraient être assez riches en fer.

Si les techniciens de la NASA ont quelques ennemis avec les sondes, ils sont, en revanche, satisfaits des premières mesures des autres appareils. Les vents enregistrés par Viking sont très faibles et ne dépassent pas 24 kilomètres à l'heure. Dans la journée, ils soufflent vers l'est et s'orientent à l'ouest vers minuit.

Les hypothèses et les spéculations vont bon train depuis que le dépouillement des mesures faites pendant la descente de l'engin vers la planète a révélé que l'atmosphère, constituée principalement de gaz carbonique, recou-

lait aussi 3,5 % d'azote et 1,5 % d'argon. Sur Terre, l'azote représente 80 % de l'atmosphère, et l'argon n'est présent qu'à 1 %. La présence de ce gaz lourd, qui provient de la dégénérescence radioactive des éléments présents dans la croûte de la planète, indique que l'atmosphère a été autrefois plus dense.

#### Les éléments de la biogénèse

An total, la planète dispose d'un peu de vapeur d'eau, d'un peu d'azote, de carbone et de phosphore. Pour le Dr Michael J. McCarty, l'un des responsables des expériences faites pendant la descente, tous les ingrédients nécessaires à l'apparition de substances biologiques sont là (y compris l'énergie). Le directeur scientifique du projet, le Dr Gerald Soffen, pense que, à un certain moment de l'histoire de Mars, tous les facteurs essentiels à la vie ont pu être présents et que le mélange était là pour qu'apparaisse la chimie organique nécessaire à la biogénèse. « Mais nous ne savons pas si elle a eu lieu ou non », ajoute-t-il.

Il ne suffit pas, en effet, et de très loin, que les quelques éléments chimiques (oxygène, hydrogène, azote, carbone, phosphore)

des molécules biologiques terrestres soient présents sur une autre planète pour que la vie soit apparue. Cette présence est une condition nécessaire mais non suffisante. Les cellules terrestres les plus simples sont incroyablement complexes et il faut se souvenir que la vie sur Terre a mis trois milliards d'années pour évoluer d'une simple bactérie aux mammifères d'aujourd'hui. Les plus vieilles microfossiles connus, ressemblant aux algues bleu-vert d'aujourd'hui, sont présentes dans les roches les plus anciennes découvertes sur Terre, qui se sont solidifiées il y a trois milliards d'années avant notre ère, nous ignorons ce qui s'est passé. Les tout premiers invertébrés marins sont apparus il y a cinq cent quatre-vingt millions d'années seulement, et les éponges, les méduses, les étoiles de mer il y a cinq cents millions d'années. Cent millions d'années plus tard apparaissent les poissons. Les premiers animaux ne commencent à habiter la terre ferme qu'il y a trois cents millions d'années, cent millions d'années après les premières plantes. Les premiers mammifères évoluent à partir des reptiles il y a cent quatre-vingt millions d'années et ne deviennent prédominants qu'il y a quatre-vingt millions d'années.

## SOCIÉTÉ

### AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE PSYCHOLOGIE

#### Les « explorateurs » du sentiment esthétique

La perception de l'œuvre d'art, le plaisir esthétique, sont-ils des phénomènes insaisissables ? La psychologie scientifique répond : non. Grâce aux expériences que ses chercheurs mènent « en laboratoire » (en fait, avec des sujets qui consentent à répondre à un certain nombre de questions), les psychologues peuvent, en utilisant les résultats par des méthodes graphiques ou statistiques, définir dans quelles conditions se crée le « sentiment esthétique » et à quel se mesure, chez l'homme, la « valeur esthétique » d'un objet, d'un dessin, ou de tout autre sollicitation des sens. Tels sont les thèmes développés lors d'une « table ronde » sur « la psychologie de l'art » au Congrès international de psychologie qui est réuni actuellement à Paris.

Le professeur Goude, de l'université de Stockholm, prend comme point de départ deux exemples simples : un dessin très simple (un carré ou sont disposés des points) et un court poème de deux strophes. Dans le premier cas, l'expérience montre que, à chacun des points du carré, le sujet interrogé attribue une certaine force, une direction. Dans le deuxième cas — le poème — le sujet interrogé perçoit des

« accents » (ne coïncidant pas forcément avec la prosodie) qui, une fois reliés entre eux, dessinent une silhouette confirmée par l'analyse spectrographique du poème. Ces deux expériences montrent, selon lui, que l'on peut étudier la perception esthétique comme un processus qui se déroule à la fois dans le temps et dans l'espace. L'image est donc de mouvement ; le son ne se perçoit que dans le déroulement du temps.

#### La valeur esthétique

Mais l'objet est perçu différemment suivant l'âge et les antécédents du sujet. Pour illustrer les travaux de Berlin, le maître canadien de l'esthétique expérimentale, le professeur François (Paris-X Nanterre) a expliqué comment naît la préférence esthétique, autrement dit ce qui explique qu'une image, un dessin, une œuvre, par exemple, plaisent davantage aux uns qu'aux autres. Partant d'une série de variables « collectives », c'est-à-dire d'une série de mises en relation de l'objet avec son environnement (comme par exemple la régularité, l'harmonie ou l'incongruité des figures), M. François conclut que

l'intérêt suscité par l'image naît de la même manière chez tous les individus, quels que soient leur âge ou leur condition sociale.

En revanche, la beauté — ou « valeur esthétique » — est perçue différemment suivant l'âge ou l'antécédent culturel. C'est ainsi que l'on décèle chez les enfants, d'abord amateurs de complexité ou de confusion, une tolérance de plus en plus grande à l'égard de l'objet simple. Avec l'âge adulte, pour les sujets « cultivés », on retrouve le goût de la complexité.

Le professeur Machotka, de l'université de Californie, a proposé une analyse française de la perception de l'art, grâce à une étude psycho-sociologique des effets du nu sur l'individu. En plaçant quelque deux cents sujets devant une série de nus artistiques, il a pu évaluer l'influence que la « perfection du nu » a sur la personne et les réactions qu'elle entraîne. Les résultats de cette expérience montrent que les sujets les plus sensibles à cette perception sont, en même temps, ceux qui sont soucieux de leur apparence physique et ceux qui restent fidèles à l'éducation stricte qu'ils ont reçue. Le nu paraît finir par incarner le parent idéal. — R. C.

## Trois m



هكذا من الأمل



# JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1<sup>er</sup> août)

tandis que les Cubains ont à nouveau réclamé, le 21 juillet, l'exclusion des Néozélandais.

Les retraits africains ont des répercussions multiples sur le déroulement des épreuves et principalement sur l'ordre des rencontres. La Fédération internationale de boxe, par exemple, a refusé de refaire le tableau des participants au tournoi olympique. Ainsi de nombreux pugilistes africains appelés sur le ring et défaillants se font siffler par la foule canadienne. On risque même de voir un Argentin médaillé sans avoir eu à combattre. Nombre d'autres rencontres dans des disciplines diverses, notamment en football, sont ainsi perturbées. Mais c'est le grand attrait qu'offre le challenge des

pays africains dans le concert de Montréal qui disparaît avec eux.

Le seul rappel des médailles obtenues par les athlètes du continent noir depuis 1960 en est la preuve. A Rome, ils avaient gagné une médaille d'or, trois d'argent et une de bronze. Quatre ans plus tard, à Tokyo, une d'or, une d'argent et quatre de bronze. En 1968, à Mexico, ils ont obtenu cinq médailles d'or, sept d'argent et quatre de bronze. Enfin, à Munich, en 1972, trois d'or, cinq d'argent et neuf de bronze.

L'Afrique orientale a trusté les honneurs au cours de ces trois dernières olympiades et la personne de ses concurrents à pied, l'Éthiopien a vu couronner d'or ses marathoniens, Abebe

Bikila et Mamo Wolde. Le Kenya a consacré Kipchoge Keino (champion olympique du 1 500 mètres à Mexico et du 3 000 mètres steeple à Munich), Amos Biwott (champion olympique du 3 000 mètres steeple à Mexico), Naftali Tamm (champion olympique du 10 000 mètres à Mexico), Wilson Kiprugut (médaillé d'argent du 800 mètres à Mexico). L'Ouganda enfin a « sorti » l'extraordinaire Akli-Bua (champion olympique du 400 mètres haies à Munich).

Mais l'athlète africain le plus titré était sans conteste le Tunisien Mohammed Gamoudi, médaillé d'argent du 10 000 mètres à Tokyo, médaillé d'or du 5 000 mètres à Mexico, médaillé d'argent du 5 000 mètres à Munich.

Financièrement, le départ des délégations africaines sera durement ressenti par un comité international des Jeux olympiques déjà inquiet de la mévente des billets (40 % d'inventuré). L'annulation de certains matches, le remboursement des billets, auront pour conséquence un manque à gagner qui est déjà estimé à près d'un million de dollars canadiens qui s'ajoutera au milliard de dollars de déficit prévu. Pour prendre un exemple, dans le seul domaine du hockey, la perte se chiffrait à 310 000 dollars. Ainsi ce départ massif des pays du continent noir met en évidence les deux maux dont souffre irrémédiablement l'Olympisme : la politique et l'argent.

## ESCRIME

### Dal Zotto : un gosse plein de culot

Montréal. — Passe encore de participer, mais gagner à cet âge ! Fabio Dal Zotto, dix-neuf ans depuis le 17 juillet, une tête de champion sur un corps de condottiere, est devenu champion olympique du fleuret. Personne ne l'attendait, et surtout pas ses adversaires en finale. Mais alors que les uns et les autres s'effrayaient prudemment, lui, l'enfant

égare au milieu de ses amis, se lança dans la bagarre, comme quelqu'un qui n'a rien à perdre. On crut d'abord qu'il s'agissait d'une erreur, que son premier concurrent, l'Autrichien Benko, manquait d'expérience pour résister à la fougue de ce tout jeune homme. Et puis, qu'est-ce que c'était que ce bricoleur qui tenait la lame haute, comme il eut tenu

une dague, qui bousculait ses adversaires au point de prendre plusieurs avertissements, qui semblait réprimer aucun respect pour des hommes titrés, ces champions du monde qu'on lui présentait. Vraiment, fou, ce Romain sur lequel aucun escrimeur n'avait parié et qui eut vite fait de leur démontrer qu'il n'était pas si bête. Quelqu'un avait bien tenté de le briser, Romanov sans doute, le champion soviétique qui fut aussi champion du monde en 1974.

L'Italien, en effet, semble avoir trouvé son maître d'armes. Il met deux minutes pour placer une touche. Et puis il se déchaîne, attaque, attaque encore et gagne 5-1. L'autre Soviétique, Stanovitch, ne lui résiste pas plus.

### Talvard médaille de bronze

Seul le Français Bernard Talvard mettra fin à cette série de succès, car, entre-temps, Pistruska aura connu lui aussi l'humiliation devant Dal Zotto. Bernard Talvard gagne ce combat, mais il en a perdu d'autres, et sa victoire lui permettra seulement de remporter la médaille de bronze. Elle obligea aussi l'Italien à disputer un nouveau combat contre Romanov en match de barrage pour l'obtention du titre.

Puisque Talvard est venu à bout de l'impitoyable gamini, Romanov va se résigner. Pensez-vous ! Devant un public exalté, qui a bien sûr, adopté le gosse plein de culot, il est mené 3 touches à 0, puis 4 à 1, avant que Dal Zotto ne l'attaque une dernière fois. Le Soviétique tire son masque et embrasse son cadet. C'est la victoire de l'escrime d'instinct, l'escrime de la jeunesse, mais aussi celle de l'intelligence. Car Dal Zotto n'est pas aussi brouillon qu'on aurait pu le croire, par comparaison avec le classicisme de ses aînés. Il s'appuie sur une solide base technique, sans laquelle il aurait été ruiné par son caractère et sa réputation. On se souvient que Christian d'Ortola fut champion du monde à dix-huit ans, et que l'on avait trouvé cela très surprenant dans une discipline qui réclamait déjà beaucoup de maturité. Mais de plus jeune champion olympique au fleuret, il ne semble pas qu'il y en ait déjà eu.

FRANÇOIS SIMON.

Voir en page 8 Radio-Télévision le programme de retransmission des compétitions par les chaînes françaises.

## LE SPORT AU MUSÉE

### L'affaire Dreyfus et le Tour de France

Montréal. — Sait-on que le Tour de France cycliste est une des conséquences de l'affaire Dreyfus ? Que tout commença le 18 juin 1899, le jour du Grand Steeple Chase d'Autoul, lorsqu'un groupe de nationalistes antidreyfusards s'en prit au président Emile Loubet ? Pierre Giffard, directeur du Vélo, signifiât ces club-men, oubliant que se trouvait parmi eux un des actionnaires de son journal, le comte de Dion. Celui-ci, furieux, mit ses capitaux pour lancer avec Henri Desgranges l'Auto-Vélo. Procs. Le mot « vélo » doit disparaître du titre. Plus furieux encore, le comte cherche le moyen de mettre à mal son concurrent. Pourquoi ne pas patronner une course cycliste qui couvrirait la France. Le tour est joué, et Pierre Giffard va perdre tous ses lecteurs. L'Auto du 17 juillet 1900 annonce en pleine une le départ d'une épreuve qui va faire fortune, à commencer par celle de son promoteur.

Cette histoire nous est racontée à Montréal même, grâce à l'exposition Terre des hommes, montée par le pavillon français de l'Exposition internationale de 1967. Depuis cette date, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, maintient le site en activité par des manifestations culturelles. En cette année olympique, la France ne pouvait faire mieux que d'utiliser le thème du sport. Elle le pouvait d'autant mieux qu'elle avait l'avantage de puiser dans les innombrables pièces de collection rassemblées par M. Jean Dury, directeur du Musée du sport, et pour lequel

on attend toujours que les pouvoirs publics veuillent bien trouver une place à Paris.

Les quelques soixante mille visiteurs qui, depuis le 20 juin, ont parcouru les galeries de l'exposition française n'ont pu qu'être étonnés par la richesse et la diversité des documents qui leur sont présentés. Voudraient-ils y passer plusieurs heures qu'ils ne feraient pas le tour complet d'une documentation savoureuse et précise.

Les trophées sportifs peuvent n'avoir en soi qu'un intérêt anecdotique. Replacés dans un ensemble chronologique, ils prennent parfois valeur historique. Cet imposant vase d'argent au peu esthétique, serait renvoyé au grenier de n'importe quelle maison bourgeoise. En fait, il fut la récompense du gagnant au fleuret des premiers Jeux olympiques de 1896, à Athènes.

Et dans l'impossibilité de tout décrire, on fera une halte dans la petite salle réservée bien normalement à Pierre de Coubertin. Voici ses armes d'escrimeur, voici son bureau et sa table de travail et le programme manuscrit de son voyage au Canada. En 1898, on l'y avait envoyé en mission pour une étude pédagogique sur le continent américain. Coubertin en tira des conclusions mal reçues à l'époque sur les bords du Saint-Laurent. Il y décrivait les difficultés culturelles que connaîtrait le Canada moins d'un siècle plus tard. Les témoins aujourd'hui ne peuvent que rester perplexes devant la sagacité de sa prédiction. — F.-S.

## LES RÉSULTATS

Les résultats imprimés en caractères gras correspondent à des résultats définitifs (finales). Les trois premiers sont, respectivement, dans l'ordre où ils sont nommés : médaille d'or, médaille d'argent, médaille de bronze.

### Basket-ball

**MESSIEURS**  
Groupe A. — Australie bat Mexique, 120-117 (après prolongation) ; Cuba bat Japon, 97-58 ; U.R.S.S. bat Canada, 108-55.

Groupe B. — Porto-Rico bat Égypte par forfait ; Italie bat Tchecoslovaquie, 81-55 ; États-Unis bat Yougoslavie, 112-59.

### Escrime

**FLEURET**  
**FINALE**  
1. Dal Zotto (It.), 4 victoires, après barrage (bat Stanovitch 5-4) ; 2. Pistruska (P.), 3 victoires ; 3. Romanov (U.R.S.S.), 4 v. (bat Talvard 5-2) ; 4. Benko (H.), 3 victoires ; 5. Stanovitch (U.R.S.S.), 2 v. (bat Benko 5-2) ; 6. Pistruska (P.), 1 v. (bat Talvard 5-2) ; 7. Benko (H.), 0 v. ; 8. Talvard (Fr.), 0 v. ; 9. Benko (H.), 0 v. ; 10. Benko (H.), 0 v. ; 11. Benko (H.), 0 v. ; 12. Benko (H.), 0 v. ; 13. Benko (H.), 0 v. ; 14. Benko (H.), 0 v. ; 15. Benko (H.), 0 v. ; 16. Benko (H.), 0 v. ; 17. Benko (H.), 0 v. ; 18. Benko (H.), 0 v. ; 19. Benko (H.), 0 v. ; 20. Benko (H.), 0 v. ; 21. Benko (H.), 0 v. ; 22. Benko (H.), 0 v. ; 23. Benko (H.), 0 v. ; 24. Benko (H.), 0 v. ; 25. Benko (H.), 0 v. ; 26. Benko (H.), 0 v. ; 27. Benko (H.), 0 v. ; 28. Benko (H.), 0 v. ; 29. Benko (H.), 0 v. ; 30. Benko (H.), 0 v. ; 31. Benko (H.), 0 v. ; 32. Benko (H.), 0 v. ; 33. Benko (H.), 0 v. ; 34. Benko (H.), 0 v. ; 35. Benko (H.), 0 v. ; 36. Benko (H.), 0 v. ; 37. Benko (H.), 0 v. ; 38. Benko (H.), 0 v. ; 39. Benko (H.), 0 v. ; 40. Benko (H.), 0 v. ; 41. Benko (H.), 0 v. ; 42. Benko (H.), 0 v. ; 43. Benko (H.), 0 v. ; 44. Benko (H.), 0 v. ; 45. Benko (H.), 0 v. ; 46. Benko (H.), 0 v. ; 47. Benko (H.), 0 v. ; 48. Benko (H.), 0 v. ; 49. Benko (H.), 0 v. ; 50. Benko (H.), 0 v. ; 51. Benko (H.), 0 v. ; 52. Benko (H.), 0 v. ; 53. Benko (H.), 0 v. ; 54. Benko (H.), 0 v. ; 55. Benko (H.), 0 v. ; 56. Benko (H.), 0 v. ; 57. Benko (H.), 0 v. ; 58. Benko (H.), 0 v. ; 59. Benko (H.), 0 v. ; 60. Benko (H.), 0 v. ; 61. Benko (H.), 0 v. ; 62. Benko (H.), 0 v. ; 63. Benko (H.), 0 v. ; 64. Benko (H.), 0 v. ; 65. Benko (H.), 0 v. ; 66. Benko (H.), 0 v. ; 67. Benko (H.), 0 v. ; 68. Benko (H.), 0 v. ; 69. Benko (H.), 0 v. ; 70. Benko (H.), 0 v. ; 71. Benko (H.), 0 v. ; 72. Benko (H.), 0 v. ; 73. Benko (H.), 0 v. ; 74. Benko (H.), 0 v. ; 75. Benko (H.), 0 v. ; 76. Benko (H.), 0 v. ; 77. Benko (H.), 0 v. ; 78. Benko (H.), 0 v. ; 79. Benko (H.), 0 v. ; 80. Benko (H.), 0 v. ; 81. Benko (H.), 0 v. ; 82. Benko (H.), 0 v. ; 83. Benko (H.), 0 v. ; 84. Benko (H.), 0 v. ; 85. Benko (H.), 0 v. ; 86. Benko (H.), 0 v. ; 87. Benko (H.), 0 v. ; 88. Benko (H.), 0 v. ; 89. Benko (H.), 0 v. ; 90. Benko (H.), 0 v. ; 91. Benko (H.), 0 v. ; 92. Benko (H.), 0 v. ; 93. Benko (H.), 0 v. ; 94. Benko (H.), 0 v. ; 95. Benko (H.), 0 v. ; 96. Benko (H.), 0 v. ; 97. Benko (H.), 0 v. ; 98. Benko (H.), 0 v. ; 99. Benko (H.), 0 v. ; 100. Benko (H.), 0 v. ; 101. Benko (H.), 0 v. ; 102. Benko (H.), 0 v. ; 103. Benko (H.), 0 v. ; 104. Benko (H.), 0 v. ; 105. Benko (H.), 0 v. ; 106. Benko (H.), 0 v. ; 107. Benko (H.), 0 v. ; 108. Benko (H.), 0 v. ; 109. Benko (H.), 0 v. ; 110. Benko (H.), 0 v. ; 111. Benko (H.), 0 v. ; 112. Benko (H.), 0 v. ; 113. Benko (H.), 0 v. ; 114. Benko (H.), 0 v. ; 115. Benko (H.), 0 v. ; 116. Benko (H.), 0 v. ; 117. Benko (H.), 0 v. ; 118. Benko (H.), 0 v. ; 119. Benko (H.), 0 v. ; 120. Benko (H.), 0 v. ; 121. Benko (H.), 0 v. ; 122. Benko (H.), 0 v. ; 123. Benko (H.), 0 v. ; 124. Benko (H.), 0 v. ; 125. Benko (H.), 0 v. ; 126. Benko (H.), 0 v. ; 127. Benko (H.), 0 v. ; 128. Benko (H.), 0 v. ; 129. Benko (H.), 0 v. ; 130. Benko (H.), 0 v. ; 131. Benko (H.), 0 v. ; 132. Benko (H.), 0 v. ; 133. Benko (H.), 0 v. ; 134. Benko (H.), 0 v. ; 135. Benko (H.), 0 v. ; 136. Benko (H.), 0 v. ; 137. Benko (H.), 0 v. ; 138. Benko (H.), 0 v. ; 139. Benko (H.), 0 v. ; 140. Benko (H.), 0 v. ; 141. Benko (H.), 0 v. ; 142. Benko (H.), 0 v. ; 143. Benko (H.), 0 v. ; 144. Benko (H.), 0 v. ; 145. Benko (H.), 0 v. ; 146. Benko (H.), 0 v. ; 147. Benko (H.), 0 v. ; 148. Benko (H.), 0 v. ; 149. Benko (H.), 0 v. ; 150. Benko (H.), 0 v. ; 151. Benko (H.), 0 v. ; 152. Benko (H.), 0 v. ; 153. Benko (H.), 0 v. ; 154. Benko (H.), 0 v. ; 155. Benko (H.), 0 v. ; 156. Benko (H.), 0 v. ; 157. Benko (H.), 0 v. ; 158. Benko (H.), 0 v. ; 159. Benko (H.), 0 v. ; 160. Benko (H.), 0 v. ; 161. Benko (H.), 0 v. ; 162. Benko (H.), 0 v. ; 163. Benko (H.), 0 v. ; 164. Benko (H.), 0 v. ; 165. Benko (H.), 0 v. ; 166. Benko (H.), 0 v. ; 167. Benko (H.), 0 v. ; 168. Benko (H.), 0 v. ; 169. Benko (H.), 0 v. ; 170. Benko (H.), 0 v. ; 171. Benko (H.), 0 v. ; 172. Benko (H.), 0 v. ; 173. Benko (H.), 0 v. ; 174. Benko (H.), 0 v. ; 175. Benko (H.), 0 v. ; 176. Benko (H.), 0 v. ; 177. Benko (H.), 0 v. ; 178. Benko (H.), 0 v. ; 179. Benko (H.), 0 v. ; 180. Benko (H.), 0 v. ; 181. Benko (H.), 0 v. ; 182. Benko (H.), 0 v. ; 183. Benko (H.), 0 v. ; 184. Benko (H.), 0 v. ; 185. Benko (H.), 0 v. ; 186. Benko (H.), 0 v. ; 187. Benko (H.), 0 v. ; 188. Benko (H.), 0 v. ; 189. Benko (H.), 0 v. ; 190. Benko (H.), 0 v. ; 191. Benko (H.), 0 v. ; 192. Benko (H.), 0 v. ; 193. Benko (H.), 0 v. ; 194. Benko (H.), 0 v. ; 195. Benko (H.), 0 v. ; 196. Benko (H.), 0 v. ; 197. Benko (H.), 0 v. ; 198. Benko (H.), 0 v. ; 199. Benko (H.), 0 v. ; 200. Benko (H.), 0 v. ; 201. Benko (H.), 0 v. ; 202. Benko (H.), 0 v. ; 203. Benko (H.), 0 v. ; 204. Benko (H.), 0 v. ; 205. Benko (H.), 0 v. ; 206. Benko (H.), 0 v. ; 207. Benko (H.), 0 v. ; 208. Benko (H.), 0 v. ; 209. Benko (H.), 0 v. ; 210. Benko (H.), 0 v. ; 211. Benko (H.), 0 v. ; 212. Benko (H.), 0 v. ; 213. Benko (H.), 0 v. ; 214. Benko (H.), 0 v. ; 215. Benko (H.), 0 v. ; 216. Benko (H.), 0 v. ; 217. Benko (H.), 0 v. ; 218. Benko (H.), 0 v. ; 219. Benko (H.), 0 v. ; 220. Benko (H.), 0 v. ; 221. Benko (H.), 0 v. ; 222. Benko (H.), 0 v. ; 223. Benko (H.), 0 v. ; 224. Benko (H.), 0 v. ; 225. Benko (H.), 0 v. ; 226. Benko (H.), 0 v. ; 227. Benko (H.), 0 v. ; 228. Benko (H.), 0 v. ; 229. Benko (H.), 0 v. ; 230. Benko (H.), 0 v. ; 231. Benko (H.), 0 v. ; 232. Benko (H.), 0 v. ; 233. Benko (H.), 0 v. ; 234. Benko (H.), 0 v. ; 235. Benko (H.), 0 v. ; 236. Benko (H.), 0 v. ; 237. Benko (H.), 0 v. ; 238. Benko (H.), 0 v. ; 239. Benko (H.), 0 v. ; 240. Benko (H.), 0 v. ; 241. Benko (H.), 0 v. ; 242. Benko (H.), 0 v. ; 243. Benko (H.), 0 v. ; 244. Benko (H.), 0 v. ; 245. Benko (H.), 0 v. ; 246. Benko (H.), 0 v. ; 247. Benko (H.), 0 v. ; 248. Benko (H.), 0 v. ; 249. Benko (H.), 0 v. ; 250. Benko (H.), 0 v. ; 251. Benko (H.), 0 v. ; 252. Benko (H.), 0 v. ; 253. Benko (H.), 0 v. ; 254. Benko (H.), 0 v. ; 255. Benko (H.), 0 v. ; 256. Benko (H.), 0 v. ; 257. Benko (H.), 0 v. ; 258. Benko (H.), 0 v. ; 259. Benko (H.), 0 v. ; 260. Benko (H.), 0 v. ; 261. Benko (H.), 0 v. ; 262. Benko (H.), 0 v. ; 263. Benko (H.), 0 v. ; 264. Benko (H.), 0 v. ; 265. Benko (H.), 0 v. ; 266. Benko (H.), 0 v. ; 267. Benko (H.), 0 v. ; 268. Benko (H.), 0 v. ; 269. Benko (H.), 0 v. ; 270. Benko (H.), 0 v. ; 271. Benko (H.), 0 v. ; 272. Benko (H.), 0 v. ; 273. Benko (H.), 0 v. ; 274. Benko (H.), 0 v. ; 275. Benko (H.), 0 v. ; 276. Benko (H.), 0 v. ; 277. Benko (H.), 0 v. ; 278. Benko (H.), 0 v. ; 279. Benko (H.), 0 v. ; 280. Benko (H.), 0 v. ; 281. Benko (H.), 0 v. ; 282. Benko (H.), 0 v. ; 283. Benko (H.), 0 v. ; 284. Benko (H.), 0 v. ; 285. Benko (H.), 0 v. ; 286. Benko (H.), 0 v. ; 287. Benko (H.), 0 v. ; 288. Benko (H.), 0 v. ; 289. Benko (H.), 0 v. ; 290. Benko (H.), 0 v. ; 291. Benko (H.), 0 v. ; 292. Benko (H.), 0 v. ; 293. Benko (H.), 0 v. ; 294. Benko (H.), 0 v. ; 295. Benko (H.), 0 v. ; 296. Benko (H.), 0 v. ; 297. Benko (H.), 0 v. ; 298. Benko (H.), 0 v. ; 299. Benko (H.), 0 v. ; 300. Benko (H.), 0 v. ; 301. Benko (H.), 0 v. ; 302. Benko (H.), 0 v. ; 303. Benko (H.), 0 v. ; 304. Benko (H.), 0 v. ; 305. Benko (H.), 0 v. ; 306. Benko (H.), 0 v. ; 307. Benko (H.), 0 v. ; 308. Benko (H.), 0 v. ; 309. Benko (H.), 0 v. ; 310. Benko (H.), 0 v. ; 311. Benko (H.), 0 v. ; 312. Benko (H.), 0 v. ; 313. Benko (H.), 0 v. ; 314. Benko (H.), 0 v. ; 315. Benko (H.), 0 v. ; 316. Benko (H.), 0 v. ; 317. Benko (H.), 0 v. ; 318. Benko (H.), 0 v. ; 319. Benko (H.), 0 v. ; 320. Benko (H.), 0 v. ; 321. Benko (H.), 0 v. ; 322. Benko (H.), 0 v. ; 323. Benko (H.), 0 v. ; 324. Benko (H.), 0 v. ; 325. Benko (H.), 0 v. ; 326. Benko (H.), 0 v. ; 327. Benko (H.), 0 v. ; 328. Benko (H.), 0 v. ; 329. Benko (H.), 0 v. ; 330. Benko (H.), 0 v. ; 331. Benko (H.), 0 v. ; 332. Benko (H.), 0 v. ; 333. Benko (H.), 0 v. ; 334. Benko (H.), 0 v. ; 335. Benko (H.), 0 v. ; 336. Benko (H.), 0 v. ; 337. Benko (H.), 0 v. ; 338. Benko (H.), 0 v. ; 339. Benko (H.), 0 v. ; 340. Benko (H.), 0 v. ; 341. Benko (H.), 0 v. ; 342. Benko (H.), 0 v. ; 343. Benko (H.), 0 v. ; 344. Benko (H.), 0 v. ; 345. Benko (H.), 0 v. ; 346. Benko (H.), 0 v. ; 347. Benko (H.), 0 v. ; 348. Benko (H.), 0 v. ; 349. Benko (H.), 0 v. ; 350. Benko (H.), 0 v. ; 351. Benko (H.), 0 v. ; 352. Benko (H.), 0 v. ; 353. Benko (H.), 0 v. ; 354. Benko (H.), 0 v. ; 355. Benko (H.), 0 v. ; 356. Benko (H.), 0 v. ; 357. Benko (H.), 0 v. ; 358. Benko (H.), 0 v. ; 359. Benko (H.), 0 v. ; 360. Benko (H.), 0 v. ; 361. Benko (H.), 0 v. ; 362. Benko (H.), 0 v. ; 363. Benko (H.), 0 v. ; 364. Benko (H.), 0 v. ; 365. Benko (H.), 0 v. ; 366. Benko (H.), 0 v. ; 367. Benko (H.), 0 v. ; 368. Benko (H.), 0 v. ; 369. Benko (H.), 0 v. ; 370. Benko (H.), 0 v. ; 371. Benko (H.), 0 v. ; 372. Benko (H.), 0 v. ; 373. Benko (H.), 0 v. ; 374. Benko (H.), 0 v. ; 375. Benko (H.), 0 v. ; 376. Benko (H.), 0 v. ; 377. Benko (H.), 0 v. ; 378. Benko (H.), 0 v. ; 379. Benko (H.), 0 v. ; 380. Benko (H.), 0 v. ; 381. Benko (H.), 0 v. ; 382. Benko (H.), 0 v. ; 383. Benko (H.), 0 v. ; 384. Benko (H.), 0 v. ; 385. Benko (H.), 0 v. ; 386. Benko (H.), 0 v. ; 387. Benko (H.), 0 v. ; 388. Benko (H.), 0 v. ; 389. Benko (H.), 0 v. ; 390. Benko (H.), 0 v. ; 391. Benko (H.), 0 v. ; 392. Benko (H.), 0 v. ; 393. Benko (H.), 0 v. ; 394. Benko (H.), 0 v. ; 395. Benko (H.), 0 v. ; 396. Benko (H.), 0 v. ; 397. Benko (H.), 0 v. ; 398. Benko (H.), 0 v. ; 399. Benko (H.), 0 v. ; 400. Benko (H.), 0 v. ; 401. Benko (H.), 0 v. ; 402. Benko (H.), 0 v. ; 403. Benko (H.), 0 v. ; 404. Benko (H.), 0 v. ; 405. Benko (H.), 0 v. ; 406. Benko (H.), 0 v. ; 407. Benko (H.), 0 v. ; 408. Benko (H.), 0 v. ; 409. Benko (H.), 0 v. ; 410. Benko (H.), 0 v. ; 411. Benko (H.), 0 v. ; 412. Benko (H.), 0 v. ; 413. Benko (H.), 0 v. ; 414. Benko (H.), 0 v. ; 415. Benko (H.), 0 v. ; 416. Benko (H.), 0 v. ; 417. Benko (H.), 0 v. ; 418. Benko (H.), 0 v. ; 419. Benko (H.), 0 v. ; 420. Benko (H.), 0 v. ; 421. Benko (H.), 0 v. ; 422. Benko (H.), 0 v. ; 423. Benko (H.), 0 v. ; 424. Benko (H.), 0 v. ; 425. Benko (H.), 0 v. ; 426. Benko (H.), 0 v. ; 427. Benko (H.), 0 v. ; 428. Benko (H.), 0 v. ; 429. Benko (H.), 0 v. ; 430. Benko (H.), 0 v. ; 431. Benko (H.), 0 v. ; 432. Benko (H.), 0 v. ; 433. Benko (H.), 0 v. ; 434. Benko (H.), 0 v. ; 435. Benko (H.), 0 v. ; 436. Benko (H.), 0 v. ; 437. Benko (H.), 0 v. ; 438. Benko (H.), 0 v. ; 439. Benko (H.), 0 v. ; 440. Benko (H.), 0 v. ; 441. Benko (H.), 0 v. ; 442. Benko (H.), 0 v. ; 443. Benko (H.), 0 v. ; 444. Benko (H.), 0 v. ; 445. Benko (H.), 0 v. ; 446. Benko (H.), 0 v. ; 447. Benko (H.), 0 v. ; 448. Benko (H.), 0 v. ; 449. Benko (H.), 0 v. ; 450. Benko (H.), 0 v. ; 451. Benko (H.), 0 v. ; 452. Benko (H.), 0 v. ; 453. Benko (H.), 0 v. ; 454. Benko (H.), 0 v. ; 455. Benko (H.), 0 v. ; 456. Benko (H.), 0 v. ; 457. Benko (H.), 0 v. ; 458. Benko (H.), 0 v. ; 459. Benko (H.), 0 v. ; 460. Benko (H.), 0 v. ; 461. Benko (H.), 0 v. ; 462. Benko (H.), 0 v. ; 463. Benko (H.), 0 v. ; 464. Benko (H.), 0 v. ; 465. Benko (H.), 0 v. ; 466. Benko (H.), 0 v. ; 467. Benko (H.), 0 v. ; 468. Benko (H.), 0 v. ; 469. Benko (H.), 0 v. ; 470. Benko (H.), 0 v. ; 471. Benko (H.), 0 v. ; 472. Benko (H.), 0 v. ; 473. Benko (H.), 0 v. ; 474. Benko (H.), 0 v. ; 475. Benko (H.), 0 v. ; 476. Benko (H.), 0 v. ; 477. Benko (H.), 0 v. ; 478. Benko (H.), 0 v. ; 479. Benko (H.), 0 v. ; 480. Benko (H.), 0 v. ; 481. Benko (H.), 0 v. ; 482. Benko (H.), 0 v. ; 483. Benko (H.), 0 v. ; 484. Benko (H.), 0 v. ; 485. Benko (H.), 0 v. ; 486. Benko (H.), 0 v. ; 487. Benko (H.), 0 v. ; 488. Benko (H.), 0 v. ; 489. Benko (H.), 0 v. ; 490. Benko (H.), 0 v. ; 491. Benko (H.), 0 v. ; 492. Benko (H.), 0 v. ; 493. Benko (H.), 0 v. ; 494. Benko (H.), 0 v. ; 495. Benko (H.), 0 v. ; 496. Benko (H.), 0 v. ; 497. Benko (H.), 0 v. ; 498. Benko (H.), 0 v. ; 499. Benko (H.), 0 v. ; 500. Benko (H.), 0 v. ; 501. Benko (H.), 0 v. ; 502. Benko (H.), 0 v. ; 503. Benko (H.), 0 v. ; 504. Benko (H.), 0 v. ; 505. Benko (H.), 0 v. ; 506. Benko (H.), 0 v. ; 507. Benko (H.), 0 v. ; 508. Benko (H.), 0 v. ; 509. Benko (H.), 0 v. ; 510. Benko (H.), 0 v. ; 511. Benko (H.), 0 v. ; 512. Benko (H.), 0 v. ; 513. Benko (H.), 0 v. ; 514. Benko (H.), 0 v. ; 515. Benko (H.), 0 v. ; 516. Benko (H.), 0 v. ; 517. Benko (H.), 0 v. ; 518. Benko (H.), 0 v. ; 519. Benko (H.), 0 v. ; 520. Benko (H.), 0 v. ; 521. Benko (H.), 0 v. ; 522. Benko (H.), 0 v. ; 523. Benko (H.), 0 v. ; 524. Benko (H.), 0 v. ; 525. Benko (H.), 0 v. ; 526. Benko (H.), 0 v. ; 527. Benko (H.), 0 v. ; 528. Benko (H.), 0 v. ; 529. Benko (H.), 0 v. ; 530. Benko (H.), 0 v. ; 531. Benko (H.), 0 v. ; 532. Benko (H.), 0 v. ; 533. Benko (H.), 0 v. ; 534. Benko (H.), 0 v. ; 535. Benko (H.), 0 v. ; 536. Benko (H.), 0 v. ; 537. Benko (H.), 0 v. ; 538. Benko (H.), 0 v. ; 539. Benko (H.), 0 v. ; 540. Benko (H.), 0 v. ; 541. Benko (H.), 0 v. ; 542. Benko (H.), 0 v. ; 543. Benko (H.), 0 v. ; 544. Benko (H.), 0 v. ; 545. Benko (H.), 0 v. ; 546. Benko (H.), 0 v. ; 547. Benko (H.), 0 v. ; 548. Benko (H.), 0 v. ; 549. Benko (H.), 0 v. ; 550. Benko (H.), 0 v. ; 551. Benko (H.), 0 v. ; 552. Benko (H.), 0 v. ; 553. Benko (H.), 0 v. ; 554. Benko (H.), 0 v. ; 555. Benko (H.), 0 v. ; 556. Benko (H.), 0 v. ; 557. Benko (H.), 0 v. ; 558. Benko (H.), 0 v. ; 559. Benko (H.), 0 v. ; 560. Benko (H.), 0 v. ; 561. Benko (H.), 0 v. ; 562. Benko (H.), 0 v. ; 563. Benko (H.), 0 v. ; 564. Benko (H.), 0 v. ; 565. Benko (H.), 0 v. ; 566. Benko (H.), 0 v. ; 567. Benko (H.), 0 v. ; 568. Benko (H.), 0 v. ; 569. Benko (H.), 0 v. ; 570. Benko (H.), 0 v. ; 571. Benko (H.), 0 v. ; 572. Benko (H.), 0 v. ; 573. Benko (H.), 0 v. ; 574. Benko (H.), 0 v. ; 575. Benko (H.), 0 v. ; 576. Benko (H.), 0 v. ; 577. Benko (H.), 0 v. ; 578. Benko (H.), 0 v. ; 579. Benko (H.), 0 v. ; 580. Benko (H.), 0 v. ; 581. Benko (H.), 0 v. ; 582. Benko (H.), 0 v. ; 583. Benko (H.), 0 v. ; 584. Benko (H.), 0 v. ; 585. Benko (H.), 0 v. ; 586. Benko (H.), 0 v. ; 587. Benko (H.), 0 v. ; 588. Benko (H.), 0 v. ; 589. Benko (H.), 0 v. ; 590. Benko (H.), 0 v. ; 591. Benko (H.), 0 v. ; 592. Benko (H

## JUSTICE

### LE PROJET DE RÉFORME DU CODE PÉNAL

## Les principales dispositions du texte

Selon l'avant-projet de réforme du code pénal remis le 6 juillet au garde des sceaux les infractions qualifiées crimes sont réparties en deux catégories : les crimes associés d'un « empiètement de quarante ans ou plus et dans les cas prévus par la loi, la mort » (il est envisagé de ne retenir que deux ou trois cas) ; les autres associés d'un « empiètement de vingt ans ou plus ».

Les sanctions correctionnelles seront divisées en cinq catégories, la plus haute prévoyant un emprisonnement maximum de dix ans et une amende de 500 000 francs au plus, la plus faible un emprisonnement de deux mois au plus et une amende de 30 000 francs au plus. Les contraventions seront divisées en deux catégories, la première de dix jours au plus (première catégorie), d'une amende de 50 francs au plus (deuxième catégorie).

Pour ce qui concerne les sanctions applicables aux groupements à objet commercial, industriel ou financier, qui se voient investis d'une responsabilité pénale propre, les amendes correctionnelles pourront être le double du maximum encouru pour une personne physique. Il est prévu, d'autre part, que la dissolution du groupement puisse être ordonnée, ainsi que l'exclusion des marchés publics, définitivement ou non, ou l'interdiction de faire appel à l'épargne, dans les mêmes conditions.

Quatre catégories de personnes peuvent être pénalement recherchées à l'occasion d'une infraction : son auteur matériellement, le complice et enfin l'« instigateur », ou encore celui qui « par omission volontaire ou incurie laisse enfreindre par d'autres personnes placées sous son autorité des

prescriptions pénales ou réglementaires pénalement sanctionnées ». La commission estime « que cette disposition sera applicable en cas d'infraction générale ou non d'infraction générale ». L'important aménagement apporté à la notion de responsabilité pénale, jusqu'alors définie par l'article 64 du code pénal aux termes duquel « il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister », dorénavant « n'est pas punissable celui qui était atteint, au temps de l'action, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes ». Dans ce cas, l'auteur de l'infraction, « lorsque son état est de nature à compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes », est placé dans un établissement spécialisé par décision de la juridiction d'instruction ou de jugement. Sa sortie est ordonnée par le tribunal de l'exécution des sanctions.

Ne sera pas non plus punissable celui qui aura commis de bonne foi une infraction « par erreur de droit qu'il n'était pas en mesure d'éviter ».

Sera en revanche punissable « l'auteur d'un acte de complicité atteint, au moment de l'infraction, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes, et qui, au moment de l'infraction, n'est pas atteint de démence ». Lorsque la personne visée à l'alinéa précédent demeure atteinte de ce trouble psychique au moment du jugement, la juridiction peut décider que l'emprisonnement qu'elle

prononce sera exécuté dans un établissement pénitentiaire spécial.

#### L'exécution des peines

Toute incarcération est dite emprisonnement et le terme de réclusion disparaît. Cependant, sous certaines conditions de réclusion (dite maintenant « réclusion »), le tribunal pourra décider que le délinquant, pendant au moins trois ans, ne peut plus bénéficier de réduction de peine et qu'il est soumis à un « régime de sûreté ».

La libération conditionnelle fait l'objet de « Pans des réformes essentielles » proposées par la commission, en ce sens qu'elle ne sera plus accordée, comme à présent, soit par le juge de l'application des peines, soit par le ministre de l'intérieur, mais par le tribunal de l'exécution des sanctions saisi par le juge de l'application des sanctions (nouvelle appellation du juge de l'application des peines).

La commission s'est, d'autre part, penchée sur l'interdiction de séjour. Elle a estimé « que l'interdiction de séjour du ministre de l'intérieur devait être limitée à la remise au condamné du certificat d'antécédents et de la carte d'identité légale ». L'interdiction de séjour n'est dorénavant encourue « que si elle est prévue par une disposition spéciale de la loi ». Elle n'est possible que pour les crimes et les délits des deux premières catégories (emprisonnement de cinq ans ou plus). C'est à la juridiction de jugement qu'il appartient de fixer la liste des lieux interdits. « A tout moment », le tribunal pourra « révoquer la durée de l'interdiction de séjour ou décider que le condamné de sa sanction ».

## Lever de rideau

(Suite de la première page.)

Changer maintenant l'article 12 du code pénal de 1810 (« Tout condamné à mort aura la tête tranchée ») et le remplacer par « La sanction capitale est exécutée par décapitation » (sauf le dimanche et les jours fériés, précise-t-on), ne rassurera pas les deux hommes, qui en ce moment même, n'attendent plus, pour connaître la durée de leur avenir, que la décision du président de la République. Elle décalera ceux qui aiment l'expression claire. Elle décalera aussi, mais pour un autre motif, ceux qui estiment qu'une commission n'aurait pas les grands risques à recommander la pure et simple abolition de cette décapitation.

Que penser, d'autre part, de la suppression des crimes de « attentats au motif que « les pouvoirs de juge ne sont plus limités dans tous les cas que par le maximum légal de l'emprisonnement » ?

#### Des efforts

Quelques efforts, pour faciliter qu'ils étaient à une commission sans pouvoir, sans représentant à noter. La tentative d'éclaircissement de la notion de responsabilité pénale en est un. L'article 64 du code pénal (sur la démence au moment de l'action) était strictement appliqué par les experts. De cet article 64, le mémoire introductif dit d'ailleurs qu'il « est tout le monde le reconnaît, insuffisant et brouillé dans la définition donnée, et scien-

### LE CADAVRE DE TRAVES POURRAIT ÊTRE CELUI DU COLONEL PEIPER

Les policiers chargés de l'enquête sur la disparition de Joachim Peiper recherchent activement depuis mardi matin 20 juillet, l'agent des P.T.T. qui aurait révélé le numéro de téléphone secret de l'ancien colonel nazi. Le receveur des Postes de Traves, interrogé par les enquêteurs, a nommé les personnes à qui il a pu communiquer le numéro porté sur la « liste rouge » confidentielle. Les enquêteurs de l'Office central de répression du banditisme de Dijon pensent retrouver ainsi la trace de ceux qui voulaient ainsi la mort du colonel Peiper, du moins son expulsion.

L'enquête est embrouillée par le flot de lettres anonymes et de menaces proférées essentiellement contre des militants communistes. M. Paul Cachet, le militant communiste qui, au cours de l'été 1974, a découvert l'ancien criminel de guerre, a reçu des menaces de mort ainsi que Pierre Dudaud, journaliste à l'« Est Républicain » qui avait découvert la résidence du colonel Peiper à Traves.

Les derniers éléments de l'enquête confirment l'hypothèse de la mort de l'ancien S.S. dans l'incendie de sa maison : sa montre a été découverte à quelques mètres du cadavre. Des impacts de balles sur des arbres avoisinants à une hauteur de 6 mètres tendraient à prouver que Peiper a tiré en l'air pour dissuader ses assaillants. D'autre part, on rapporte que l'épouse de l'ancien colonel aurait commandé un cer-

La commission a-t-elle exactement mesuré la portée de ses paroles en affirmant que « cette réforme exige pratiquement une autre façon de juger » ?

PHILIPPE BOUCHER.

### LA COMMISSION DE RÉVISION

La commission de révision du code pénal a été créée par un décret du 3 novembre 1974. Selon un décret du 25 février 1975, elle était composée de M. Maurice Aydalet, premier président honoraire de la Cour de cassation ; Adolphe Touffait, procureur général près la Cour de cassation ; Jean Courrouze, conseiller à la Cour de cassation ; Guy Dasta, directeur de l'inspection générale de la police nationale ; René Floriot, avocat au barreau de Paris (décédé le 21 décembre 1975) ; Jacques Léautaud, professeur à l'université de droit de Paris-II ; Emile Robert, conseiller référendaire à la Cour de cassation ; Jean Robert, procureur général près la Cour d'appel de Pau ; François Sarda, avocat au barreau de Paris ; André Vitiu, professeur à la faculté de droit de Nancy-II ; Christian Le Goff, directeur des affaires criminelles et des grâces. Le secrétaire de la commission était assuré par M. Christian Penillard, Mme Claude Barret et M. Jean-Pierre Sabatier.

## Les étrangers qui commettront des agressions dans le métro seront « expulsés automatiquement »

déclare M. Poniowski

M. Michel Poniowski, ministre de l'intérieur, a reçu mercredi 21 juillet M. Pierre Somville, préfet de police de Paris, afin d'examiner dans le détail, précise un communiqué, les mesures contre les agressions dans le métro. Le communiqué annonce d'autre part que « pour lutter contre les agressions dans le métro », le ministre de l'intérieur a décidé de renforcer ces dispositions et de les appliquer à l'ensemble des voyageurs victimes d'agressions à déposer plainte, en donnant tous les détails possibles.

Sans « urgences absolues reconnues par le ministre de l'intérieur », l'expulsion des étrangers ne peut se faire sans que l'intéressé ait été préalablement expulsé de France. Le droit d'être entendu par la commission départementale de recours devant le tribunal administratif. Le Conseil d'Etat se reconnaît, même quand le ministre de l'intérieur estime que l'ordre public est en jeu.

Quatre jeunes gens interpellés dans le métro les deux derniers jours ont été déférés, mercredi 21 juillet, au parquet du tribunal pour enfants. Les huit premiers avaient été déférés à la justice de la Chambre des députés, alors qu'ils importunaient des voyageurs. Le conducteur du train avait bloqué

La police thaïlandaise a demandé à la police indienne l'extradition de Charles Shobral, alias « le Général », un des membres du gang international qui aurait commis de nombreux meurtres et vols en Asie et annoncé le général Montchal Pankongchuen, directeur-adjoint de la police thaïlandaise. Charles Shobral, qui est franco-vietnamien, est compagne, Monique Leclerc, qui est canadienne, ont été arrêtés la semaine dernière à New-Delhi après avoir drogué plusieurs touristes pour les voler (le Monde du 15 juillet). Le général Montchal a indiqué qu'au cours de leur séjour en Thaïlande, il y a un an, les deux criminels avaient assassiné plusieurs couples de touristes étrangers. Le général estime qu'ils ont commis davantage de crimes en Thaïlande qu'en Inde. — (A.F.P.)

Un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 juillet à Marseille, devant le portail des entrées de la société de vente de produits orientaux Hennedrog, située dans le quartier de la Belle-de-Mai. Cette société appartient à M. Marcel Samsouan, de confession israélite.

A Brest

### UN AGRICULTEUR EST INCARCÉRÉ TROIS SEMAINES PAR SUITE D'UNE ERREUR DE L'ALCOOTEST

(De notre correspondant.)

Brest. — Un homme de cinquante-et-ans, M. François Piriou, expéditeur de légumes à Plomgas-lé-Décaulac (Finistère-Nord), a été abusivement incarcéré pendant trois semaines à la prison de Brest pour ivresse au volant. Or, l'analyse sanguine devait révéler qu'il ne se trouvait pas sous l'empire d'un état alcoolique au moment des faits qui l'ont amené à compenser, samedi 21 juillet, devant le tribunal de grande instance de Brest. Il n'avait, en effet, que 0,21 gramme d'alcool par litre de sang ; taux faible, notamment inférieur à celui au-delà duquel on observe les premiers signes de conduite perturbée.

C'est sur la foi des indications relevées sur un alcootest que M. Piriou avait été emprisonné au début de l'année à Landerneau. M. Piriou avait eu un enfant de vingt et un mois qui s'était lancé sur la chaussée devant sa voiture. Le conducteur avait dû subir, en raison de l'extrême gravité de l'accident, l'épreuve de l'alcootest. L'appareil devait fournir un résultat nettement positif. Un médecin délivra un mandat d'écrou à l'encontre de l'automobiliste. Or trois semaines plus tard, l'analyse sanguine, réputée pour sa rigueur scientifique, constata l'absence de tout alcool dans le sang. M. Piriou n'était pas ivre lors de l'accident.

Au tribunal qui prononcera son jugement dans huit jours, M. Piriou a déclaré : « Le prisonnier qui fut injustement emprisonné pendant trois semaines a été de la vie d'un enfant. » — J. R.

Les portières afin de laisser à la police le temps d'intervenir. Ce sont tous des mineurs de quinze à dix-huit ans, d'origine nord-africaine, demeurant à Saint-Denis et à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Trois d'entre eux étaient déjà fichés comme pickpockets. Deux avaient de faux papiers d'identité. Deux autres étaient en possession d'un centre de rééducation. Les six autres jeunes gens interpellés sont, les auteurs présumés de l'agression commise dimanche contre cinq touristes algériens de l'école de l'Alger (le Monde du 20 juillet). Il s'agit de cinq Algériens et d'un Français, tous mineurs, également fichés pour vol à la tire.

Deux questions écrites, l'une adressée le 20 juillet par les députés socialistes du Conseil de Paris au préfet de police et au préfet de Paris, l'autre adressée le même jour au ministre de l'intérieur par M. Gabriel Kribus, député du 9<sup>e</sup> arrondissement (U.D.R.) et conseiller de Paris, ont pour objet de demander que les effectifs de la R.A.T.P. soient renforcés.

## FAITS DIVERS

### LE CAMBRIOLAGE DE NICE

## Les malhonnêtes sont venus et repartis par le torrent le Paillon

Les policiers chargés de l'enquête sur le cambriolage de la succursale de la Société générale à Nice sont maintenant parvenus à démonteler le scénario de cet audacieux coup de main (le Monde des 21 et 22 juillet).

Il est à présent établi, a déclaré le commissaire principal de la police judiciaire nicotaine, M. Jacques Besson, que les malhonnêtes ont transporté leur important matériel, dont une trentaine de bombes d'oxygène, à bord d'une camionnette la long d'une voie souterraine, réservée à la voirie, le long du torrent le Paillon, entre le théâtre de Nice et le cinéma municipal, sur une distance d'un kilomètre et demi. Ensuite, ils ont effectué les derniers quatre cents mètres de fuite aux gaudes, par un passage à niveau, pour atteindre la rue Delye et emprunter le tunnel de huit mètres de long qu'ils avaient eux-mêmes creusé depuis un certain temps.

M. Jacques Besson a, d'autre part, précisé que les enquêteurs

nicols, secondés par vingt-cinq policiers venus de Paris et de Marseille, poursuivaient leurs investigations à partir du matériel abandonné par les cambrioleurs, ainsi que de certains objets personnels laissés sur place et sur la base de renseignements recueillis en Italie, où de tels cambriolages ont été expérimentés à plusieurs reprises. Les policiers ont enfin ajouté que les malhonnêtes avaient certainement profité de complications extérieures et que le butin, dont le montant exact n'a toujours pu être évalué à cause de l'impossibilité de vérifier le contenu des coffres, a été acheminé par la même voie, et avec pratiquement les mêmes moyens, par les cambrioleurs en fuite.

Le torrent le Paillon, qui a servi de voie d'échappée et de chemin de fuite aux gaudes, partage la ville de Nice en deux parties. Ce petit cours d'eau, qui se jette dans la mer, après avoir été aménagé pour contenir ses crues, a été entièrement recouvert par étapes successives au lendemain de la seconde guerre mondiale.

### LES INCENDIES DE FORÊTS

## Un numéro spécial de la « Revue forestière française »

C'est une véritable encyclopédie du feu de forêt que propose le ministère de l'agriculture sous la forme de deux numéros spéciaux de la Revue forestière française. Jamais une synthèse aussi exhaustive des problèmes de la forêt française face à l'incendie n'avait été publiée et, à défaut de solutions scientifiques, elle nous a montré ce qu'il fallait en attendre, le document dépasse, sur bien des points, son objectif initial en obligeant le lecteur à réfléchir sur l'avenir de la sylviculture, qui fut une des grandes richesses de ce pays et qui en demeure le poumon.

L'étude des causes et des conditions météorologiques à l'origine de perspectives économiques. Par son importance dans la qualité de la vie, elle est devenue une affaire nationale et les répercussions biologiques des incendies (aménagement de la fertilité des sols, apparition de maladies) risquent de compromettre un capital inestimable. Mais pour que cette forêt ait un avenir, il importe avant tout qu'elle ne devienne pas un musée, un décor vide d'habitants à la seule disposition de citadins en mal d'oxygène. « Dans un monde qui devient de plus en plus densément peuplé, avons-nous le droit de placer ainsi dans la nature, à des régions entières qui, autrefois, ont fait vivre des générations d'hommes ? » s'interroge, à juste titre, M. Jacques Marion, directeur de l'Institut pour le développement forestier.

JAMES SARAZIN.

\* « Les incendies de forêts », un numéro spécial, en deux tomes de la Revue forestière française, 14, rue Girardet, 54042 Nancy Cedex. 525 p. 30 F le tome.

## ANCIENS COMBATTANTS

### LE XXV<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU MARÉCHAL PÉTAINE

## M. Petrus Faure poursuit sa campagne de réhabilitation

Le Comité pour la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Philippe Pétain — décidé le 23 juillet 1951 — organise, le vendredi 23, les cérémonies suivantes :

— A 11 h 30, à 8 h 30 : messe au Palais de l'Assemblée nationale, célébrée par Mgr Rodhain, ancien aumônier général des prisonniers ; à 9 h 30, cortège vers le cimetière et la tombe du maréchal ; à 10 h 30, discours de M. Borotra, président de l'association pour la défense de sa mémoire.

— A Douaumont, à 11 h 45 : dépôt d'une gerbe au pied de la stèle du « Soldat de Verdun » ; à 12 h, dans la chapelle de l'ossuaire, messe à la mémoire des soldats tombés à Verdun et de leur chef, célébrée par le chanoine Homan, chapelain de l'ossuaire.

Pour sa part, M. Petrus Faure, ancien député, ancien juré au procès Pétain, nous adresse le message qu'il a rédigé à cette occasion et qui sera lu au cours de la cérémonie anniversaire de la mort du maréchal Pétain ses cendres sont transférées à l'ossuaire de Douaumont, avec celles de ses soldats de Verdun.

L'année passée, j'ai écrit à M. Giscard d'Estaing, président de la République, une lettre lui demandant qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Pétain ses cendres soient transférées à l'ossuaire de Douaumont, avec celles de ses soldats de Verdun.

Le président n'a pas examiné cette demande ; par contre, il vient de rendre un important témoignage à la vérité historique en ordonnant la réhabilitation du maréchal Pétain. Le maréchal Pétain a été à la fin de sa vie associé aux défaillances et aux malheurs qui ont frappé notre pays.

En 1940 j'ai approuvé, comme la presque unanimité des Français, sa décision de conclure l'armis-

tic, qui a sauvé de la captivité plus d'un million de soldats français. Cependant, je n'ai pas approuvé sa politique intérieure. C'est la raison pour laquelle je ne lui ai pas accordé ma confiance à l'Assemblée nationale de Vichy ; cela n'a pas empêché d'ailleurs de me faire élire député de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Haute-Saône, ce qui m'a permis de faire un large appel aux unités spécialisées de l'armée. Mais il faut surtout mettre enfin en œuvre une politique à long terme : éduquer,

Il ne s'agit donc plus de trahison ; marchant à grande pas, une évolution s'est produite chez les Français. On peut espérer que sous peu les cendres du maréchal Pétain repasseront, suivant son désir, à Douaumont, et que l'histoire rétablira la vérité sur son procès inique qui reste une tache noire sur la France.

### Un ancien de Verdun mort à Auschwitz

Nous recevons de M. Maurice Cling, qui habite Cornélieux-en-France, la lettre suivante, datée du 15 juillet :

Devant la campagne de réhabilitation de l'ex-maréchal Pétain, qui se développe sur divers plans par le biais de l'« Aurore » et l'« Avenir », il serait bon de rappeler que, parmi les victimes des persécutions antisémites qu'il avait ordonnées, figuraient aussi d'anciens combattants de Verdun, comme mon père Jacques Cling, engagé volontaire, blessé à Verdun, médaillé militaire, croix de guerre avec citation, etc. ; arrêté en mai 1944 par la police de Vichy et livré aux nazis, qui devenaient l'assassin à Auschwitz quelques jours plus tard, dans l'ordre et dans la dignité.

Ces anciens soldats du « héros légendaire » ne peuvent se retourner dans leur tombe. Ils n'en ont pas.

Leur donneriez-vous la parole ?

مكتبة الأمل





# LE LIVRE ET LE DISCOUNT

**N**OTRE enquête sur le livre et le discount publiée dans « Le Monde » du 25 juin, suivie, le 2 juillet, de la déclaration sur ce sujet de neuf éditeurs et d'un début de correspondance, nous a valu depuis d'autres lettres exprimant, elles aussi, les avis les plus contraires. Ainsi, du côté des acheteurs de livres, M. Michel Krassilchik, de Paris, demande « des preuves » avant de croire ceux qui pensent que le « discount » empêchera tôt ou tard la mise en vente de titres « à faible tirage mais de haute valeur ».

M. Raoul Czarniak, du Verrier-du-Lac, pense que « la crise de l'édition vient en particulier du fait que les gens ne savent pas où aller pour être conseillés en connaissance de cause, plutôt que du fait que le livre est relativement cher ». C'est encore en défaveur de la FNAC, mais non d'autres grandes surfaces pratiquant la remise de 20 % sur les livres, que se présente M. Pierre Jasseron, de Toulouse. Il ajoute : « Demandons à messieurs les éditeurs de signaler quels ouvrages ils ont découverts, de ces ouvrages en avance qui

forment le goût du public au lieu de le suivre d'un contant à l'autre. Demandons-leur de publier le compte des livres qui se vendent et de ceux qui ne se vendent pas. Demandons à messieurs les auteurs qui pétitionnent pour le prix imposé des livres de publier les termes des contrats d'édition qui leur sont proposés par messieurs les éditeurs. Demandons à monsieur le ministre des finances la raison qui veut que le livre soit un objet de luxe et taxé comme tel au titre de la T.V.A. »

Précisons enfin, à la demande de M. Bernard Gheerbrant, fondateur et directeur de la librairie Le Hameau, à Paris, qui avait donné son point de vue dans « Le Monde des livres » du 25 juin, que cette entreprise a subi, du fait de la proximité de la FNAC, une perte de 16 % sur son bilan 1975.

Nous ajoutons aujourd'hui à ce débat et pour y mettre un terme, du moins dans nos colonnes, deux textes : l'un de M. André Essel, de la FNAC, l'autre de M. Pierre-Jean Oswald, éditeur.

## P.-J. OSWALD : et les créateurs ?

**L**a façon dont « Le Monde des livres » du 25 juin a abordé le discount pourrait laisser entendre que les problèmes de l'édition tiennent dans ces quatre lettres : FNAC. Cela me paraît dangereux, car nous risquons ainsi de nous fabriquer la plus belle des armoiries pour cacher notre forêt.

Au nom de quoi Jérôme Lindon part-il aujourd'hui en croisade contre le discount ? Au nom de la création littéraire que la supposée situation future de monopole de la FNAC menacerait à terme. Or, la création littéraire comprend surtout des œuvres dites difficiles, non pas « à lire », mais réputées difficiles « à vendre » à priori. Cela mérite en effet une réflexion sérieuse.

Les Editions P.-J. Oswald étant une des rares maisons exclusivement consacrées à la création littéraire la plus difficile à vendre qui soit (poésie, jeune théâtre, romans traduits de langues minoritaires, expression littéraire des minorités), nous avons ressenti ces problèmes au niveau le plus aigu, étant parmi les plus vulnérables. Aucun distributeur n'accepte de nous prendre en charge. Or, un livre non distribué n'existe pas. On nous condamne donc purement et simplement à disparaître.

Dans une telle situation d'urgence, où nous risquons d'être nombreux très vite (cf. « Les Lettres nouvelles », de Maurice Nadeau), nous n'avons pas le droit de nous tromper d'ennemi.

Jérôme Lindon, dont l'honnêteté est évidente et dont les objectifs sont capiteux, pourrait bien se tromper.

Qui nous condamnons ? Qui fait la loi dans le monde de l'édition : l'éditeur ? le libraire ? ou le distributeur ? Si c'était le libraire, nous pourrions en effet tout craindre d'un super-libraire. Mais depuis des années l'éditeur, comme le libraire sont devenus de simples « employés » du distributeur, qui les tient par le carotène. Car il est le seul pur commerçant du circuit qui part de l'éditeur pour arriver au lecteur. Son entreprise suppose une machinerie commerciale d'une telle dimension qu'il est accablé, comme tout industriel de tout autre secteur, à la course au profit. D'où élimination de tout produit dont la rentabilité ne soit pas immédiate. Autrement dit, liquidation de plus en plus accélérée de la création littéraire.

C'est une politique de la terre brûlée. Si notre profession ne se révèle pas capable de la comprendre, à ce rythme, il ne restera plus, dans dix ou vingt ans, personne qui soit capable même d'écrire les best-sellers qui la font vivre aujourd'hui. Car de tels livres ne peuvent naître que dans un certain contexte culturel.

L'écriture à quelque niveau que ce soit est le produit d'une culture dont la création littéraire est un maillon capital. Or l'édition est un commerce, et tout commerce suppose l'investissement. Si nous refusons cette évidence que, dans notre métier, l'investissement principal tient dans la création littéraire, MM. les distri-

buteurs n'auront bientôt plus rien à distribuer.

Les éditeurs publient de plus en plus de livres dits « à rotation rapide », soit-disant pour financer les œuvres de créations littéraires, mais on constate que celles-ci perdent pourtant de plus en plus de terrain dans leurs catalogues.

Quant aux libraires, outre le fait qu'ils sont accusés de réserver leur peu de place aux best-sellers, ils ont, en arrivant à créer, par exemple, des rayons de jouets, en s'efforçant de se situer, à ce niveau, dans un contexte culturel.

Posons donc le problème clairement : la FNAC n'est pas une cause, mais l'effet d'un système économique qui appelle sa création.

Elle est la réponse du système aux besoins des distributeurs : plus de profit du distributeur passant par plus de profit du détaillant. Pour cela, le détaillant doit être gros. La FNAC répond à une loi fondamentale du capitalisme : celle de la concurrence.

À la différence cependant des autres supermarchés, la FNAC vend une marchandise particulière : le livre, lequel est produit par des producteurs d'un genre particulier, les éditeurs.

L'éditeur doit donc intervenir. Même s'il souhaite à long terme intervenir directement sur les causes, c'est-à-dire le système, il peut dès maintenant agir sur les effets.

Car, si l'existence de la FNAC est inéluctable, il y a mieux à faire que chercher à la faire disparaître en l'attaquant dans sa raison d'être : le discount.

Car la FNAC ne peut exister en tant que supermarché du livre, donc réussir commercialement, qu'en ayant l'intelligence de présenter la partie vivante de ce qui la fait vivre : c'est-à-dire la création littéraire.

Les acheteurs de livres ne sont pas des consommateurs comme les autres non plus. Jusqu'à présent, la force de la FNAC a été de faire la part égale à toute la production littéraire : les Editions de Minuit, Maspéro, « Les Lettres nouvelles », les Editions Oswald, etc., y sont aussi bien placées que d'autres. Elle doit savoir qu'elle ne gardera une clientèle fidèle et ne l'accroîtra qu'à ce prix.

Qu'est-ce qui est le plus dangereux pour la création littéraire ? Des milliers de petits commerçants condamnés au best-sellers pour survivre ou un supermarché ayant les moyens de l'intelligence et de l'intelligence des moyens ?

Mais il n'est pas question que les éditeurs et les libraires réfléchissent seuls à un problème aussi capital. Car les grands absents du débat sont, une fois de plus, « les deux seuls véritables créateurs », complémentaires et indissolubles : « l'auteur et le lecteur », entre lesquels nous, éditeurs, distributeurs, libraires, devons admettre que nous ne sommes que des rouages, créés parfois, certes, mais des rouages. Et si nous assassinons l'auteur, si nous nous moquons du lecteur, nous n'aurons plus, tous autant que nous sommes, qu'à fermer boutique.

## André ESSEL : un merveilleux paravent

**U**NE nouvelle campagne est actuellement orchestrée par certains éditeurs et libraires, afin d'obtenir le « prix imposé » pour le livre. Le « prix imposé », c'est-à-dire la garantie pour tous les libraires de percevoir le maximum de la marge commerciale décidée par les éditeurs, l'interdiction de la concurrence au stade de la vente au détail et, par conséquent, l'impossibilité de toute baisse de prix consentie par les libraires, clubs et tous autres revendeurs de livres. En somme, l'inverse exactement de la politique que tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, devrait appliquer pour limiter l'inflation.

### Prix d'appel

En déclarant que le livre est un produit bon marché, les éditeurs se décernent un témoignage d'auto-satisfaction. Les enquêtes et sondages que nous avons fait effectuer avant de décider l'ouverture de notre département librairie prouvent exactement le contraire. Le prix de vente des livres est en baisse de plus en plus, comme un train en développement des achats. Sinon, pourquoi les collections de poche ? Pourquoi le succès des clubs ?

Plus grave est l'accusation qui nous est lancée de nous servir du livre comme d'un article d'appel, procédé que nous avons toujours combattu.

La FNAC se flatte d'avoir réussi à baisser l'ensemble des prix, et non d'avoir créé des « îlots de perte dans un océan de profit ». Je puis témoigner que la marge de commercialisation de la librairie ainsi que son développement se situent dans la moyenne de ceux des autres produits vendus par la FNAC.

S'il y a eu appel, il aurait plu à tous les livres. Au moment où nous avons ouvert ce département nous avions ouvert une activité dans la photo, le cinéma, le son. Ce sont ces activités déjà existantes qui, en quelque sorte, ont servi d'appel en faveur des livres.

Par la suite, la librairie s'est développée au-delà de toutes nos espérances, mais cela ne prouve-t-il pas qu'elle correspondait à un besoin ?

### Pour une minorité ?

Le discount ne profiterait, paraît-il, qu'à une minorité ? Il est vrai que les réductions consenties par la FNAC ne profitent, dans un premier temps, qu'aux clients qui viennent lui acheter.

Cependant nous avons commencé à vendre de la photo, il y a vingt et un ans, les marges oubliées étaient de l'ordre de 40 à 45 %. Aujourd'hui, aucun commerçant ne consent à vendre avec plus de la moitié de ces marges.

Mais d'ailleurs, que propose M. Lindon pour lutter contre la baisse ? Précisément une baisse des prix de 10 % prise sur la marge de commercialisation de l'ensemble des distributeurs et de l'édition, ce qui, paradoxalement, apporte deux preuves : 1) que le prix du livre est trop élevé ; 2) que l'action de la FNAC a une portée

d'intérêt général et une valeur d'exemple. Les éditeurs craignent que nous enorgieillions d'eux des sur-remises. Précisons tout d'abord que, jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons obtenu — parfois difficilement — que les prix par quantités figurant dans les conditions générales de vente des éditeurs.

S'il existe des moyens d'obtenir des sur-remises exceptionnelles, nous les obtenons de nos libraires, clubs et tous autres revendeurs de livres comme des lessives, où un détaillant peut toujours favoriser une marque plutôt qu'une autre.

Jérôme Lindon édite Bobbe-Grillet et je suis sûr qu'il ne prendrait pas au sérieux une menace de notre part de favoriser Guy Des Cars (présenté par Flammarion) au cas où il ne nous consentirait pas des remises supplémentaires.

### Librairies en péril ?

Nous serions la cause de la fermeture de nombreuses librairies. Chose curieuse, il ne nous est pas possible d'obtenir des précisions sur ce point. Quelles librairies pa-risienne ferment en raison de l'action de la FNAC ?

Mais pourquoi la FNAC ferait-elle disparaître des librairies, alors que, bien qu'elle vende des disques depuis quinze ans, le nombre de points de vente des disques a considérablement augmenté. Pourquoi la FNAC, qui vendait tant de livres, n'aurait-elle pas, à notre arrivée, il y a quatre ans, a-t-il aujourd'hui décidé de doubler sa surface de vente ? Pourquoi le discount, le plus proche de l'ÉPIA-Montparnasse vient-il d'acheter un nouveau magasin, plus grand ?

S'il est vrai que nous apportons une perturbation sur le marché, nous apportons en même temps un développement qui favorise son développement. Pourquoi nous l'exploiter uniquement à notre profit ? Y a-t-il vraiment risque que nous occupions un jour, comme l'ÉPIA un alambic plaqué-tin, 35 à 45 % du marché, alors que, après quinze ans d'activité, avec huit magasins, nous ne réalisons que 7 à 8 % du marché national du disque, beaucoup plus concentrés et aux points de vente beaucoup moins nombreux ?

En fait, notre chiffre d'affaires pour la librairie Montparnasse doit représenter aujourd'hui 2 à 2,5 % du marché. Même si, dans les années qui viennent, nous ouvrons effectivement quelques points de vente dans les plus grandes villes, nous ne pourrions atteindre de dépasser 4 à 5 % dont la moitié seulement sera prise sur la vente en librairie et largement compensée par l'expansion du marché.

### Qui soutient les auteurs ?

Comme l'écrivait récemment Pierre Lepape dans « Paris-Normandie » : « Un éditeur, Pierre-Jean Oswald, se trompe en difficulté. Où trouve-t-il des appuis ? Chez certains libraires de province qui font leur métier mais pas dans l'édition et dans la distribution traditionnelle, qui pourraient pourtant lui donner la respiration

de trésorerie dont il avait besoin. Qui organise par contre pendant deux semaines une exposition-vente des éditions P.-J. Oswald ? La FNAC. »

« Les éditions Denoël signifient leur combat à Maurice Nadeau et à sa collection « Les Lettres nouvelles », qui, depuis près de vingt ans, ont permis la découverte d'auteurs parmi les plus novateurs de notre époque. Qui organise une manifestation pour rendre hommage à ce magnifique travail et tenter de lui assurer une survie ? La FNAC. »

Pour rentabiliser au maximum, pour favoriser la rotation rapide des stocks, nous serions, paraît-il, amenés à présenter les œuvres qui tournent vite, à délaissier celles de moins grande diffusion. Pourquoi ce procès d'intention alors que nous avons toujours fait le contraire ?

En exposant cent mille titres dans notre librairie, il ne me semble pas que nous pratiquions une politique de sélection ou de censure. On trouve chez nous Eurymène et Juliette Benzoni, Skorzeny et Krivine, Tony Duvert et les publications Maspéro, sans compter naturellement Paulkner, Odine, Kafka, Froust, Joyce et les autres. En réalité, la toute-puissance de la censure est évidemment entre les mains des éditeurs. Ce sont eux qui décident ou refusent de publier une œuvre qui risque de ne pas plaire à tout le monde ou de n'avoir pas immédiatement un succès commercial assuré.

Non, nous ne recherchons pas la rotation rapide. Certes, nous défendons nos intérêts, mais à long terme. Et notre intérêt à long terme est que l'on sache qu'à la FNAC, comme pour le disque, il y a toutes les chances de trouver l'œuvre par laquelle on est intéressé.

### Les vraies raisons

Le groupe d'éditeurs qui mène actuellement le valeureux combat pour la défense du réseau de librairies le qualifie lui-même ainsi : « Souvent hétérogène, maladroite, artisanale. » Mais n'est-ce pas suprême habileté que de mettre en avant la défense de centaines ou de milliers de petits libraires méritants, quand on sait que moins de la moitié des livres sont diffusés par les librairies, la plus grande partie étant par courriers, correspondance, clubs, comités d'entreprise, etc. ? D'après le Monde du 9 juillet, « Hachette détient aujourd'hui 22 % du marché de l'édition et du livre français et 28 % de la distribution du livre. » Et combien détiennent les librairies Flammarion et autres ? Quel merveilleux paravent que la défense des petits libraires pour ces éditeurs qui n'ont ainsi cessé, par leurs filiales, de leur faire concurrence ! Ne serait-ce pas leur propre marge que ces philanthropes cherchent à préserver ?

Ceux qui font sérieusement leur métier n'ont rien à craindre de l'ouverture en France, dans les dix ans qui viennent, de cinq ou six librairies FNAC.

On met en avant, dans ce combat, non pas le président du

Syndicat national de l'édition M. Yvon Chotard, également vice-président du C.N.F.F., mais un éditeur connu pour ses qualités d'intégrité et de courage : Jérôme Lindon. L'homme idéal pour porter le drapeau d'éditeurs dans coup moins rigoureux dans choix de leurs titres et de leur auteurs.

Mais, derrière le porte-drapeau organisé en groupes pulsan (sur cinq cents éditeurs, un dixième de groupes représente les trois quarts de la production régnant sur le marché grâce à une multitude de distributeurs les grosses firmes d'édition redoutent par-dessus tout l'avènement d'une distribution bien organisée capable de représenter un véritable partenaire économique à part entière.

Dans le Bulletin du livre du 15 juin 1976, Jean-Baptiste Desman, président de la Fédération des syndicats de librairies, pour être suspect de bienveillance à l'égard de la FNAC, analysait la situation, et nous le laissons conclure ce débat : « L'édition prend conscience que la distribution ne peut plus contrôler l'œuvre. Elle s'en inquiète. Toute sa démarche s'explique par là. »

MICHELÉ LÉONARD Interroge

Mgr Léon-Arthur Elchinger



La liberté d'un évêque

Mgr Elchinger tient une place à part dans l'épiscopat français. Dans ce livre il s'explique : sur son statut d'évêque concordataire et ses interventions publiques, sur ses initiatives culturelles, catéchétiques, œcuméniques, pastorales, sur l'enjeu humain et chrétien de la crise présente. Avec une vigueur et une chaleur françaises, avec conviction et amour, il plaide pour l'homme, en appelle à l'honnêteté et à la responsabilité dans la pensée et dans l'action, s'engage pour une foi libre et créatrice.

le Centurion

**UNE CERTAINE QUALITÉ DE VACANCES**

**denoël**

مكتبة الأمل



هكذا من الأمل

# HISTOIRE

## Un plaidoyer pour Lénine LE DOSSIER RASPOUTINE RÉNOVÉ

\* LÉNINE, LES PAYSANS, TAYLOR, de Robert Linhart. Seuil, coll. Comète, 176 p., 27 F.

Il n'est pas de bon ton, par les temps qui courent, de parler ou de faire mention de Lénine. Il paraîtrait que le fondateur de l'URSS et du parti bolcheviste est le grand responsable du Goulag. De quoi s'agit-il pour Linhart ? De restituer les moments concrets et dotés dans lesquels Lénine, une fois le pouvoir pris au milieu de cette conjonction exceptionnelle de causes objectives et d'art politique que fut la révolution d'Octobre.

Ce qui engendra la possibilité de la prise de pouvoir, ce fut la décision personnelle et le coup d'œil inouï de Lénine qui, seul, face à tous les autres partis révolutionnaires et face aussi aux autres bolchevistes, soutint les révoltes paysannes. Linhart rappelle par conséquent certains textes de Gorki, représentants de l'idéologie dominante des révolutionnaires.

russe, qui stigmatisaient les moulins, jugés arriérés, rétrogrades et politiques. Lénine soutint les révoltes des paysans, qui se déclenchèrent et se développèrent sans autre raison que le désir de la terre. Il y voit la désagrégation du mode de production féodal-capitaliste dont le tsarisme et le gouvernement provisoire se faisaient les défenseurs ou les mainteneurs. Il appuie donc un immense mouvement social, sans au préalable avoir fait la fine bouche sur ses ambiguïtés.

### Nourrir les prolétaires

Après Octobre 1917, les contradictions entre paysans et ouvriers, campagne et ville, se donnent libre cours et s'aggravent. Mais l'urgence commande : la famine guette dans les villes. Lénine ne peut plus se payer le luxe de comprendre les aspirations des paysans : se faire payer aux meilleurs prix le fruit de leur travail. Il faut nourrir les prolétaires. Les paysans stockent ; il importe, au prix de la terreur, de faire circuler les denrées de première nécessité. Des escouades de prolétaires révolutionnaires sont chargées de débarrasser les cachettes. Finie l'alliance paysans-ouvriers : c'est la coercition. Que faire d'autre ? La temporalité tragique ordonne. Mais dorénavant la paysannerie russe deviendra une force d'opposition au pouvoir soviétique. On voit comment Lénine pensera résoudre le problème : par le massacre et le Goulag.

Et tout s'enchaîne. Parce que le prolétariat est la seule classe qui soutient vraiment le pouvoir soviétique, on embourbe ses éléments les plus conscients dans l'appareil d'Etat. Il faut reconstruire la classe ouvrière décapitée. Lénine imagine une solution : l'introduction du système Taylor, c'est-à-dire la déposition « scientifique » du travail et sa rationalisation. Robert Linhart rappelle que, pour Lénine, c'était le prix à payer afin qu'il reste du temps aux prolétaires pour s'occuper de politique. Six heures de travail abrutissant pour devenir gestionnaire et acteur conscient du pouvoir prolétarien. Contradiction insoluble.

A force de vouloir expliquer Lénine, Linhart escamote des problèmes fondamentaux : peut-on, sans nécessairement tomber dans le terreur de parti ou d'Etat, se substituer à une classe défaillante dont on est censé traduire la volonté et le destin ? Il reste que Linhart prend à bras-le-corps le problème de la pratique révolutionnaire : l'usage d'un pouvoir totalitaire qui soit en opposition absolue avec ce pourquoi il l'aurait instauré. Il est le premier marxiste qui ait vraiment lu Nietzsche et qui ne tombe pas dans les naïvetés consolantes nous suggérant que Marx et Lénine avaient pour seul but de trouver les meilleurs moyens d'opprimer la plèbe et la classe ouvrière.

JEAN-PAUL DOLLÉ.

\* RASPOUTINE ET LE CREPUSCULE DE LA MONARCHIE EN RUSSIE, par Michel de Roden. Ed. Fayard, 307 pages, 25 F.

ENIGMATIQUE, contradictoire, repoussant et fascinant, Rasputine était un bon héros pour petite histoire. Le cinéma, en utilisant les circonstances grand-épique de sa mort, a fait de lui une espèce d'émulsion de Satan, symbole d'un régime pourri dont la fin dramatique était étonnamment liée à la sienne, comme il l'avait prédit. Michel de Roden reprend le dossier de la manière d'un juge d'instruction. Spécialiste de la période pré-révolutionnaire en Russie, il connaît admirablement le contexte politique et humain de « l'affaire ». D'origine russe, il a pu lire, dans le texte intégral, certains documents essentiels non traduits : (1) ainsi que les plus récents travaux d'historiens soviétiques ou émigrés. Mais si, à la fin de son enquête, apparaît un Rasputine passablement démythifié, il reste assez d'étrangetés dans le cas du « star » (2) pour que le livre, de bout en bout, passionne autant qu'un roman.

Incontestablement, Grigori Elmovitch Rasputine avait des dons de génie, au sens que l'Occident donne aujourd'hui au terme : il réussissait à apaiser, chez le tsarévitch, les intenses souffrances provoquées par l'hémophilie contre laquelle la médecine restait impuissante. C'est à l'occasion d'une crise ainsi surmontée qu'en 1907 il avait pris un ascendant sur l'impératrice Alexandra par le biais de sa bien-aimée, la princesse Marie, bien qu'il n'eût qu'un degré moindre, sur Nicolas II. Quels pouvoirs réels obtint-il en échange, et dans quelle sphère ? Vantard éhonté, Rasputine contribua fortement à implanter, dans la conscience populaire, l'idée, par la suite si lourde de conséquence, qu'il était, du pays, « le tsar non couronné ».

Il est certain qu'il eut une influence considérable dans le gouvernement de l'Eglise, sur lequel, depuis les réformes de Pierre le Grand, le chef de l'Eglise exerçait une tutelle. Considéré par le complot impérial comme « un messager de Dieu » chargé de rappeler les volontés divines au détenteur de la couronne, il place ses protégés, quatre évêques, au moins, lui doivent leur nomination. Le tarbutte, plus d'une fois, fut pourtant démasqué soit par des hommes d'Eglise, soit par des hommes politiques, tels Skolypine ou Koltchak. Le poète ne pouvait ignorer les beuveries et débordements sexuels auxquels il se laissait aller de plus en plus. Elle établissait des rapports, auxquels il est désormais prouvé que le tsar ne resta pas indifférent : il prit ses distances. Alexandra, elle, conserva jusqu'à bout une foi aveugle dans l'« ami » providentiel.

Mais ce rôle politique, qu'on a dit immense ? A l'examen critique, il apparaît fort limité. Il ne commence qu'en 1915, lorsque le tsar s'éloigne de Pétersbourg pour assumer en personne le commandement des armées. Alexandra devient alors, pour son mari, la secrétaire qui le tient au courant de ce qu'il se passe et, dans le désarroi qui commence à s'instaurer, propose des noms pour les grandes charges de l'Etat — à l'inspiration du « star » — la plupart du temps.

A quels résultats aboutit-elle ? Trépoïev devient premier ministre en dépit de l'opposition de la tsarine ; Bark et Ignatiev restent en place ; Stürmer, soutenu par Grigori, est renvoyé en novembre 1916 ; Khvostov et Protopopov ne seront pas nommés sans atermoiements ni réticences : « Tu sais toi-même — écrit Nicolas — que les choses ne se passent pas comme ça. Le plus souvent, il n'oppose, aux suggestions qui lui déplaissent que ce silence qui marque habituellement chez lui le refus. Et s'il s'indigne, c'est que l'avis reçu correspond à son intime conviction, toutes réflexions faites. Moins « manœuvré » que ne le pensent ses contemporains, le dernier des tsars se révèle finalement plus responsable des événements qu'il n'aurait été.

L'importance historique de Rasputine, par contre, est indéniable. Le personnage, dans l'intimité de la cour, représentait un scandale. L'intoxication des esprits, durant la guerre, fit de lui un espion de l'Allemagne. Les archives du ministère allemand des affaires étrangères (1887-1945), dénichées par des équipes d'historiens franco-anglo-américains, n'ont rien montré qui étale cette thèse, lancée par le prince Youssoupov, en particulier, pour justifier l'assassinat du tsarévitch.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(1) Notamment la correspondance complète entre le tsar et la tsarine (2 vol., Moscou) et les comptes rendus d'entrevues des deux souverains de diverses personnalités de l'ancien régime par la commission extraordinaire d'enquête du gouvernement provisoire de 1917 (7 vol., Moscou).

(2) C'est bien abusivement qu'on parle Rasputine de ce nom. De même qu'il n'a jamais été moine. On trouvera l'explication de ce qu'était, dans la piété russe, un « star » dans le tout récent ouvrage d'André Troyat : La Vie quotidienne en Russie au temps du dernier tsar (Flammarion).

### Une affaire sous la dictature du général Chopinet

SANTIAGO - SUR - BREST

\* SÉRIÉS DE MINUIT, de Jean-François Coignard. Ed. Denoël, 272 p., 30 F.

Le saviez-vous ? Nous sommes en 1938 et le général Chopinet a pris le pouvoir. Bien sûr, il s'agit de fiction et la France, dit-on, n'est pas un climat favorable au fascisme. Mais Brest a un climat propre à la plus, disent ceux qui ne sont pas bretons, à l'ivresse du froid aussi. Et comme sous les ports, celui-ci sait capter les lueurs des fantômes, les ombres des regards, et la tristesse des silences de minuit qui percent les brumes.

Donc, un ordre règne à Brest. Cela n'empêche pas, bien sûr, les crimes ordinaires. Par exemple, le double meurtre d'Elric Bonanges, dont on retrouve le corps près de la voie ferrée, et de Paulienne, sa femme, assassinée chez elle. Est-il possible, sous le régime de Chopinet, de résoudre le mystère du tout-venant sans que les mystères, les troubles du régime et les phantasmes de ses hommes de main, ne traversent la réalité, ne la reconstruisent comme une scène de Grand-Guignol ? Un policier consciencieux y perd ses dernières illusions, un amoureux ses derniers espoirs, et un émigré portugais y perd la vie.

Jean-François Coignard a conçu, certes, une intrigue policière (1), et c'est elle qui, paradoxalement, donne au récit son aspect fictif. Mais l'arrière-plan politique qui baigne ce récit porte l'auteur au niveau du marxisme et rappelle aux imprudents qu'il faut autant se méfier des milices que des tortionnaires évangélistes.

BERNARD ALLIOT.

(1) Il vient d'obtenir le Grand Prix de Littérature policière.

## ÉCHOS ET NOUVELLES

### Colloques

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES FRANÇAISES tiendra son vingt-huitième congrès les 25 et 26 juillet 1976 au Collège de France. A l'ordre du jour de la journée du 25 : « Paysages bretons et paysages romantiques ». Le 26, sera débattu du « roman par lettres », et le 28 sera consacré à diverses communications internationales autour de l'écrivain Paul Claudel.

### Édition

« OBLIQUES » : NUMÉRO SPÉCIAL BORDS VIAN. — Au moment du colloque, qui doit se tenir du 23 juillet au 2 août à Corday, « Obliques » consacre à Boris Vian un dossier de 336 pages, enrichi de plus de 250 reproductions. Dirigé par Noël Ainaud et organisé comme un dictionnaire, ce volume propose une vingtaine d'études critiques, une bibliographie et une discographie de 22 pages grand format, des témoignages de Cocteau, Paulhan, Queneau, Labrousse, Billeloux, etc., de nombreux documents reproduits au fac-similé et surtout d'importants inédits attendus depuis longtemps par les fidèles de Vian. « Obliques », n° 5-6, « Bords Vian de A à Z ». Boîte postale n° 1 Les Filles, 54110 Nyon, 56 F. Jacques Baud publie d'autre part un « Bords Vian » dans la collection « Présence Littéraire » (Bordas).

A L'OCCASION DU XXXI CONGRÈS INTERNATIONAL DE PSYCHOLOGIE, qui se déroule actuellement à Paris, les Éditions sociales publient un choix de textes d'Henri Wallon, rassemblés et présentés par Hélène Gauthier-Alphandéry, et surtout « Le Développement du psychisme », du

professeur Alexis Léontiev, doyen de la faculté de psychologie de l'université de Moscou, qui a reçu le prix Lénine pour cet important ouvrage. A part quelques articles, aucun des travaux, monographies ou communications, d'Alexis Léontiev, n'avait encore été traduit en français. (346 p., 45 F.)

NOS COLLABORATEURS ONT PUBLIÉ (suite). — Notre collaborateur Nathalie Mont-Servan, en collaboration avec Madeleine Trounkoit, a publié en 1976, « La Culture russe », 216 p., 30 F., aux Éditions Klincksieck, et notre dessin, pour Konak a publié son second album aux Éditions Oubliées.

### Prix

LE PRIX ALPES-JURA, décerné chaque année par l'Association des écrivains de langue française, vient d'être attribué à Jean-Claude Fontanet pour « L'Extinction », Éditions de la Bibliothèque. Diffusion Payot-Paris, 49 F. Ce roman, paru cet hiver, avait déjà reçu un des prix de la fondation suisse Schiller.

### La mort de Carlo Sueres

L'écrivain et peintre Carlo Sueres, qui est mort à Paris le 16 juillet, avait publié en 1973 son premier roman, les « Ailes », paru chez Grasset. Ce livre, qu'il avait entrepris en 1938, retracait la vie quotidienne d'une grande famille bourgeoise, à l'époque de Voltaire. D'origine italienne, né à Alexandrie en 1892, Sueres avait passé son temps entre l'Égypte et la France, où il devint l'ami de René Daumal et de Joë Bouquie. Carlo Sueres se trouvait à la cour de la culture diversifiée. On lui doit de nombreux ouvrages sur les religions : la Kabbale des Kabbalistes, le mythe indo-européen, la Bible restituée. Mais, surtout, son retour au Kabbali qu'on appelle Jésus, et la traduction de textes de Kabbalah. Carlo Sueres, qui avait écrit le roman « Ailes », et qui s'était fixé à Paris lors de ses dernières années, laisse également une importante œuvre picturale.

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
NOUVEAU ÉDITEUR  
PARIS RIVE GAUCHE  
RECHERCHE D'URGENCE  
POUR  
CRÉATION ET LANCEMENT DE  
NOUVELLES  
COLLECTIONS  
MANUSCRITS MÉDITS DE ROMANS, PIÈCES, ESSAIS, THÉÂTRE, LES OUVRAGES RETENUS PERDENT L'OBJET D'UN LANCEMENT PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION. COUVERTURE D'ÉDITION FINES PAR CONTRAIT. NOTRE CONTRAT HABITUEL EST SÉRIÉ PAR L'ARTICLE 48 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.  
ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
319, QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS  
TEL. 325.85.44

## Pour MOI, VIVRE... rime à LIRE

(Léo LARGUIER, de l'Académie Goncourt)

Pour celui qui ne sait plus où les mettre...



**BIBLIOTHÈQUES STANDARD VITRÉES**  
7 HAUTEURS de 64 à 224 cm  
4 LARGEURS 64-78-94-126 cm  
2 PROFONDEURS :  
20 et 25 cm  
Prof. vitre : 16,5 et 21,5 cm.  
Hauteur vitre entre les rayons : 25 cm.

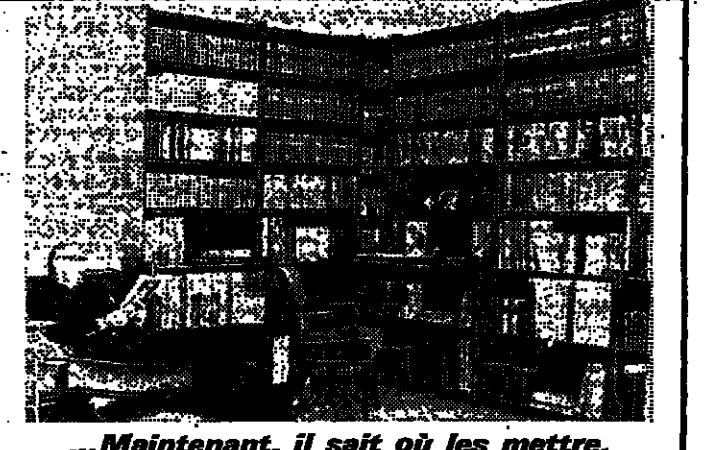
**BIBLIOTHÈQUES GRANDE PROFONDEUR**  
5 HAUTEURS de 83 à 222 cm  
4 LARGEURS 64-78-94-126 cm  
2 PROFONDEURS :  
30 et 38 cm  
Prof. vitre : 26,5 et 34,5 cm.  
Hauteur vitre entre les rayons : 30 cm.  
Séparation complète pour rayons de 10 cm. ou 15 cm. selon modèle choisi.

### DU MEUBLE INDIVIDUEL AU GRAND ENSEMBLE

**150 MODÈLES VITRÉS**  
JUXTAPOSABLES  
SUPERPOSABLES  
DÉMONTABLES  
ACCORDABLES  
Comment SUPERPOSER :  
Tous les modèles de mêmes largeurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans aucune fixation.  
Comment JUXTAPOSER :  
Tous les modèles de mêmes profondeurs, mais de hauteurs et largeurs différentes peuvent être juxtaposés sans aucune fixation.

**100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE**  
LIVRAISON RAPIDE  
FACILITÉ DE RETOUR

## INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME... ULTRA-RAPIDEMENT !



...Maintenant, il sait où les mettre.

## PRIX IMBATTABLES

**MEUBLES RUSTIQUES**  
en profil aluminium et stratifié

**MEUBLES CONTEMPORAINS**  
en profil aluminium et stratifié

**VISITEZ NOS EXPOSITIONS**  
Ouvertes tous les jours, même le Samedi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h.  
\* AMIENS : 2, rue des Chaudrains - BORDEAUX : 10, rue Buffard - CLERMONT-FR : 22, rue G. Schumacher - GRENOBLE : 51, rue Saint-Laurent - LILLE : 68, rue Esquermont - LYON : 1, rue de la République - MARSEILLE : 100, rue Paradis - MONTPELLIER : 6, rue Sévère - NICE : 4, rue de la République (Vieux Nice) - NANTES : 13, rue de la Zola (près du Musée) - STRASBOURG : 11, av. de l'Indépendance (Exposition) - TOULOUSE : 2 et 3, rue de la Barade - TOURS : 5, rue Henri Barbusse.  
\* Fermé le lundi matin \*\* Fermé le lundi

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**  
La plus moderne des maisons spécialisées  
"en Montparnasse" 61, r. Froidevaux  
75014 PARIS  
Magasin ouvert TOUTS LES JOURS MÊME  
LE SAMEDI de 9 à 19 h., sans interruption.  
N° 6116, Raspail, Ed.-Général, Art. 28.36.50.66

**BON POUR CATALOGUE**  
Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉES contenant tous détails, hauteurs, largeurs, profondeurs, bois, conception, prix, classement de devis, etc.  
M. \_\_\_\_\_  
D. \_\_\_\_\_  
ou par téléphone 633.73.33  
\* Répondre automatiquement 24 h. sur 24

# Des lieux, des œuvres

## MARSEILLE PAGNOL, MARCEL PROVENCE?

### Deux images pour une stèle

**P**ARIS, en somme, ce fut facile. Topaze ouvrit les rangs. Marius enleva la place. Déjà le quel Conti perçait sous Rive-Neuve. Des bords de la Seine — et non pas de l'Eure — la tétalologie galopante gagnait l'Europe, sautait les mers, découvrait Marseille à l'Amérique, débarquait son accent à Tokyo, et l'on vit même César — en scène et à l'écran — parler en japonais. Jamais Pythéas lui-même — ce raconteur marseillais d'histoires vraies — n'avait porté si loin le nom de sa ville. Marseille-Pagnol avait conquis la Terre.

C'est alors, prétend Audoubert, que « les Marseillais se mirent à parler avec leur fameux accent ».

#### ILS PARLENT DE LUI...

Dans la famille Averinon on est médecin à Marseille de père en fils, et de père en fils on est intime de Marcel. Si le premier fut son condisciple des petites classes du lycée, le second — Robert — est son exécuteur testamentaire. Il connaît son Pagnol de A à Z, de son premier manuscrit à ses recherches de mathématicien, de son goût des honneurs à celui de rustiques simplicités, de ses raideurs à sa goudaille, de ses ficelles à ses tendresses, de Simone à Jacqueline en passant par Katty, Orane, Yvonne ou Josette. Parmi d'autres, une légende l'agace : « Non, il n'était pas à la remorque des vedettes qu'il a rendues célèbres mondialement. Même Raimu ne lui a jamais imposé son jeu ni ses répliques. A la Société des Films Pagnol, rue Jean-Mermoz — n'y allez pas, il n'en reste plus rien — le patron, du texte à l'administration, du tournage à la distribution, c'était Marcel... »

Francis Chameand, secrétaire perpétuel de l'Académie de Marseille et directeur de Marseille-Revue, rappelle des aspects oubliés : « Il venait à Marseille uniquement pour tourner ses films, mais avant il avait été — avec Balard — à l'origine des Cahiers du Sud, comme du Rideau gris, avec Duceaux et Roussin — cet autre Marseillais en habit vert... qui va occuper bientôt le siège de Marcel Pagnol à l'Académie de Marseille... »

« Mius ». Marius Broquier, c'est autre chose. Sa vie s'appelle Pagnol. Mais, il fut le constructeur de tous les décors de ses films. « Des villages entiers. Aujourd'hui : à soixante-dix-sept ans, rivié à son atelier de La Treille, il rebâtit inlassablement le terme d'Angèle, la maison de Panturle, le puits de Manon des Sources, l'église d'Aubignanne qu'il éleva lada — en dur — pour Regain. Maquettes ? Non. Constructions véritables, mais dont les pierres ont la taille d'un demi-sourcil. (La Treille fut tirée d'une colline à cet effet.) Des mondes étranges ne cessent pas de revivre autour de lui. Et il conte, il raconte : « Ensemble, nous partions dans les collines à la recherche des sources. Savez-vous qu'il avait la passion de découvrir des sources ? » Il peute, « Mius », contre les citadins envahisseurs qui ont détruit pierre à pierre ses villages de cinéma. Qu'il est loin le temps où Joseph, l'oncle Jules et leur famille furent, avec leur « résidence secondaire » avant le nom, la toute première avant-garde des « envahisseurs » !

Quant au président des Amis de Pagnol, Victor Sorrentino, il est, à peu de chose près, le successeur de Bouzigues, le « piqueur » du canal, celui-là même qui remit à Joseph la « clé de la honte ». Il fait des conférences.

Le dernier carré tombait, le plus dur était fait : même en son pays « Marcel » était prophète, apparemment. Sans attendre qu'en Pagnol l'éternité le change, un lycée prenait le nom de l'enfant de Joseph. C'était ensemble la gloire du père et du fils, du maître d'école et du maître en habit vert. Hier encore, M. Gaston Defferre prolongeait en quel Marcel-Pagnol le goût de Rive-Neuve, où le Bar de la marine a gardé son enseigne — « Il a perdu son comptoir en zinc. A l'amarrage, le ferry-boat porte le nom de César devenu aussi réel que l'imaginaire conte de Monte-Cristo dont on visite au château d'Ill la très authentique cellule. Dans cette cité où vingt-cinq siècles d'histoire et de légende marient ensemble fiction et quotidien, c'est évidemment l'apothéose.

Que peut-il faire, le touriste, contre tant d'apparences ? Clé en main, Pagnol en poche — comme un Guide bleu, comme un bréviaire — il entre dans la bonne ville du roi Marcel, prêt à rire, complice, la tête pleine de parties de cartes et de colères césariennes. Attention, bon touriste public et bonhôte ! On le jouera César, on le jouera Panisse, mais tu risques fort, croyant saisir Marseille, de refermer ton poing sur une poignée d'eau. Car c'est vrai Marseille-Pagnol, mais il y faut deux lectures. Ou cent.

Ni Marignan ni l'autoroute — du Nord — ne sont la bonne préface. Il faut arriver par Saint-Charles. D'ici — malgré la Bonne-Mère au loin — la carte postale facile. Où sont-ils Vieux-Port et Canebière, noyés dans ces vagues de tulle ? Pas trace. Même pas l'ort, même pas allège... La métropole de la mer s'étire d'est en ouest « sur 25 kilomètres à vol d'oiseau », expansionniste, annexoniste, digérant à l'infini collines, villages, côtes. Un soupçon surgit : « Et si Marseille ne tenait pas plus dans Marina du Vieux-Port que Paris dans le Cotentin des Baugnolles ? »

Pour comble, voici qu'un chantier gigantesque engouffre sous nos yeux un fantôme : le « tram stoppé par la pétanque » a disparu dans les galeries d'un métro de métropole. Pagnol, où est-tu ?

Il faut plonger. Il faut tenter de lire. Rien ne l'aidera, touriste. Il n'y a pas ici d'itinéraire Pagnol ponctué de musées, de statues, comme tant de villes en ont tracé sur les pas de leurs chanteurs. Marseille phocéenne, Marseille romaine, Marseille tant de fois détruite et reconstruite n'a pas pris le goût ni le temps des monuments de pierre ou de papier. Car si les gloires pleuvent autour d'un Giono, d'un Bosc — provénçaux mais non point marseillais — il n'y a pas la moindre stèle (1) pour décrypter « Marcel ».

« Pas une ? »

« Bien, dit un grand libraire de la Canebière. Uniquement des livres d'anecdotes. »

Là, il faut s'arrêter.

« Le cas Pagnol, le cas Marseille », dit le libraire. Et voilà qu'éclatent ensemble les images du père et de la ville mère de Marius... Le couple craque ?

« Oui », clament des irréductibles qui ne rendent jamais les armes, même devant l'épée de l'académicien. « Marseille-Pagnol, c'est la plus grosse, la plus maladroite des pagnolades. Qu'il soit puni par où il a péché, ce « Marseillais » d'Aubagne qui vécut à Paris ! On ne lui trasse pas de couronnes de thèses, on ne le prend pas au sérieux ? A qui la faute ? Pour conquérir sa gloire de pacotille, il nous a fait sombrer, lui et nous, dans la même rigolade. Annoncez-nous Marseillais à Paris, à New-York, à Tokyo, vous ne verrez d'abord que des sourires en coin. Essayer, pour voir, de dire qu'Antoine Artaud, aussi, est marseillais... »

A la rescousse, les « Occitans » estoquent Robert Lafont, plume en fer de lance, fournisseur d'idéologie. « Au faite de la colline ridicule Panisse j'ai par parier provençal. » Pagnol vend du Marseillais emphatique, grotesque. « C'est le déshonneur dans l'exotisme, le colonialisme, le racisme. »

Extrémistes pour extrémistes, de grands bourgeois, à l'opposé, tonnent. Si l'os pléiste, si Marseille en a perdu l'initiale, c'est la faute à Pagnol. Vraiment ? « Oui, monsieur ! Allez faire prendre au sérieux des programmes de « Mar-

seillais » — sortiraient-ils d'H.S.C. ou de Polytechnique — quand le monde entier « sait », au temps du métro, que chez nous le tram s'arrête devant la partie de pétanque ? »

A quel des responsables répondent calmement : « Pas ? Conjoncture », tandis que d'autres accusent une bourgeoisie — « bien plus conservatrice et fermée qu'à Lyon » — de camoufler derrière la littérature sa propre démission : tournée vers le négoce depuis les Phocéens, « elle a plus peur de l'industrie que de la peste de sinistres mémoires. Et Pagnol a bon dos ».

Bref, à des étages « supérieurs », le barchon brûle. Mais dans la rue ? C'est là que vit Marseille, dehors. C'est là finalement — et non pas dans les thèses ou les diagrammes — qu'il faut chercher le vrai, tellement plus complexe, tellement plus subtil !

Où, à tous les coins de rues on vous jouera — pour peu que vous tendiez la perche — César ou l'achète, gaidjé ou « colère ». Avec, en prime, l'accent d'Audubert ! Mais qui est digne ? Où commencent le théâtre ? Il y a du Naples dans Marseille. On n'y déteste pas se mettre en scène. Ni se tourner soi-même en décision. On en a tant vu, depuis vingt-cinq siècles ! C'est vrai que Marcel a lancé le bouchon un peu loin, cet amoureux de Parisiens. « Mais, par là même, il est des nôtres. » C'est le spectateur qu'on joue. « Marcel

#### M. DEFFERRE : des drames de l'honneur

« Canchures, pagnolades ? » M. Defferre n'est pas du tout d'accord. Il le dit sans véhémence, souriant, tellement il est évident que malentendus, remous, critiques — parfois malveillantes, — sont l'indivisible lot d'une gloire aussi universelle.

L'invention comique, la verve de Pagnol, ne changent rien au fond. La Grèce tragique est présente dans la vieille culture marseillaise, provençale, et, à y regarder de plus près, Pagnol a toujours mis en scène des drames de l'honneur. Angèle, Fanny, Marius ou la parole donnée, l'illustrant d'évidence. Même dans le Château de ma mère, la minuscule aventure de Joseph surpris avec une « fausse » clé n'est-elle pas un drame où l'honneur d'un instituteur public ne peut s'accommoder de la plus infime tâche ?

« dit vrai... », mais entre les lignes. Et il faut savoir lire, entre soi.

Justesse, ou dérision ? Colère « ridicule », ou lourd flot d'une émotion qui se dissimule ? Extrême, ou comédie d'art, ou tragédie grecque, autour d'un vieux savoir qui connaît tous les dévouements, les impuissances, les fatidités, le futur ? Reste le plaisir, la magie — le rideau — des mots sonores, du Verbe. Par le vieux Lacydon, l'antique Méditerranée est entrée dans Marseille, depuis toujours.

Et la paresse, alors ? La fameuse paresse ? La même mer baigne, aussi, l'île corse, où la plus authentique histoire corse demeure celle de l'homme qui s'en allait piocher ses oliviers toute la nuit pour faire croire, le jour, que jamais de sa vie il n'avait travaillé.

Qu'il aille s'y reconnaître, celui qui n'est pas d'ici ! Mais la rue de Marseille — à l'inverse des salles parisiennes — a commencé, elle, par la deuxième lecture. Elle s'est reconnue. Ils se sont reconnus, ils se font des allus d'œil, elle et Marcel retour de Paris — sans que pour autant on acclame le héros dans ce pays, où l'Alcazar, comme le cirque romain, dévorait ses propres vedettes.

Mais il y a autre chose... Même La Treille est dans Marseille ! Qui l'ait cru de cette courtoisie sauvage, hantée par les « grozibous » des Souvenirs d'enfance ? Aujourd'hui encore, l'autobus 12 n'en finit plus de pérégriner sur des lieux de banlieues — comme jadis l'Inérolique tramway, où cahotaient Augustine, Joseph, « Crapaud », et petit Paul. Après quoi, il vous laisse en plan dans



★ Dessin d'ORLÉO

la campagne, et il faut marcher longtemps, comme eux, entre des prés normands et le Canal avant d'atteindre enfin ce village perché, où vous attend au sommet de la plus raide « carraire » une plaque marseillaise : « Onzième arrondissement ». (Un peu comme si Saint-Nom-La-Brétèche se disait « du Seizième » !). Il n'empêche : c'est écrit. Le trait d'union est là entre le Vieux-Port et la colline agreste, entre la Trilogie et les trois Souvenirs. Sur le territoire même de Marseille — même si Allauch empiète — c'est la grande réconciliation. Ici plus de polémique. Devant les Souvenirs tout le monde s'incline : « Merci, monsieur Pagnol ! Ça c'est du classique. » On oublie les empoignades sur les pagnolades, sur le cinéaste contesté (2), l'homme d'affaires un peu dur, le maître un peu riche — et un peu « glorieux » — sous ses bonhomies. Voici les « bartavelles » et les cuis-blancs, les « agasses » et les « aludes », les arbroutiers, les oliviers, le thym, la colline au soleil, les parfums qui montent, « presque viciés », et ces rochers nus ou « Crapaud » voulait se faire « Harmitte » pour échapper à la prison-lycée dans un Marseille redoutable. Plus de rancœurs, plus de querelles chauvaines. A Marseille-La Treille, où Marcel a sa tombe, on fait place à Allauch, on invite même Aubagne... On écoute ensemble la petite musique où se reconnaît cette fois toute la Provence : « Je suis né dans la ville d'Aubagne, sous le Garlabon couronné de chères au temps des derniers cheveriers... Et l'on entend Virgile — qu'il a si bien traduit, ce leste de nos lettrés.

Quant on dit partout le divorce de la Provence terrienne et de Marseille cosmopolite, voilà que le seul chanteur provençal de la ville — ayné à la fin à tous ces Provençaux indéfectiblement agrestes, virgiliens : Mistral du Rhône et de Crau, Alcazar des Maures, Arènes des Figues, Olono des collines et des plateaux, Bosco de Camargue et du Lubéron... et même Daudet du moulin, ce parisien coupable de tartarinades comme Marcel le fut de pagnolades — et de vivre à Paris si longtemps, et d'y mourir.

Chez le libraire de la Canebière ce sont les Souvenirs qui se vendent le plus. « Et de loin ! »

Marseille-Pagnol, Marcel-Provence ?

Deux images pour une stèle ? D'autres maintenant que, non pas double mais multiple — secret travailleur acharné — le souriant Pagnol ne s'est jamais livré. Pas plus que Marseille.

JEAN RAMBAUD.

(1) En préparation : un mémoire de troisième cycle par un étudiant de la faculté d'ALZ, à l'instigation du professeur Pierre Guiral.

(2) La critique lui reproche souvent « une mise en scène rudimentaire et une réalisation indigente », tandis que Jean Renoir assurait : « Je tiens Marcel Pagnol pour le plus grand auteur cinématographique d'aujourd'hui. » (Raymond Castans « Pagnol, un raconté »).

Lisez

# "TOUT NU"

en vacances

**"un nouvel humoriste est né"**

PIERRE DANINOS

un livre formidable qui nous a beaucoup fait rire

JACQUES MARTIN

AM

Le quotidien de France-Inter est en chole

# Jacques Perry

# Le ravenala

# L'Arbre du Voyageur

"Rien qui pèse ou qui pose dans ce roman frais et limpide qui est à la fois une autobiographie mythique, une célébration des eaux et forêts et une sorte de fable sur le bonheur". Marion Renard/Le Monde.

"Une rêverie fraîche et poétique". Mathieu Galey/L'Express.

"Un livre de Perry est toujours un morceau de bonheur, où le bonheur d'écrire est au service d'une célébration ininterrompue". Gilles Costaz/Le Magazine Littéraire.

**PRIX DU LIVRE INTER**





# ARTS ET SPECTACLES

## théâtres

**Les salles subventionnées**  
Opéra, 19 h. 30 : Les Noces de Debussy.

### Les autres salles

Coupe-Chou, 20 h. 45 : Je n'imagine pas ma vie demain.  
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Ne riez pas d'une femme qui tombe.  
Bichette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve, la Lagon.  
La Bruyère, 21 h. : Mangeront-ils ?  
Palais des congrès, 21 h. : Fin de partie.  
Terrace, 21 h. : Pinok et Mathéo.  
Théâtre d'été, 20 h. 30 : D'homme à homme.  
Théâtre de la Mairie, 21 h. : Histoire d'amour.  
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : La Double Inconnue.  
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Hommes et Océans.  
Théâtre de la Ville, 21 h. : Histoire d'amour.

### Festival du Louvre

Cour Carrée, 21 h. : Clés de la Ville, par le Ballet de Leningrad.

### La Fête 76

(Voir Théâtre d'Orsay.)  
Podium du Jardin des Tuilleries, 21 h. 30 : Ballet-Théâtre Joseph Ruysseler (Requiem de Fauré).

### Les cafés-théâtres

Am Bœuf, 20 h. 45 : N. Mosa ;  
21 h. 30 : Obaldia-Tardieu ;  
An Vrai Châ, 20 h. 15 :  
Fendant les travaux, la fête continue.  
Blanc-Manteaux, 20 h. 45 : Les Jeunes ; 22 h. : Renaud et Alain Brice.  
Café d'été, 21 h. : Deux Sautes et deux de tout coup ; 22 h. 30 : La Chaine, le Triangle.  
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 30 : Ruisseau.  
Coupe-Chou, 20 h. 45 : Je n'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 45 : Pourquoi pas moi ?  
Cour des Miracles, 20 h. 45 : P. et M. Jolivet ; 21 h. : Zézanie, l'Intrigue.  
Le Faubourg, 20 h. 30 : L'Orchestre ; 22 h. : L'Impromptu à Paris ;  
Voyage vers les ombres vertes.  
Fest Casino, 21 h. 30 : En échange, tu descendras la poubelle ; 22 h. 30 : Jean-Claude Montella.  
Le Splendid, 21 h. 30 : Le Pot de terre contre le pot de vin.  
Théâtre de la Vierge, 20 h. 15 :  
Patrice Poit et Philippe Vol.  
La Vierge-Fichard, 21 h. : La Revanche de Louis XI.

### Festival estival

Bateau-Mouches, 18 h. 30 : Quintette de cuivres Guy Tourron.  
Musée de Cluny, 18 h. 30 : Kéner Violon Concerto (musique baroque).  
Régis Saint-Germain, 20 h. 30 : Quintette de cuivres Guy Tourron, avec W. Karlos, organ.

### Les concerts

(Voir Festival estival.)  
Eglise de la Madeleine, 20 h. 30 : O. Pierre, orgue (Oscar Franck).  
Sainte-Chapelle, 21 h. : New Chamber Orchestra, dir. D. Samuël, avec M. Souverain, ténor (Bach, Chopin, Tchaïkovski, Haendel, Mozart).

REN VOYER-REMY  
BANTON MIRAMIS LIBERTÉ  
3 SEGRETAN GRAND PAVOIS

PARRY II ARIEL RUEIL  
VELLY 2 ARIEL RUEIL  
HOLLYWOOD ENGLISH  
PARINOR ALINAY  
DAME BLANCHE CARRÉS LES CONNÉS

**Pour une poignée de dollars**

OLINT EASTWOOD  
GIAN MARIA VOLONTE  
MUSIQUE DE ENNIO MORRICONE  
un film de SERGIO LEONE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeu 22 juillet

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Nous ne vieillirons pas ensemble, de M. F. 11 et 12 ;  
19 h. 30 : La Vierge, de P. Follini ;  
20 h. 30 : La Strada, de P. Follini ;  
22 h. 30 : La Strada, de P. Follini ;  
0 h. 30 : La Strada, de P. Follini ;  
de J. Cocteau.

### Les exclusivités

ANDREA (Fr.) (\*) : Quintette, 5 (33-35-40), Mercury, 5 (23-75-90), Gaumont-Opéra, 5 (23-75-90), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Marignan, 8 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40).  
L'APPRENTISSAGE DE DUDU (Fr.) : Marignan, 8 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40).  
L'ARGENT DE POCHÉ (Fr.) : Studio Cujas, 5 (33-35-40).  
AU FIL DU TEMPS (A.), v.o. : Le Marais, 8 (33-35-40).  
CADAVERES EXQUIS (It.), v.o. : Studio Alpha, 5 (33-35-40), Publicis-Magasin, 10 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
CANTONNÉS SOUS COUVERTURE (Fr.) : Quintette, 5 (33-35-40).  
COMMENT YU-KONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5 (33-35-40).  
CRIA CUEVOS (Esp.), v.o. : Haute-Saône, 5 (33-35-40), Monte-Carlo, 8 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
CROC-BLANC (It.), v.o. : Muret, 15 (33-35-40).

### LES FILMS NOUVEAUX

WHITE ZOMBIE, film américain de V. Halperin, v.o. : Elysées-Pont-Neuf, 15 (33-35-40), Olympia, 14 (33-35-40).  
OBSEDE MALGRÉ LUI, film italien de L. Fulci, v.o. : Publicis-Magasin, 10 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
SEX O'CLOCK U.S.A., film français de P. Reichenbach, v.o. : Omnia, 2 (33-35-40), Studio de la Concorde, 5 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
L'ESPOIR D'AMOUR, film américain de D. Friedland, v.o. : Paramount-Sud, 14 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA CLEPSYDRE (Pol.), v.o. : Le Marais, 8 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
INDIA SONG (Fr.), v.o. : Le Marais, 8 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
FIVE EASY PIECES (A.), v.o. : St-André-des-Arts, 5 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (A.), v.o. : Paramount-Sud, 14 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).

LE DIABLE AU COEUR (Fr.) (\*) : Le Marais, 8 (33-35-40).  
L'EDUCATION AMOUREUSE DE VALENTIN (Fr.) : Les Nations, 12 (33-35-40).  
LES ENFANTS DE CIBOU (Fr.) : Muret, 15 (33-35-40).  
EN 2005, IL CONTENDRA DE BIEN FAIRE L'AMOUR (It.) (\*) : v.o. : Quintette, 5 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
FOLIES BOURGEOISES (Fr.) (\*) : UGC-Opéra, 5 (33-35-40).  
GOMME FAIRBANKS (Fr.) : FILM-St-Jacques, 14 (33-35-40).  
FOLIES BOURGEOISES (Fr.) (\*) : UGC-Opéra, 5 (33-35-40).  
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (A.), v.o. : Paramount-Sud, 14 (33-35-40), Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).  
LA LOI DE LA HAINE (A.), v.o. : Les Nations, 12 (33-35-40), Gaumont-Sud, 14 (33-35-40), Clichy-Patbé, 15 (33-35-40).

## Avignon

### « Orphée 2000 »

Orphée est un enfant aux yeux malins, au sourire plein de caresses. Il a seize ans, il aime. Il aime une ombre, une forme imprécise et gracieuse, enroulée dans un cercle de lumière, qui s'élève le long des murs, glisse sur le sol, s'étire, l'attire, disparaît. Il part à sa recherche, porté par une unique ample et sensuelle comme ses désirs, pur comme ses rêves. Sous l'ogive de la chapelle ancienne du Chêne noir à laquelle

de son voyage, le jeune Orphée arrive dans un enfer où hommes et femmes ont vieilli séparés, sans plus se regarder. Il les délivre de leurs chaînes, les réunit quand l'amour n'est plus aveugle. Il ne dépend plus de la jeunesse, de la beauté, de la richesse.

Gérard Gelas, qui mène depuis dix ans le Chêne noir, se veut, s'affirme, naît. Il dit : « Le Chêne noir, c'est un organisme qui est gangréné de difficultés très

retourne à l'arrière-plan pour raconter en chansons ses aventures, avec des paroles répétitives, précises, qui dansent dans la musique avec la voix en même temps exotique et proche, tendre et rude de Nicole Aublat, la récitante.

Il y a cette voix si grave, si présente, et la musique qui emmène dans son voyage et la beauté radieuse des images théâtrales, il y a « un phénomène Chêne noir » que tous ces éléments ne suffisent pas à expliquer : le public accourt, se presse, comme en Italie, chez Dario Fo, en France, au Théâtre du Soleil ou au Magic Circus. Des très jeunes, mais aussi des gens de tous âges qui aiment, adhèrent, s'investissent à quelque chose dont ils ressentent l'authenticité.

Bien entendu, Orphée 2000 n'est pas un spectacle « parfait » (personne ne l'est) Si la troupe atteint une vraie qualité musicale, la mise en scène a des modestes inévitables. Si les comédiens comme Daniel Dublet, Pierre Surtel, Monik Lamy qui appartiennent au Chêne noir depuis longtemps passent d'un registre à l'autre avec une élégance aisée, c'est certain, la gaucherie n'est pas toujours volontaire. Mais tout est totalement confiant au public. Sur l'instant, c'est la cohérence du travail que l'on repère, et les décalages sont gommés.

Le Chêne noir se présente tel qu'un lui-même, au mieux de lui-même sans fards ni arrière-pensées racocheuses, pareil à un enfant qui passerait des jours à dessiner pour son plaisir, sans aucune censure et pour offrir un cadeau. Un cadeau forcément très beau, même si les couleurs débordent un peu parce qu'elles débordent de richesse, de générosité et de liberté.

COLETTE GODARD.

\* Chêne Noir, 22 heures.

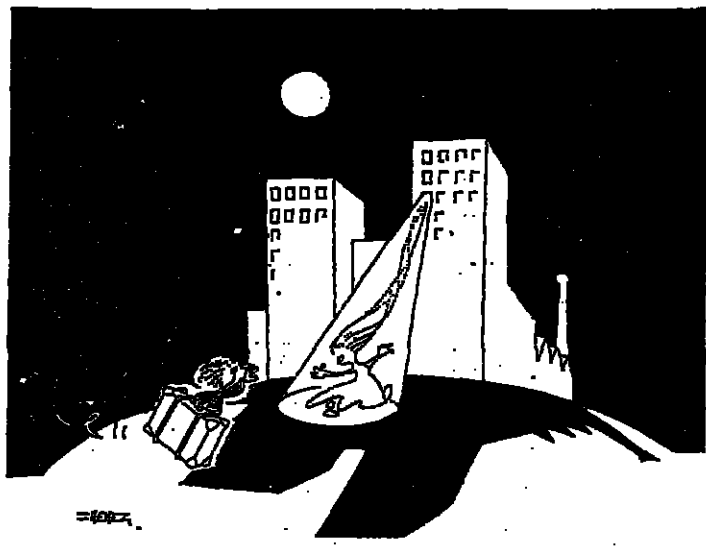
### UNE CERTAINE FLORA TRISTAN

Abondance, dispersion, désordre, foule, tumulte, angoisse : l'engrenage-Avignon. Mais c'est tel, tout de même, qu'il faut venir pour recevoir cette année, un peu par hasard, sur la seule sollicitation d'un nom — « Flora Tristan, ah ! oui, l'autre George Sand », — un discours féministe qui ne soit pas (une fois n'est pas coutume) avec d'impensance et d'infirmité.

Pas le féminisme distributif ou épidermique des femmes gâtées. Mais un combat à la vie à la mort situé historiquement et dialectiquement. Sur scène, un homme (Luc Faugère) et une femme (Mirena Machard) : Flora Tristan, aristocrate déclassée, militante pour l'établissement du divorce et pour l'union de la classe ouvrière entre 1830 et 1845, affronte l'homme — mari, juge, témoin, censeur, — à lui seul tous les hommes, tous les partisans, toutes les voix contraires, détractées ou cédées.

Dialogue sans merci entre celle qui détiend le savoir et celui qui, pour avoir trop cru en son pouvoir, se retourne vainement. Dialogue parcouru d'échos : Marx, Brecht ; autre face-à-face que se débâtit. L'essentiel entre deux auteurs sur quelques planches. Et l'envie de lire Flora Tristan. — A.R.

\* Salle Jean-Thomson (ancien petit théâtre), jusqu'au 21 août, 21 heures.



(Dessin de CHENEZ.)

les éclairages donnent des apparences aériennes, les musiciens, avec leurs instruments d'aujourd'hui, fabriquent des paysages féeriques. Orphée devrait s'appeler Orphée, le vagabond éternel sur une terre prosaïque, traverse les plages d'un monde où anges et diables se battent pour lui. Il dérive vers des illusions d'optique, de riche mariage, de gloire facile, entraîné par un tentateur noir au visage de olive (Daniel Dublet), protégé par un clown, un poète virevoltant, les vagues de la légende (Pierre Surtel) entrent dans la mythologie d'un adolescent de notre temps. Au terme

précises, nous le savons, mais nous voulons parler des battlements fous du cœur et de l'énergie qu'ils nous donnent et qui ne devraient pas nous quitter. Il raconte donc la vie comme pourrait la voir un garçon de seize ans, ce jeune Thierry Bergeot, qui, jure Orphée, et d'où l'innocence n'est pas jouée. Elle s'écoule dans ses gestes, ses rires, ses yeux ronds. Elle donne son inattaquable vérité à cette histoire très simple et très travaillée. Les comédiens-musiciens entourent Orphée, le soutiennent, se déguisent, pour donner corps à ses rêves et à ses cauchemars.

## Musique

### L'Opéra en période probatoire

L'Opéra est sauvé, mais il entre dans une période probatoire avec un accord social qui garantira son bon fonctionnement. L'accord est appliqué et un accord financier dont le respect sera déterminant pour la crédibilité des budgets des années suivantes ; telle est la conclusion donnée, devant le conseil d'administration de l'Opéra, par M. Jean Salusse, à la réunion du conseil d'administration de la R.T.N., qui enregistrera la fin de la crise de ces derniers mois.

Une nouvelle lettre de premier ministre confirme en effet que l'aide publique à l'Opéra pour 1976 sera de 105 millions (dont 10 millions de la subvention « prévisible » de la Ville de Paris), auxquels s'ajoutent 3700 000 F pour la tournée de septembre aux Etats-Unis. Le conseil d'administration et M. Liebermann, administrateur de l'Opéra, ont donc pu donner leur accord au budget 1976 qui débute de ce côté d'ici quelques jours. Les prévisions de mars dernier, et dont le non-dépassement sera la condition pour que le conseil d'administration de l'Opéra ne soit pas obligé de demander au gouvernement d'arrêter sa position définitive.

Un certain nombre de problèmes seront examinés d'ici là par le conseil d'administration : celui de la politique chorégraphique, en fonction des promesses faites par M. Salusse (et confirmées par une déclaration de M. Chirac au Figaro) concernant notamment son autonomie interne et la réforme de son système de direction ; celui de la société commerciale (avec intéressement du personnel) chargée d'exploiter les entreprises de l'Opéra ; celui surtout des conditions de fonctionnement administratif et financier qui doivent assurer une meilleure gestion de l'établissement.

Il est prévu aussi un examen de la situation et de l'avenir de l'Opéra-Studio, dont le budget pour 1976 reste fixé à 300 000 F, et dont le déménagement à Lyon, prévu à l'origine pour septembre prochain, n'interdira pas en tout état de cause avant l'automne 1977.

On notera par ailleurs la nomination au conseil d'administration, à titre individuel, de M. Marcel Landowski.

Ainsi l'Opéra semble devoir voguer pour quelques mois dans des eaux plus calmes, pour peu que la réorganisation du ballet s'effectue dans des conditions satisfaisantes.

J. L.

### ROCK, JAZZ ET REGGAE AU CASTELLET

Organisé avec la participation de Michael Lang, qui fut le concepteur et le promoteur de Woodstock en août 1969, le Festival d'été de Castellet, qui se déroulera du 24 au 28 juillet prochain sur le circuit automobile Paul-Ricard, au Castellet (Var), présentera une affiche de jour en jour plus brillante puisque Joe Cocker, Rickie Lee, Jimmy Cliff, Miles Davis s'ajoutent maintenant à Roberta Flack, Mc Laughlin, Larry Coryell, Taj Mahal, Magma, Jean-Luc Fonky, Gil Scott Heron, Joe Beck, Stanley Clarke, Eddie Palmieri, Mac Coy, Tiner, Hugues Masakela, Arto Oskanian, Al Jarreau, Lenny White. Outre les groupes et musiciens cités, plusieurs troupes théâtrales venant des festivals d'Avignon et d'Als seront accueillies au Castellet.

Les organisateurs affirment avoir prévu l'approvisionnement en vivres et boissons pour deux cent mille personnes.

CLAUDE BOURILLOT présente

**SUPER EXPRESS 109**

du suspense à 250 Km à l'heure!

Pour les 1980 Super Express, à partir de 1980 Super Express, au départ de Tokyo tout semblait normal, et pourtant...

هنا من الأصل



RADIO-TÉLÉVISION

LES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

La non-inscription des mesures en faveur de la création dans les cahiers des charges limite leur portée

Étrange dispositif que celui proposé par le conseil des ministres. D'une part, il détermine les conditions dans lesquelles les œuvres originales et des nouveaux talents pourront accéder aux antennes de la télévision française, fixant même des chiffres et des quotas (voir notre encadré). D'autre part, il laisse aux conseils d'administration des sociétés de programme la responsabilité de formuler, dans chaque chaîne, ces impératifs en termes de programmation. En échange, une augmentation de la redevance doit servir d'incitation.

Le refus d'inscrire les nouvelles règles

M. Julian : enfin !

Le refus bien, à condition qu'on nous en donne les moyens. M. Marcel Julian, président d'Antenne 2, a confié la responsabilité de faire connaître sa pensée à son service de presse ; elle tient en un mot : « Enfin ! »

Pour le réalisateur Paul Seban, « il est clair que le gouvernement constate l'échec de la réforme ; c'est une critique de la politique suivie par les chaînes, qui, abandonnant la notion de service public, ont travaillé en fonction de ce qui leur coûtait le moins cher ». M. Paul Seban, de même que le réalisateur Michel Mitran, s'indigne que « l'on demande de prévoir des créneaux pour la création alors qu'elle devrait être présente partout, chaque jour. On va la quantifier, alors qu'elle ne se quantifie pas ; décider d'en faire, alors que cela ne se décide pas. Ce qui faisait la richesse de l'O.R.T.F. », « était qu'il était en ébullition permanente et c'est seulement ainsi que peut surgir la création ». Et les deux réalisateurs rappellent que les quotas minimaux indiqués représentent la proportion d'œuvres originales diffusées il y a une dizaine d'années à la télévision.

Michel Mitran déplore que l'on institue des parenthèses dans un contexte contradictoire et craint un « détournement » du sens du mot création si la télévision continue d'être soumise au système de la concurrence. « S'il faut des canaux, précise-t-il, encore faut-il que les murs soient imperméables à la perversion du système. »

C'est également « le système » que M. Arthur Conte, l'ancien P-D.G. de

l'O.R.T.F., dénonce et rend « responsable de l'appauvrissement des émissions ». « Et l'on ne redressera pas la situation en émettant des vœux platoniques aussi inutiles que des vœux de conseil général », conclut-il, comme le fait l'association d'usagers Télé-Liberté : « La télévision n'a pas besoin de la compassion présidentielle. Elle a besoin que cesse l'emprise gouvernementale qui l'asphyxie. »

M. Chirac est satisfait

A l'occasion d'une interview accordée à l'A.F.P. et aux sociétés de télévision TF1 et Antenne 2, M. Jacques Chirac semblait satisfait du fonctionnement des nouvelles structures de la télévision, et il a déclaré : « Je ne crois pas que les nouvelles structures mises en place à la fin de 1974 aient entraîné, comme l'ont prétendu certains, une dégradation de la qualité des émissions. Cela dit, il est exact que l'on a constaté depuis quelques années une certaine réduction du nombre de créations originales, notamment dans le domaine des dramatiques ou des documentaires. Cette évolution n'était pas saine, car il est essentiel pour la France de préserver un potentiel spécifique de création, en particulier celui qui se trouve réuni à la S.F.P. (...) Je crois, en effet, que la création est une des composantes importantes d'une télévision de qualité, mais elle n'est pas la seule. Dans mon esprit, au-delà des qualités propres à telle ou telle émission, c'est la programmation générale d'une chaîne qui me paraît devoir répondre aux impératifs de qualité. »

TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 22 JUILLET**  
— M. Robert Galley, ministre de l'Équipement, répond aux questions de Pierre Lescure sur Europe 1, vers 18 h. 15.  
— Le Mouvement des radicaux de gauche dispose d'un quart d'heure sur TF1, à 19 h. 45.

**VENDREDI 23 JUILLET**  
— M. Pierre Elliot Trudeau, premier ministre du Canada, est l'invité de France-Inter au cours du Journal de 13 heures.  
— M.M. Hubert Bonaldi, sous-directeur de la prison de la Santé, et Serge Givron, ancien détenu, débattent au sujet des prisons sur Radio-Monte-Carlo, à 13 heures.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

**LE FIGARO** : l'intervention de la plus haute autorité de l'Etat.

« Au point de dégradation où s'est enfoncée la télévision, il faut donc l'intervention de la plus haute autorité de l'Etat pour nous rappeler que l'essentiel demeure le programme. (...) L'annonce, par exemple, d'un renouveau de la télévision française... Nul n'aurait plus l'espérer. »

**L'AUREOLE** : sortir de l'impasse.  
« (...) Le gouvernement, aujourd'hui, tente de sortir d'une impasse où l'a conduit une réforme trop hâtive. Mais suffira-t-il des quelques mesures qui ont été « supposées » aux directeurs de chaînes et aux conseils d'administration qui les assistent ? On peut, hélas ! en douter. »

(GILBERT GUILLEMINAULT).

**LE QUOTIDIEN DE PARIS** : des programmes commerciaux.  
« Bien que formant un ensemble précis et complet, les mesures annoncées par M. Chirac pour aider la création et susciter de nombreux talents à la télévision ne modifieront que superficiellement des programmes devenus commerciaux. »

**L'HUMANITE** : que de reportages jamais effectués.  
« (...) La télévision de l'avenir s'appellera liberté. C'est en ouvrant portes et fenêtres au vent du large, en laissant professionnels et créateurs organiser leur travail, en veillant à la confrontation que radio et télévision joueront le rôle national qui leur incombe. (...) Et puisqu'on parle de création, que de reportages jamais effectués, que de rediffusions restreintes, que d'enquêtes restées des rêves. »

(LAURENT SALIN).

320 HEURES DE FICTION EN 1977

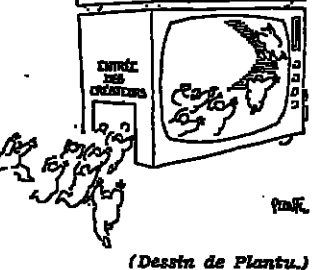
Voici les mesures préconisées :

● **LA CRÉATION** : pour les émissions de fiction, 130 heures par an sur TF1 et TF2, soit un total de 260 heures (contre 191 en 1975), soit aussi deux soirées par semaine sur TF1 et TF2 consacrées à la fiction, 60 heures par an sur TF3 sont prévues au lieu de 40. Pour les documentaires de création, un quota de 150 heures par chaîne et par an sur TF1 et TF2 : 60 heures par an minimum pour TF3.

● **LES TALENTS « NOUVEAUX »** : les sociétés devront également délibérer sur la place à accorder aux talents « nouveaux » : 10 % de la production fictionnelle et 10 % de la production documentaire peuvent être envisagés. Les « jeunes talents » reçoivent ceux qui n'ont pas réalisé plus de trois œuvres au cinéma ou à la télévision.

● **LE CODE DONTOLOGIQUE** : présenté d'ici à trois mois par chaque société de programme — faite de quoi le gouvernement fixerait lui-même à travers les cahiers des charges. Il est destiné à éviter les « cumuls de fonction » et les « monopoles ». Un nombre trop important d'émissions étant concentrées dans les mains d'un même producteur.

L'attribution des projets concernant la création sera financée par une somme prélevée sur la redevance, avant sa répartition dans les différentes sociétés, dans les prévisions du budget de 1977. A cette occasion, M. André Boissier a rappelé l'augmentation de la redevance (« le Monde » du 9 juillet) : 7 francs pour le noir et blanc (162 francs), 8 francs pour la couleur (242 francs). Il a également annoncé que des mesures seraient adoptées pour la radio et communiquées dans le courant du mois de septembre.



ÉDITION

**JEAN-EDERN HALLIER**  
REPREND  
« LA JOIE DE LIRE »

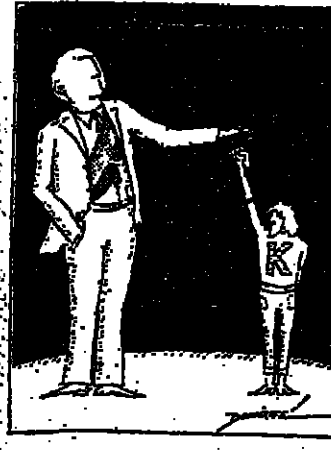
La librairie La Joie de Lire, ouverte en 1959, 19, rue Saint-Séverin, à Paris, par l'éditeur François Maspero, et qui avait dû, après diverses vicissitudes, être mise en liquidation le 12 janvier dernier, par le tribunal de commerce de Paris, vient de faire l'objet d'une transaction devant cette même instance, le 21 juillet 1976.

Ce sont les Editions Jean-Edern Hallier qui en assurent désormais la gestion. Elles ont acquis, en même temps qu'une partie des locaux, le droit de se définir comme le successeur moral de La Joie de Lire, dont elles exploiteront la raison sociale et les stocks.

L'éditeur-éditeur entend faire de la célèbre librairie qui fut le lieu de rencontre privilégié de la jeunesse intellectuelle et contestataire, depuis sa création, une sorte de FNAC petite format, pratiquant le discount et privilégiant les ouvrages de qualité.

**Le Monde** réalise chaque semaine  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
Réservée aux lecteurs résidant à l'étranger  
Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Italiens, 75271 PARIS cedex 09

Culture



Onze millions de plus pour les structures d'animation

● S'agit-il d'un revirement ? Au moment où, faute de crédits pour 1976 (leur subvention ayant progressé nettement moins que le coût de la vie), certaines maisons de la culture annoncent qu'elles vont mettre leurs activités en sommeil jusqu'à la fin de l'année, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a affirmé dans une lettre à M. Alain Poirer, président du Sénat, mais surtout président de l'Association des maires de France — et celle-ci s'était inquiétée des nouvelles restrictions préconisées pour 1977 — que dans le prochain exercice budgétaire, sous réserve d'approbation du Parlement : « Les crédits destinés aux Maisons de la culture, centres d'action culturelle et équipements culturels qui vont en 1976 de 33 740 000 francs seront portés à 50 550 000 francs, soit une augmentation supérieure à 50 % ».

● Pour les services du secrétariat d'Etat, cet effort budgétaire est destiné à « actualiser les subventions des établissements déjà pourvus de leurs équipements, à assurer selon le calendrier prévu le développement des établissements qui en sont encore au stade de la préfiguration ; de faire face aux besoins particuliers résultant de la mise en service de nouveaux bâtiments ».

On reconnaît, rue de Valenciennes, dans certains cas l'Etat n'a pas versé cette année la part de subventions qui lui revient en ce qui concerne l'action culturelle, mais on attribue également à la crise de certains établissements en 1976 à des « erreurs de gestion », qu'on entend éviter à l'avenir par des « contrôles systématiques ».

● A quel attribuer ce changement d'attitude du secrétariat d'Etat à la culture ? Par sa lettre à M. Poirer, M. Guy précise qu'il n'y a pas eu de rupture dans la politique de l'Etat qui repose toujours, dans ce domaine, sur les Maisons de la culture, mais aussi des centres plus légers, et enfin, c'est une nouveauté, sur les associations : cela va d'Aide à toute décade « au Centre de culture populaire de Saint-Nazaire », et du « Foyer d'animation culturelle du Touquet » au « CIECA » installé à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. La rue de Valenciennes subventionne quarante-cinq.

● Intervenant quelques jours après l'annonce de restrictions pour le théâtre, cette décision favorable aux relais d'animation ne saurait masquer l'insuffisance globale d'un budget où chaque année des choix aux conséquences graves doivent être effectués. Mais de nombreux animateurs se réjouissent de la coïncidence entre cette décision et l'échéance prochaine des élections municipales. — M. E.

D'une chaîne à l'autre

LA RETRANSMISSION DES JEUX OLYMPIQUES

JEUDI 22 JUILLET

TF 1  
17 h. à 19 h. — Résumé des compétitions de mercredi.  
22 h. 30 à 23 h. — BASKET-BALL, HOCKEY SUR GLACE : éliminatoires.  
23 h. à 24 h. — AVIRON.  
0 h. à 1 h. 15. — VOLLEY-BALL, FOOTBALL : éliminatoires.  
0 h. 15 à 0 h. 35. — BOXE : éliminatoires.  
0 h. 35 à 0 h. 50. — CYCLISME : finale de la poursuite individuelle.  
0 h. 50 à 1 h. — PENTATHLON MODERNE : courses à pied.  
1 h. à 2 h. — NATATION : finales du 400 m. H., du 100 m. papillon D., du 200 m. D. et du 4x100 m. quatre nages H.

VENDREDI 23 JUILLET

TF 1  
17 h. à 19 h. — Résumé des compétitions de jeudi.  
A 2  
18 h. à 19 h. 30. — AVIRON : demi-finales H. en quatre avec barreur, quatre sans barreur, deux et deux avec barreur.  
19 h. à 20 h. — « Le fait du jour ».  
21 h. à 22 h. 45. — ATLETISME : séries du 800 m. H., finale de la longueur D., séries du 100 m. H., séries du 800 m. D. départ du 20 km. marche et début des séries du 10 000 m.  
23 h. à 0 h. — CYCLISME : poursuite par équipes (qualifications et quarts de finale) et vitesse (demi-finales).

VII

Haute école

On regrette de ne pas avoir un crayon sous la main en suivant mercredi, sur TF1, le drame sportif d'une nouvelle de Paul Morand par François Lebartier, une histoire d'amour entre un officier et une lument, l'officier, c'est Dutilleul, la lument, c'est Milady. Cela se passe à Saumur, au Cadre noir. Et c'est assez hallucinant. C'est la découverte de deux mondes clos et concentriques : une académie équestre et l'esprit cavalier.

Avec leurs arrières, leurs manières, leurs ambitions, leurs gloires et leurs privilèges. Avec leur vocabulaire aussi. On aurait aimé noter les mots, les expressions, les termes de métier qui font plus ici que désigner les choses, ils déterminent les êtres. Cette curieuse excursion au cœur d'une tradition, au cœur d'une passion, ne nous dit-elle pas grand-chose sur le départ, avouons-le. Cela paraissait trop à part, trop décalé, pour mériter le voyage. On a eu du mal à embarquer, à décoller, à l'air, encombré qu'on était par nos propres critères, nos propres préjugés.

Et puis, d'entendre Pascale de Boysson, la femme divorcée de ce commandant à la retraite anticipée, alger, raid... Il méritait de passer écuier en chef, et, au lieu de faire des « courbettes dans les carroussels, il en avait fait dans les salons, il se serait aujourd'hui. De lui voir partager nos réactions, ajouter à nos sarcasmes, cela nous a soulagés.

A quel sert de forcer un cheval à piquer au galop, à marquer de côté, à enseigner les cabrioles et les croupades ? A rien, justement. A trouver un certain équilibre exigeant et futile. A s'inscrire, à s'enfermer avec sa monture dans un cercle rituel, hiératique, déterminé à présent, défini à contrario par ce qui le distingue de l'autre, du cercle magique. En se confrontant avec le cirque, l'école, la haute école, s'entendait. La poussière disparaît sous la selle.

Au Chardonnet, l'épéron, les gants, la cravache et le bicoque font l'homme. Et notre homme vit pour son cheval. Il en meurt aussi. Obligé de s'en séparer, il le retrouve. Il se lève. Avec lui, avec elle, cette lument qui l'aime et qu'il comprend. A chevaucher ainsi à la limite extrême du ridicule et du tragique, Dutilleul réussit à l'écran ce qui est, parait-il, le plus difficile en selle : marcher droit. Belle performance.

CLAUDE SARRAUTE.

JEUDI 22 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Nick Verlaïne. 21 h. 30. Concert avec l'Orch. national de France dirigé par M. L. Le Roux (Mozart, Debussy).

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30 (R.). Feuilletton : La luvre du château Trompette. 21 h. 30. Vous avez dit bizarre, de M. Lancelotti (Ces femmes étranges venues d'ailleurs). 22 h. 30. Jeux olympiques (résumé).

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Forlunio », de M. L'Herbier (1937) Avec L. Jouvet, L. Delamare, E. Francis.

S. Bataille, M. Sologne, S. Hayakawa.

Dans une atmosphère exotique de contrebande en Mongolie, la femme d'un ingénieur français, à la suite d'une dette de jeu, se trouve à la merci d'un prince chinois épris d'elle.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Carte blanche : « L'enfant de la nuit », de R. de Saint-Pierre, avec Douchka, D. Volle, A. Meunier ; 22 h. 25. Entretiens avec A. Rubinstein.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Studio 107 : Caccini, L. Rossi, G. Carissimi, A. Scarlatti ; 20 h. 45. Renaissance des organes de France ; 22 h. 45. Concert au Concertgebouw : « Météo » (Grand) ; « Suite n° 1 » : Leçon des ténors (Couperin).

VENDREDI 23 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h. Programme varié avec, à 17 h. les Jeux olympiques.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Un monsieur qui attend », de E. Williams, adapt. A. Roussin, mise en scène G. Vitaly, avec L. Duxreux, G. Sylvia.

Le fils adoptif d'une riche famille anglaise et son précepteur cherchent à pénétrer un ami, pendu injustement. Les morts se succèdent alors très rapidement.

22 h. 40. Arcana (musique et environnement) ; 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 14 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 18 h., les Jeux olympiques ; 20 h. 30. Série : Poigne de fer et séduction.

21 h. Jeux olympiques (en direct) : 0 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Série : Erreurs judiciaires (« Un innocent aux mains pleines »), de J. Laviron ; 20 h. 55. Bicentenaire des États-Unis : « America », de A. Cook (« L'arsenal »).

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 22 h. 5. Cent ans de wagnérisme, en direct de Bayreuth ; 22 h. 50. Entretiens avec A. Rubinstein ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Studio 107 (Schumann, Grieg, Nielsen, Freilicht-Branco, Poulenc) ; 20 h. 45. Musique israélienne contemporaine (Tzur, Kopyman, Tal, Schilowsky, Sedat, Avni), avec A. Ben-Zion (violine), A. Levitas (piano), A. Riglat (soprano).

**WHITE ZOMBIE**  
LE JOUR DES MORTS VIVANTS  
en Super 8mm

## RADIO-TÉLÉVISION

# Audiovisuel et démocratie culturelle

(Suite de la première page.)

Mais c'est au séminaire de Stanford, consacré à « l'avenir de la TV commerciale » (25-27 avril 1965), que se trouvent pour la première fois réunis pour une discussion bien préparée : 1) des agences de publicité ; 2) des entreprises « patronnes » (sponsors), acheteuses de publicité télévisée ; 3) des producteurs notoires de programmes ; 4) les représentants des « trois grands » ; 5) des pionniers de la TV « éducative », non commerciale, bien faibles alors aux États-Unis, mais qui, depuis la création, en novembre 1967, de l'Office public de radio-télévision (Corporation for Public Broadcasting), s'est fortifiée ; 6) des spécialistes et chercheurs qualifiés, parmi lesquels des célébrités internationales.

Au cœur du séminaire de Stanford circule le débat sur la démocratie culturelle qui met en jeu des attitudes, des valeurs, entre lesquelles se divisent — aux États-Unis et, soulignons-le, aujourd'hui même, en France — deux larges secteurs de l'opinion.

Les maîtres des grands réseaux (et, en France, certains dirigeants des sociétés d'émission, si ce n'est pas eux-mêmes) d'un côté, les champions d'un libéralisme quantitatif, idéologie traditionnelle attirant aux États-Unis des masses d'électeurs distribués entre les deux grands partis politiques. En bref, les citoyens d'une authentique démocratie ont le droit de recevoir et de consommer, comme biens culturels, ce qu'ils demandent et, sous aucun prétexte, même « humaniste », ne doivent être contraints d'absorber ce qu'on leur impose.

La conviction des meilleurs spécialistes est, après enquêtes et observations, qu'en allant au-devant de la demande on la conditionne, on la façonne et souvent rigoureusement : « L'industrie de la TV », écrit le britannique J.D. Halloran, *influences les goûts* : dans certains cas, la demande est très nettement façonnée de l'offre. Et Leo Bogart souligne qu'une partie importante du public, sous l'influence des programmes proposés aux heures de pointe, accepte et même valorise le contenu des médias aux-

quels on l'habitue. Ainsi, les programmes et les sociétés émettrices (en France, les deux chaînes-phares et la S.F.P.), qui finalement contrôlent le contenu de ce qui est « offert au public », engagent leur responsabilité dans la détermination des goûts qu'ils tendent à satisfaire. Lors du récent colloque de l'INA, le représentant de la Radio-Télévision italienne (RAI), P. Abruzzini, rappelait que la TV d'aujourd'hui conditionne les goûts du public et que « les sondages ne peuvent donc que constater » tels qu'ils sont façonnés par elle (*Le Monde* des 7-8 mars 1976).

Au libéralisme quantitatif, appuyé sur les sondages d'audience, les grands nombres, les taux de croissance des investissements et des profits, beaucoup d'Américains opposent un libéralisme qualitatif. L'espace que parcourent les ondes appartient au public, et des médias tels que la TV ou la radio n'existent que par l'autorisation de l'État. Le gouvernement (de notre et actuellement confronté à ce problème) aurait donc le droit et même le devoir de se préoccuper des normes et valeurs qu'il propage, sinon la logique interne du système engendre, à l'encontre de ce que croient certains dirigeants de notre TV, une spirale descendante dans la dégradation concurrentielle de la masse. Dès 1959, Arthur Schlesinger avait dénoncé la « tyrannie » des sondages, les fameux *ratings* des agences spécialisées, dont les résultats, très souvent attendus, déterminent pour une grande part la structure des programmes et l'heure des émissions (2).

Que ces agences soient privées ou étatiques, cela change-t-il quoi que ce soit à la puissance des sondages, à leurs effets ? Un rapport publié en 1972 par le service de la recherche de l'O.R.T.F. cite, sous le titre « La tyrannie des sondages », l'excellente étude de H.J. Skornia, *Television and Society* (New-York, 1969). « Il est naturel », lit-on, « que les dirigeants de la TV s'appuient sur les taux d'écoute pour décider de la structure de la TV comme un « médium de masse ». Mais qu'est-ce que la « masse » ? Et peut-on considérer les téléspectateurs comme une « masse » ? »

Dans le public, il ne faut pas voir une « masse », mais une série de publics différents, méritant chacun d'être traité avec respect : non pas « cibles » pour les publicitaires mais « êtres humains capables de croissance intellectuelle et culturelle ».

Pour contrebalancer la spirale de la dégradation concurrentielle, deux propositions de Skornia nous mettent en pleine actualité des problèmes français de 1976 : l'apre concurrence voulue aux heures de pointe entre TF1 et Antenne 2 (3). L'effort de régionalisation tenté par FR3. Les voix : tout d'abord, introduire dans le système à sens unique qui règne aujourd'hui entre programmeurs et téléspectateurs une rapide rétroaction. (*Feedback*), condition essentielle d'une authentique démocratie culturelle : dans ce sens, programmeurs non pour la « masse », mais pour les sous-groupes culturels de la nation ; pas question de « mainstream », mais d'« élites ». Au contraire, renouveau à rendre une foule au même moment devant le petit écran, on s'adresse à moins de gens à la fois, autrement dit on tend vers le « visionnage » sélectif de programmes sélectifs. Il faut atteindre des collectivités, voire des minorités (régionales, culturelles, professionnelles, ethniques, religieuses, etc.). Qui, depuis longtemps, désirent des nourritures plus spécifiques que celles qui leur sont presque exclusivement offertes. C'est là une des principales causes de l'insatisfaction dans les publics, en dépit des réponses de l'« échantillon » aux questionnaires préparés par le Centre d'études d'opinion.

La réflexion sur ces problèmes passionne aujourd'hui beaucoup de professionnels de la TV (quel que soit leur champ d'action) et de chercheurs. Les libéraux qualitatifs plaident contre la « masse » — notion chère à leurs adversaires — et favorise la pluralité de publics, dont chacun forme un groupe d'êtres humains, adultes et jeunes, capables d'enrichir leur esprit, leur culture, dotés d'une certaine plasticité des goûts.

C'est là un problème crucial sur lequel se divisent aujourd'hui, à

l'intérieur de nos sociétés de programmes (surtout les deux premières) et de la S.F.P., libéraux quantitatifs, plus ou moins conscients de leurs postulats, et libéraux qualitatifs, comme aux États-Unis dans un contexte dont je ne sous-estime pas les différences avec le nôtre. Nos quantitatifs militants doutent qu'un individu, quels que soient ses titres, son expérience, puisse se prétendre qualifié pour « élever » le niveau culturel d'autres individus constituant la « masse », lesquels, au reste, sont libres de réagir immédiatement par le refus de ce qu'ils ne « demandent » pas et qui leur serait « imposé », par leurs « éducateurs » qualitatifs. Rien de plus simple que de tourner un bouton, de couper une émission, de changer de chaîne, d'éliminer ce qui n'est pas désiré à l'instant : et cela d'autant plus que grâce à la multiplication des récepteurs dans chaque foyer, l'usage de ceux-ci tend à s'individualiser, à se « privatiser ». On achète un poste couleur, mais on conserve l'ancien (ou les anciens) en noir et blanc.

Les quantitatifs identifient souvent, dans leur vocabulaire, la « demande » à l'« écoute ». Ils se réfèrent aux sondages, avec « le goût du public ». L'un d'eux, appartenant au service de recherche d'un grand réseau américain, a été, au cours d'un entretien à New-York, jusqu'à me déclarer : « Lorsqu'on offre au public des programmes qui ne correspondent pas à ses goûts préexistants, il se dérobe ». Non contents dans la plasticité, dans la « croissance culturelle » du « public », les quantitatifs doutent qu'on puisse élever les messages des mass media sans qu'ils perdent une grande partie de leur audience. A quel les qualitatifs répondent : la « demande », le « goût », sont-ils authentiquement décelés par les taux d'écoute ? Qu'est-ce que la « demande », qu'est-ce que le « goût » du moins tels que vous les invoquez ? Finalement, on revient à l'interpellation que nous adressait le célèbre rapport Pilkington : « Personne ne peut affirmer qu'il a donné au public ce qu'il veut », à

moins que le public ne connaisse tout l'éventail des possibilités de la TV et qu'il ait, dans cet éventail, choisi ce qu'il désire voir. » Ici s'exprime le thème des possibles culturels, essentiel à ce débat.

L'avenir des programmes de TV apparaît très différent aux observateurs placés à des points de vue fort éloignés. Pour des quantitatifs, qui se jugent les seuls « réalistes », le goût du téléspectateur est révélateur par une stricte psychologie du comportement et définit par ce celui-ci accepte de voir : d'où la solide justification des sondages d'audience, l'accent mis sur la faible écoute des émissions « culturelles », encore fréquemment reléguées, dans l'actuel système, à de « mauvaises » heures. D'où aussi l'évocation, souvent prise comme argument par les quantitatifs, du téléspectateur qui, si on lui propose des programmes considérés par lui comme trop « sérieux », « difficiles », tourne le bouton à la recherche d'émissions plus « faciles » et « divertissantes ».

S'agissant du « public de masse » déjà conditionné par des années de TV commerciale, quantitative, les précédentes observations ne sont pas contestables. Néanmoins, elles ne légitiment pas comme une vérité absolue la définition, uniquement fondée sur le comportement, du goût, imperméable à tout apport nouveau, à toute éducation. Elles négligent, en effet, les attitudes sélectives, démontrées par de nombreuses enquêtes, que suscitent la connaissance, chez les téléspectateurs, de chaque des expériences possibles et les effets d'une expérience réellement effectuée.

L'affaire de l'élévation des goûts pourrait se présenter en termes bien plus favorables si de multiples canaux de réception étaient offerts au public. J'ai cru ce moment proche et entrevoyais déjà dans la télédiffusion « une chance pour la démocratie ». Aux États-Unis, en 1971, la commission Sloan prévoyait qu'en 1980 la moitié des foyers américains pourraient choisir, grâce à un vaste réseau de câbles, entre quarante chaînes de TV. Nous en investissements exigés par la TV câblée dans l'état actuel des tech-

niques, le retard par rapport à celles-ci (*hardware*) des programmes (*software*), ont freiné l'apparition d'une télédiffusion servant véritablement le pluralisme des groupes, des régions, des centres d'intérêts, des cultures. Quant à la TV bidirectionnelle, « interactive », sa mise en pratique n'est pas pour demain.

En France, les structures administratives et la pénurie des moyens sont, pour la télédiffusion, des obstacles redoutables. L'expérience des « sept villes câblées » (5) stagne. M. André Rosol, secrétaire d'État chargé d'appliquer la réforme de la Radio-TV, annonçait, il y a quelques mois encore, un prochain décret sur la télédiffusion (*Le Monde* daté 11-12 janvier 1976).

Pour dépasser le dilemme auquel se heurte, après l'américain le système français, il ne faut pas seulement, comme certains le croient trop facilement, enrichir par la multiplication des chaînes le vivier d'images où se nourrit la « masse ». Cette multiplication (surtout des programmes « non adaptés aux « âges humbles », composant les sous-groupes vagues dont il a été question) est une condition nécessaire mais pas suffisante : il faut aussi, quel que soient les progrès des techniques, qu'elle s'accompagne, chez le téléspectateur, d'une extension des possibles culturels.

L'homme d'après le « travail » de l'époque où croît le « temps libre », doit être prêt à jouir de cette durée supplémentaire de non-travail afin de s'épanouir dans un authentique temps libre.

GEORGES FRIEDMANN.

(A suivre.)

(2) Cf. Norman Jacobs (éd.), *Culture for the millions*, Princeton, 1961.

(3) La définition par le chef d'État du nouveau système comme « compétition au sein de la propriété de la nation » n'entraîne pas, dans le fonctionnement des sociétés de programmes et leurs contraintes budgétaires, ce genre de concurrence.

(4) Expression empruntée à M. André Rosol, secrétaire d'État chargé d'appliquer la loi du 10 juillet 1974, *Le Monde* daté 11-12 janvier 1976.

(5) Préconisée par M. Messmer, le 5 juillet 1973.

## FEUILLETON

# Un train d'or pour la Crimée

Londres, janvier 1855. — Les préparatifs d'Edward Pierce, décidé à attaquer le train contenant la solde en or des troupes anglaises en Crimée, avancent. Le gentleman-cambrioleur va tenter de se concilier les bonnes grâces du gardien du fourgon.

### PERPLEXITÉ DE L'ÉPLUCHEUR D'ANGLAIS

PIERCE avait un rendez-vous au casino de Venise, rue de la Paix. Il alla droit au bar où se trouvait un homme corpulent, en uniforme bleu à revers rayés d'argent, penché sur son verre. Dans le casino, l'homme paraissait nettement désemparé.

« Êtes-vous déjà venu ici ? », demanda Pierce.

L'homme se retourna.

« Vous êtes Mr. Simms ? »

« En effet. »

« Non, dit-il, c'est la première fois que je viens ici. »

« C'est étrange, vous ne trouvez pas ? »

L'homme haussa les épaules.

« Ça me dépasse un peu », dit-il finalement en se retournant pour considérer son verre.

« Laissez-moi vous offrir un autre, dit Pierce en faisant signe au barman de sa main gantée. Oh habitez-vous, Mr. Burgess ? »

« J'ai une planie route Moray », répondit l'homme corpulent.

« On m'a dit que l'air n'était pas bon par là. »

« Oh, ça va », dit Burgess en haussant les épaules.

« Vous êtes marié ? »

« Oui. »

Le barman s'approcha et Pierce commanda deux autres verres.

« Que fait votre femme ? »

« De la couture. Ça rime à quoi toutes ces questions ? », demanda Burgess avec impatience.

« Juste une petite conversation pour savoir si vous voudriez avoir davantage d'argent », dit Pierce.

— Faudrait être stupide pour cracher sur l'argent », dit brièvement Burgess.

« Vous travaillez sur le Mary Blaine », dit Pierce.

De plus en plus impatient, Burgess acquiesça en montrant des chiffres inscrits sur son col : c'était l'insigne de la *South Eastern Railway* ; le chemin de fer du Sud-Est.

« Si Pierce posait ces questions, ce n'était pas pour s'informer. Il en savait déjà long sur Richard Burgess, surveillant du Mary Blaine, cet étrange gardien de la voie ferrée. »

Il savait que Burgess faisait partie de la catégorie de chemins de fer la plus mal payée.

« De quoi s'agit-il ? », demanda Burgess, sans regarder Pierce.

« Je m'inquiétais au sujet de votre vue. »

— Oui, vos yeux.

— Mes yeux sont assez bons.

« Je me demandais, dit Pierce, ce qui pourrait vous troubler la vue. »

Burgess soupira et garda un moment le silence. Finalement, il dit d'une voix faiguée :

« Qu'est-ce qu'il y a à gagner ? »

« Deux cents livres », dit Pierce.

« Exactement », dit Pierce. « En voilà déjà 10, pour vous prouver ma bonne foi. »

« On se croirait dans un rêve », dit Burgess. Le coup, c'est quoi ?

« Inutile de vous en inquiéter. Tout ce que vous aurez à faire, c'est vous occuper de votre vue. »

« Alors, qu'est-ce que je ne dois pas voir ? »

« Rien qui puisse vous causer des ennuis. »

« Dites-moi ce que je dois faire », demanda Burgess.

« C'est très simple, répondit Pierce. Vous serez bientôt contacté par un homme qui vous demandera si c'est votre femme qui coud vos uniformes. Quand vous rencontrerez cet homme, il vous suffira de... regarder au loin. »

— C'est tout ?

— Pour 200 livres ?

— Pour 200 livres.

Burgess fronça un instant les sourcils, puis se mit à rire.

« Qu'est-ce qu'il y a de drôle ? », demanda Pierce.

« Vous n'y arriverez jamais.

Je peux vous le dire, c'est impossible. Même si je regarde au loin, vous ne pourrez jamais cracher sur ces chiffres. Il y a quelque chose, un monde s'est gâté dans le fourgon à bagages. Il voulait s'en prendre à ces chiffres. Pour ça, que je lui... Il s'échappa de deux heures et n'est pas allé plus loin que le bout de mon nez. Alors, je l'ai vivement éjecté, et il est tombé sur la crotte. »

— Je sais, dit Pierce, j'observais.

Burgess cessa de rire.

L'Angleterre victorienne était la plus riche nation de la terre et la plus riche en histoire. Pour toutes sortes de biens de consommation, la demande était insatiable, et la réponse était une spécialisation de la fabrication, de la distribution et de la vente de biens.

Cette spécialisation croissante se manifestait aussi dans la pierre, et elle n'était nulle part aussi marquée que dans le personnage de l'éplucheur d'anglais. C'était en général un métallurgiste qui avait mal tourné ou qui était trop vieux pour suivre la marche impétueuse d'une production légale.

Quelle que soit son expérience, son principal travail était de fabriquer des peaux d'anguille, ou matrasques. Les plus anciennes étaient des sautoirs de grosse toile, remplis de sable. Les agresseurs et détraqueurs pouvaient les porter dans leur poche jusqu'à ce qu'ils fussent remplis de sable. Plus tard, ces sautoirs furent remplis de grenaille de plomb.

Lorsque les armes à feu se répandirent, les fabricants de matrasques passèrent à la fabrication de boulets. Quelques artisans habiles se mirent à fabriquer des assortiments de crochets ou rossignols, mais cela demandait pas mal de travail et la plupart s'en tinrent à des tâches plus simples.

Au début de juillet 1855, un

fabricant de matrasques du nom de Harkins, repart le visage d'un gentleman à barbe rousse. « Je déclare qu'il y a quelque chose de certain : quantité de grenaille L.C. »

« C'est facile, dit le fabricant. Je fais toutes sortes de plombs et je peux très bien faire du L.C. Combien vous en faut-il ? »

« Cinq mille, dit le gentleman. »

« Je vous demande pardon ? »

« J'ai dit que je voulais cinq mille plombs L.C. »

Le fabricant cligna des paupières.

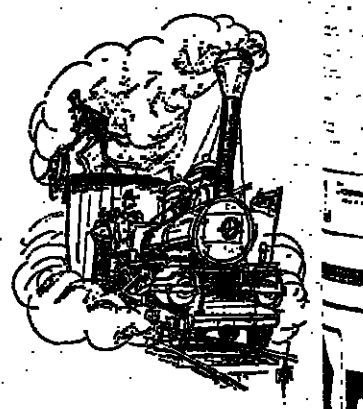
« Cinq mille... ça fait un paquet, voyons... L.C. l'once. Donc... » Il regarda fixement le platond en tirant sur sa lèvre supérieure.

« Et seize... voyons, ça fait...

de deux cent cinquante livres de plomb. A quel cela pouvait-il servir ?

Au milieu du siècle, Londres avait six cent cinquante mille habitants. Trois du soir et vingt hebdomadaires influents. Cette période marque le début d'une presse organisée, dotée d'assez de pouvoir pour modeler l'opinion publique et finalement les événements politiques. On put voir, en janvier 1855, le caractère imprévisible de cette puissance.

Le premier correspondant de guerre de l'histoire, William Howard Russell, se trouvait en Russie avec les troupes de Crimée, ses dépêches au *Times* avaient soulevé une violente indignation dans son pays. La charge de la brigade légère, le général de la campagne de Balaklava, l'hiver désastreux pour les troupes britanniques qui, faute de nourriture et de médicaments, avaient subi cinquante pour cent de mortalité, tout cela était rapporté dans la presse à un public de plus en plus furieux.



« Ça, quand on la charge dans le même fourgon à bagages qu'il y a dans le train Londres-Folkestone. L'animal était accompagné de son gardien. »

Le train quitta la gare peu après 8 heures, et le surveillant du fourgon ferma la porte coulissante. Il y eut un bref silence, tandis que le léopard aperçut les passagers. Il n'y avait pas beaucoup de passagers, mais les grognements interminables. Le surveillant du chemin de fer finit par dire :

« À quel cela sert-il de nourrir des lions ? »

Le garde de l'animal se tourna vers lui :

« C'est votre femme qui vous coud vos uniformes ? », demanda-t-il.

Le garde ouvrit un petit sac de cuir et en sortit un bocal de graisse. Plusieurs clefs, et une collection de limes.

Il s'approcha immédiatement des deux coffres-forte Chubb, ouvrit les quatre serrures de graisse, et commença à ajuster ses clefs.

Tandis que le train des voyageurs cheminait de Londres vers Folkestone, Agar travaillait sur ses clefs. Au bout d'une heure, il put ouvrir et fermer les deux coffres. Ensuite, il nettoya les serrures à l'alcool et les sèches avec un linge. Il reprit finalement ses quatre clefs, les mit soigneusement dans sa poche, et s'assit pour attendre l'arrivée du train, à la gare de Folkestone.

Il retrouva Pierce à la gare et celui-ci l'aidera à décharger le léopard.

« Ça a marché ? »

« Les dernières retouches sont faites, dit Agar avec un sourire. C'est l'or, n'est-ce pas ? L'or de Crimée ? C'est ça le gros coup. »

« Quand ? »

« Le mois prochain. »

Le léopard montra les dents.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, et le Monde.)

Par MICHAEL CRICHTON

Miséricorde, plus de cinquante livres en tout.

— Je crois bien, dit le gentleman.

— Vous voulez cinquante livres de plomb L.C. ?

« Non, cinq mille, oui. »

« Cinquante livres de plomb, ça demande du travail, et avec le mouillage... oui, c'est pas rien. Ça prendra du temps, cinq mille L.C. un bon bout de temps. »

Il me les faut dans un mois, dit le gentleman.

— Un mois... un mois. Voyons un peu, coulage, une certaine par matrice... Oui, bon. »

Le fabricant acquiesça.

« Ça ira, vous aurez vos cinq mille dans un mois. Vous en faites collection ? »

— Oui, dit le gentleman.

— Ah oui, je comprends maintenant, dit le fabricant de matrasques, visiblement dans le noir. L'homme à la barbe rousse donna un acompte et s'en alla, laissant le fabricant dans un état de perplexité avancée. Celui-ci aurait été encore plus perplexe s'il avait su que ce gentleman avait rendu visite à des fabricants de Newcastle-sur-Tyne, Birmingham, Liverpool et Londres, et qu'il avait fait à chacun une commande technique, de sorte que le total était

كتاب الالاحل









هنا من المال

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

### L'A.P.C.A. propose un plan global de sauvetage de l'agriculture

L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.), qui s'est réunie en session extraordinaire, mercredi 1 juillet, a adopté « un plan global de sauvetage pour l'agriculture » en quatre points.

En premier lieu, l'A.P.C.A. envisage des mesures tendant à maintenir le potentiel de production agricole qui constitue en fait une synthèse des solutions déjà préconisées de part et d'autre pour assurer l'approvisionnement en aliments du bétail et réserver le cheptel. L'A.P.C.A. recommande ensuite une étude individuelle des conséquences de la sécheresse conduisant à l'attribution de primes variables en fonction de la nature des productions et de l'importance des pertes des cultures dépassant 15 %.

L'A.P.C.A. propose également un plan de sauvetage des entreprises « destiné à assurer un minimum de trésorerie aux exploitants grâce, notamment, aux prêts salariaux et à une refonte des plans de financement des entreprises. Enfin, les chambres agricoles demandent des aides directes au revenu et, notamment, l'octroi d'une prime à

## AIDE SOCIALE

### AMÉLIORATION DU DROIT À L'ALLOCATION-LOGEMENT

Un décret du 19 juillet 1976, paru au « Journal officiel » du 21 juillet, améliore le droit à l'allocation-logement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1976. Ce décret relève de 3,5 % les tranches de ressources servant à déterminer le foyer minimum, c'est-à-dire la fraction du loyer restant à la charge de l'allocataire, ce qui se traduit en fait par un accroissement du nombre de bénéficiaires de l'allocation.

LE BARON ALEXIS DE GUNZBURG a démissionné de son poste de vice-président du conseil d'administration de la Générale occidentale, entreprise française de produits alimentaires, dont le siège est installé à Cavenham (Grande-Bretagne).

### L'Italie prolonge jusqu'au 3 novembre le dépôt de 50 % sur tout achat de devises

De notre correspondant

Rome. — Avec l'accord de la Communauté européenne et du Fonds monétaire international, l'Italie s'est donnée, le mercredi 21 juillet, trois mois de répit supplémentaires, en prorogeant jusqu'au 3 novembre prochain le dépôt obligatoire de 50 % sur tous les paiements à l'étranger. Importateurs (sauf pour les grains) et acheteurs de devises continueront donc de verser à la Banque centrale la moitié de la valeur de leurs acquisitions, sans recevoir d'intérêts.

Cette mesure exceptionnelle, prise le 6 mai, devait, en principe, être levée au début du mois d'août. La date fatidique était échoquée avec appréhension à Rome, où l'on craignait de se retrouver, du jour au lendemain, dans une situation aussi calamiteuse qu'au début du printemps : le cours de la monnaie italienne recommencerait à baisser, après s'être redressé de manière appréciable (il fallait 900 lires pour acheter 1 dollar aux jours les plus sombres du mois de mars alors que 836 suffisent désormais).

Pendant les trois mois écoulés, le dépôt obligatoire a permis de soustraire au marché quelque 3 300 milliards de lires. En l'état, ce dépôt, comme prévu, au début d'août, la Banque d'Italie aurait dû rembourser les premiers versements, sans en recevoir de nouveaux. Le même problème se posera évidemment en novembre, mais on espère que, d'ici là, la situation se sera améliorée et que Rome aura d'autres moyens pour absorber son excédent de liquidités. Il faudrait notamment que le fameux déficit du Trésor, estimé par certains à 2 000 milliards de lires en 1977 — soit réduit (1).

Compte tenu de la situation politique, explique un communiqué du ministère italien du Trésor, il était indispensable de pouvoir disposer du temps nécessaire pour examiner les mesures à prendre à long terme, la politique de stabilisation commencée au cours des derniers mois. Il s'agit néanmoins d'un « moyen exceptionnel » qui doit être révoqué aussitôt que possible.

Le dépôt a été prorogé sans modification. N'en sont toujours exclus que les importations de grains, certains produits secondaires et les paiements liés à des obligations internationales. C'est une déception pour les industriels qui réclamaient notamment la « libération » des matières premières essentielles, tout en sachant que la Communauté européenne ne permettrait pas à l'Italie, d'une part, de bloquer les importations et, de l'autre, d'encourager ses exportateurs. Ceux-ci devront continuer à emprunter le montant de leurs dépôts, sans que cet argent, gelé à la banque centrale, leur rapporte d'intérêts.

Une certaine euphorie semble toutefois régner dans la petite industrie, où une reprise sensible se manifeste. C'est le cas du secteur textile, dont la production a augmenté de 21 % au cours du premier semestre de l'année par rapport à la période correspondante de 1975. « Une frêle promesse », réplique le parti communiste en remarquant que ce secteur avait beaucoup reculé l'an dernier et qu'il a d'ailleurs perdu près de soixante mille emplois. « Plus spontanée est la reprise, souligne l'Unità, son organe officiel, plus elle apparaît désordonnée, fragile, dépendante de cer-

## A L'ÉTRANGER

### AUX ÉTATS-UNIS

### L'inflation s'accroît, la reprise se ralentit

Washington (Agf, A.F.P.). — Les prix de détail américains ont augmenté de 0,5 % en juin, contre 0,6 % en mai et 0,4 % en avril. Sur la base des trois derniers mois, le taux annuel d'inflation s'établit à 6,1 % (2,9 % pour le premier trimestre de 1976, mais 7,3 % durant le dernier trimestre de 1975). En un an, par rapport à juin 1975, la hausse s'est élevée à 5,9 %.

Alors que les prix augmentent plus vite, la reprise de l'activité économique se ralentit aux États-Unis. Le taux annuel de croissance du produit national brut est revenu à 4,4 % durant le deuxième trimestre contre 9,2 % pendant les trois premiers mois de 1976. Ce ralentissement, attendu, mais plus sensible que prévu, n'a pas altéré les prévisions des experts officiels qui s'attendent toujours à une croissance de 6,3 % pour l'ensemble de cette année.

La décélération du deuxième trimestre est pour l'essentiel due à une modération dans la reconstruction des stocks des entreprises. Les ventes au détail ont augmenté quant à elles de 4,7 % contre 3,7 %.

Au cours de cette même période, le taux d'inflation calculé par le rapport au P.N.B. (de prix défateur) s'est élevé à 4,7 % (base annuelle) contre 3,2 % pendant les trois mois précédents. Excluant la hausse de l'alimentation et de l'énergie, la hausse s'établit à 4,6 % contre 6,2 %. Les revenus personnels des Américains ont augmenté en juin de 0,4 % — la plus faible augmentation mensuelle depuis onze mois — pour se situer à un total annuel de 1 368 milliards de dollars.

Enfin, l'industrie des États-Unis a tourné à 73 % de sa capacité de production durant le second trimestre contre 72,1 % au premier, soit le taux le plus élevé depuis le dernier trimestre 1974 (75,7 %).

LA CROISSANCE DES PAYS DU MOYEN-ORIENT s'est nettement ralentie en 1976, indiquent à Genève la commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale. La chute de la production pétrolière a été accompagnée que d'un faible relèvement des prix, dans ces pays qui connaissent une forte inflation (de 10 % en Irak à 35 % en Arabie Saoudite). La commission rappelle que le Moyen-Orient souffre de graves inégalités de revenus entre pays : 11 000 millions de francs par habitant pour le Koweït, 150 seulement pour la République arabe du Yémen. — (A.F.P.)

## AFFAIRES

### LA CHOCOLATERIE CÉMOI EST MISE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

La chocolaterie Cémoi, à Grenoble, a été déclarée en liquidation judiciaire le 21 juillet par le tribunal de commerce de Grenoble. Devant la situation critique de la trésorerie, M. Gaston Maunin, P.D.G., avait déposé le bilan la veille.

La chocolaterie Cémoi avait, une première fois, été mise en règlement judiciaire en juin 1976. Rachetée deux ans plus tard par le groupe américain Di Giorgio, elle avait été cédée, en septembre 1973, à M. Martin, pour 1 F symbolique. M. Martin, syndic de liquidation et M. Guerin, juge commissaire, nommés par le tribunal de commerce de Grenoble, vont entamer des négociations avec des banques grenobloises pour assurer normalement la paie des cent huit employés dont les comptes annuels débiteront samedi 24 juillet.

Au cours d'une assemblée générale tenue le 21 juillet, le personnel a décidé d'occuper l'usine à partir de vendredi soir.

### I.B.M. DEVRA REMETTRE À LA JUSTICE AMÉRICAINE DES DOCUMENTS CONFIDENTIELS

A situation exceptionnelle processus exceptionnel. Depuis le 19 mai 1975, I.B.M. uméro mondial de l'informatique avec 57 % environ du marché, doit répondre devant les tribunaux américains des accusations de « pratiques monopolistiques » formulées par le département de la justice du gouvernement.

I.B.M. refusait jusqu'à présent de fournir à ce département des milliers de documents confidentiels. Ceux-ci, au nombre de cinq mille, concernent les relations entre la firme et ses associés, ainsi que les travaux personnels de ces derniers pour la préparation des protocoles présentés à I.B.M. La cour fédérale d'appel de New York a rejeté les conclusions d'I.B.M. qui va donc devoir remettre ces documents, la société n'ayant pas l'intention d'aller devant la Cour suprême.

## 10.000 RADARS EN ACTION 24 H / 24 CONTRE LES VOLEURS DE L'ÉTÉ

Cet été, plus de 10.000 résidences, entreprises, administrations, certains locaux de la police et de l'armée vont être confiés aux moyens les plus modernes de surveillance : les détecteurs d'intrusions d'ALARME 2000.

Testés et comparés aux autres moyens de protection-vol, ces systèmes nouveaux se sont imposés en peu de temps par leur très haute technicité, leur efficacité et leur prix d'achat particulièrement bas et de responsables de sécurité.

Autre avantage, les protections ALARME 2000 ne nécessitent aucune installation et sont immédiatement opérationnelles.

Ceux qui partent dans quelques jours ont encore le temps de se protéger. Ils peuvent écrire à :

ALARME 2000 - Dépt 3 - 8, rue Gudin - 75016 PARIS

ALARME 2000 :

80 agents régionaux dans toute la France

## Un nouveau quotidien international THE ASIAN WALL STREET JOURNAL

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 1976, le Groupe DOW JONES publiera un nouveau quotidien de langue anglaise dont la vocation sera de couvrir toute la communauté économique et financière du Sud-Est asiatique.

Imprimé et rédigé par des journalistes, originaires aussi bien d'Asie que des États-Unis et du reste du monde, THE ASIAN WALL STREET JOURNAL donnera quotidiennement des informations économiques et financières.

Il paraîtra chaque jour ouvrable de la semaine, sauf le samedi et le dimanche.

Son format sera analogue à celui du WALL STREET JOURNAL. Le contenu et la compétence de ses informations seront garantis comme le sont ceux du WALL STREET JOURNAL.

Sa diffusion prévue au départ est de 25 000 exemplaires et couvrira Hongkong, les Philippines, la Thaïlande, le Japon, la Malaisie, l'Indonésie, la Corée du Sud, Singapour et l'Australie. Elle sera diffusée chaque matin, alors qu'il paraîtra à Hongkong la veille au soir.

THE ASIAN WALL STREET JOURNAL sera, pour tous les responsables d'Asie, la source indispensable de l'information économique et financière, ainsi que bien nationale qu'internationale, et sera publiée avec quatre associés qui occupent une place prépondérante dans le journalisme asiatique : THE NIPPON KENKEI SHIMBUN (Japon), THE SOUTH CHINA MORNING POST (Hongkong), THE STRAITS TIMES (Singapour), THE NEW STRAITS TIMES (Malaisie).

JUSQU'AU CREDIT  
31 JUILLET  
SPECIAL OCCASION

argent,  
voiture, vacances:  
la solution Renault

Vacances, voiture, l'un va difficilement sans l'autre. Mais il arrive parfois que ce soit difficilement compatible. Alors dans ce cas-là Renault vous propose une formule de crédit exceptionnelle pour l'achat d'une voiture d'occasion, garantie OR, de moins de 3 ans. Après le versement initial de 20%, comptant légal, les 23 mensualités qui suivront seront

particulièrement légères. Et lorsque le 24<sup>e</sup> mois vous solderez votre crédit, vous aurez l'assurance que cette dernière traite sera dans tous les cas inférieure à la valeur de votre voiture.

Prenons un exemple : comment payer un véhicule d'occasion d'une valeur de 10 000 F? Un apport comptant légal de 2 000 F,

23 mensualités très légères de 320 F et 2 ans plus tard, la 24<sup>e</sup> mensualité de 2 674 F (montant des agios 2 034 F; prix total : 12 034 F). Le crédit Spécial Occasion Renault favorise vos vacances et les prolonge.

\*Peut éventuellement être constitué par la reprise de votre ancien véhicule.

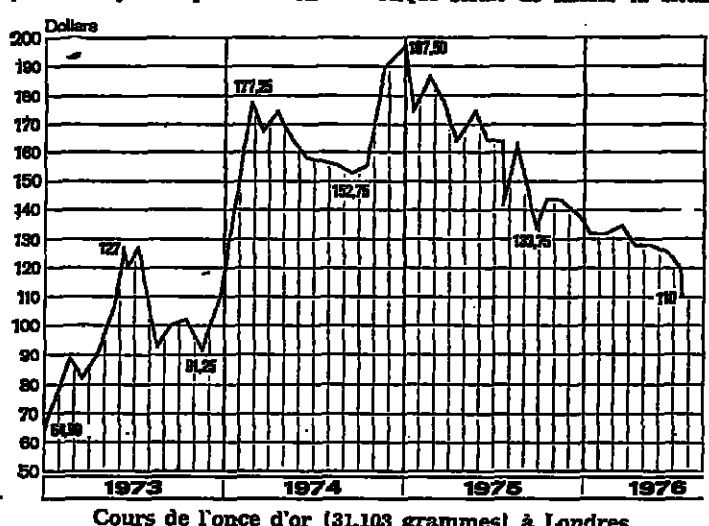


# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## MONNAIES ET CHANGES

### Pretoria prend des mesures pour redresser ses paiements extérieurs Léger affaiblissement du franc

Ce qui s'est passé sur le marché des changes à Paris depuis le début de la semaine confirme une vérité que les praticiens de la monnaie connaissent, ou devraient connaître bien : et que l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli, exprimait le 17 février dernier dans le *Corriere della Sera*, dans les termes suivants : « Faute de réserves de change suffisantes, le chèque en régime de changes flexibles, est en fait une fluctuation plus ample du taux de change ou des fluctuations plus amples des taux d'intérêt. » On pourrait ajouter qu'il est donné



Cours de l'once d'or (31,103 grammes) à Londres

l'ampleur des masses mises en jeu par la spéculation, il est devenu presque inconcevable qu'une banque centrale ait des réserves « suffisantes ».

Les avoirs en devises (or et position du F.M.I. inclus) de la Banque de France ne sont pas négligeables : ils se montent à 4,5 milliards de dollars. Cette somme est cependant inférieure à celle qui a été dépensée en pure perte par l'Institut d'émission au mois de février et surtout au mois de mars dernier, pour essayer de maintenir le franc dans le « serpent » sans modification de parité. Aussi la Banque de France a-t-elle, depuis la nouvelle attaque spéculative dont fait l'objet la monnaie, pratiquement renoncé à engager ses réserves. A toutes fins utiles, elle s'est résignée à faire monter le loyer de l'argent à court terme. Bien qu'il soit impossible en toute rigueur d'établir dans ce domaine des relations de cause à effet, constatons que la décision de la Banque de France a été presque immédiatement suivie par un arrêt de la glissade du franc et même un certain redressement qui laisse toutefois les cours actuels environ 4 % plus bas que ceux d'avant le jeudi 8 juillet.

Le marché restait toutefois jeudi matin assez incertain. Le franc français s'affaiblissait très légèrement, ce qui se traduisait par une légère remontée du dollar par rapport au cours de la veille, en cotant en fin de matinée la devise américaine à 4,9175 F. L'évolution ultérieure de la monnaie dépendra essentiellement de la politique que mènera le gouvernement.

PAUL FABRA.

(PUBLICITE)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA CELLULOSE

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La S.O.N.I.C. lance un avis d'appel d'offres international en vue de la fourniture des équipements destinés à la fabrication d'articles papetiers à usage scolaire et de bureau.

L'appel d'offres porte sur les équipements suivants :

- machines à cahiers piqués ;
- machines à cahiers spirales ;
- machines à feuillets mobiles ;
- machines à blocs ;
- machines à enveloppes et pochettes ;
- machines à imprimer en offset ;
- machine à impression flexographique à l'aniline (régionale) ;
- massicot ;
- brocheuses ;
- ensemble de machines pour la fabrication de classeurs à anneaux, de couvertures cartonnées, d'articles brochés (plieuses, encollages, remboursses, perforances, agrafeuses, riveteuses, etc.).

Les cahiers des charges pourront être retirés, contre la somme de deux cents dinars (200 D.A.), à l'adresse suivante :

S.O.N.I.C.

64, rampe Ali-Haddad (ex-Zaïdha) - El-Mouradia - Alger.  
Téléphone : 66-38-00 - 66-38-01 - 66-38-04.

Télex : 52 933.

Les offres devront être adressées à Monsieur le Directeur Général de la S.O.N.I.C., à l'adresse ci-dessus indiquée, obligatoirement sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe intérieure devra porter la mention :

« SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR - PROJET « COMPLEXE DE TRANSFORMATION DE PRODUITS PAPETIERS ET CELLULOSES ».

Les offres devront parvenir au plus tard le 30 septembre 1976. Le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours.

## FONCTION PUBLIQUE

### La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. protestent contre une circulaire de M. Chirac sur le droit de grève

L'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T., l'Union des fédérations des fonctionnaires et assimilés C.F.D.T. et la Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) ont vivement réagi à une circulaire du 3 juin de M. Jacques Chirac, adressée aux ministres et secrétaires d'Etat relative à l'exercice du droit de grève dans la fonction publique.

Dans cette note, le premier ministre rappelle que, « sous le régime de la dégradation du service public, alors que chacun voit bien que les manifestations budgétaires ajoutées au volonte de plus en plus flagrante du gouvernement d'y porter lui-même atteinte. La F.E.N., qui avait été repue le 5 juillet 1976, avait fermement appelé l'attention du premier ministre sur les abus d'autorité qui visent, dans certains secteurs de la fonction publique, à restreindre le droit de grève, droit essentiel de tout travailleur ».

« La pratique récemment observée, poursuit M. Jacques Chirac, qui consistent soit à négocier systématiquement d'accomplir certaines tâches (...), soit à les accomplir volontairement dans des conditions ou des délais tels qu'en réalité elles gênent le fonctionnement du service ou interviennent trop tard, ne peuvent en aucune manière se rattacher à l'exercice du droit de grève. (...) L'administration dispose de plusieurs moyens pour faire face aux comportements qui tendent ainsi à sa désorganisation. Le premier ministre cite la retenue sur le traitement, la réduction ou la suppression des indemnités « attribuées compte tenu de la manière de servir » et les sanctions disciplinaires.

En conclusion, le chef du gouvernement invite les ministres et secrétaires d'Etat, « lorsque vous vous trouvez en présence d'agissements caractérisés de la nature de ceux que vise la présente circulaire, à ne pas hésiter à prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne marche des services dont vous avez la responsabilité ».

Cette circulaire, affirme, dans un communiqué, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T., est une nouvelle escouade des l'armement législatif dans le droit de grève dans le secteur public, confortée par la jurisprudence réactionnaire du Conseil d'Etat, s'en prend à certaines escouades de longue durée auxquelles sont parfois contraints de recourir les fonctionnaires et les personnels des collectivités locales pour la défense de leurs revendications. Elle commande aux administrations d'appliquer un ensemble de mesures répressives à l'encontre des personnels en lutte allant jusqu'à certaines sanctions disciplinaires (...). Elle assure, en fait, par cette circulaire, M. Chirac conduit une opération électorale visant à asservir les travailleurs de l'Etat qui représentent un dixième des électeurs.

Enfin, la F.E.N. a protesté contre la méthode utilisée pour rappeler la législation en matière de grève, méthode qui consiste de jeter d'abord les intentions du gouvernement. Elle s'élève, d'autre part, contre le transfert que le texte du premier ministre met en œuvre, en faisant porter aux travailleurs

(1) Cité par E. H. Camerlynck dans « *Traité du droit du travail* », Dalloz.

RETRAITE DES TRAVAILLEURS MANUELS SOIXANTE ANS. — Une circulaire d'application en date du 31 mai 1976 — vient d'être publiée au *Journal officiel* du 20 juillet. Elle précise les cas dans lesquels les salariés affectés à des travaux pénibles ont droit à la retraite au taux plein des soixante ans : définition du travail à la chaîne, énumération des postes de travail devant un four, etc.

(PUBLICITE)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

#### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République Algérienne Démocratique et Populaire recrute pour les Universités algériennes des Professeurs, Maîtres de Conférences et Maîtres-assistants dans les disciplines suivantes :

- Mathématiques
- Physique
- Chimie
- Biologie
- Géologie
- Sciences de l'Ingénieur

Les candidats doivent justifier au moins d'un doctorat 3<sup>e</sup> cycle ou d'un diplôme équivalent.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé doivent être adressées à :

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Administration Générale - Sous-Direction du Personnel - Rue Bachir-Attar - ALGER.

## EMPLOI

A Paris

### MANIFESTATION MOTORISÉE DE LA C.G.T. CONTRE LE CHOMAGE

Reprenant la formule utilisée pour le « rallye des bradés de Giscard », qui s'est récemment déroulé à travers la France (le *Monde* des 25 et 26 juin), la C.G.T. a organisé, mercredi 21 juillet, une manifestation motorisée à Paris, sur le même thème de l'emploi.

Avant de descendre les Champs-Élysées, dans un concert d'artistes, quelques deux cent cinquante véhicules, couverts d'affiches revendicatives, avaient emprunté l'avenue-Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie : mais les manifestants, qui représentaient de nombreuses entreprises en difficulté, ne pouvaient passer devant le siège du C.N.F.P. — point de rassemblement de cette journée d'action, — sévèrement gardé, sous une pluie battante, par les forces de l'ordre.

« Il s'agit d'une riposte, a déclaré M. Jean Triaud, secrétaire général de l'union des syndicats C.G.T. de la région parisienne, aux propos insultants tenus par le premier ministre et le patronat sur le chômage. Ceux qui organisent le chômage peuvent faire croire à la population que les sans-emploi sont des fainéants. Au contraire, les chômeurs ne demandent qu'à travailler, mais le gouvernement et le patronat les en empêchent ».

L'union régionale parisienne de la construction C.F.D.T. participait à cette manifestation.

## INDUSTRIE

### LA PERCÉE DES MONTRES À QUARTZ S'ACCÉLÈRE

Les fabricants japonais « produisent 1 870 000 montres à quartz (solid state) », durant quatre premiers mois de l'année soit deux fois plus qu'en 1975 pareille époque. Au rythme de la production japonaise de montres à quartz pour 1976 devra dépasser 5 millions de pièces (soit 3,5 millions en 1975).

En Suisse, les spécialistes estiment que 2 millions de montres à quartz pourraient être vendus par les firmes locales cette année au lieu du million de pièces initialement escomptées. Les États-Unis prévoient, de leur côté, fabrication de 5,2 millions d'unités.

En France, compte tenu de multiplication des marques offertes au public — on trouve maintenant des montres « solid state » soviétiques vendues sous le nom d'Electronik — et de l'augmentation de la demande, on voit que les prévisions de 1976 sont largement dépassées.

REORGANISATION C.T. THOMSON-LUCAS. — Sociétés Audiotex et Seb-Renot, filiales de Thomson-Lu spécialisées dans la réalisation et la conception d'équipements électroniques et électromécaniques, vont fusionner. La nouvelle société conservera le nom d'Audiotex et sera contrôlée par Thomson-Lu (filiale commune au groupe Thomson et à la firme britannique Lucas).

## FAITS ET CHIFFRES

REPRISE DU TRAVAIL CHEZ LANVIN. — Les trente-huit « premières mains » qualifiées des ateliers Lanvin, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris-8<sup>e</sup>, ont repris le travail mercredi 21 juillet après douze jours de grève. Elles réclamaient une augmentation de salaire de 100 F par mois. Elles ont obtenu une augmentation de 50 F à partir du 1<sup>er</sup> septembre. D'autre part, elles toucheront intégralement la prime de collection automne-hiver : les journées de grève leur seront payées à 65 %.

D'autre part, dans l'art de la gravure chez Lanvin, dans nos dernières éditions du 22 juillet, il fallait lire : « M. J. Fiquet, secrétaire général de Jeanne Lanvin S.A. ».

POCLAIN. — La C.G.T. et la C.F.D.T. accusent le ministre du travail, M. Michel Durand, de vouloir influencer la justice en autorisant la licenciation de quatre militants syndicaux pour séquestration alors qu'une plainte a été déposée devant les tribunaux et que les quatre militants ont été entendus comme témoins par le magistrat instructeur. La C.G.T. et la C.F.D.T. pensent que ces délégués ne sont pas inculpés pour séquestration et reprochent au ministre de « se substituer au magistrat ».

APRÈS LE LICENCIEMENT DE DEUX MILITANTS SYNDICAUX CHEZ MICHELIN. — Vannes, la C.F.D.T. a adressé une lettre ouverte à M. Michel Durand pour protester contre l'autorisation de licenciement donnée par le ministre : « A travers les délégués syndicaux, c'est bien le droit d'organisation des travailleurs que vous attaquez », écrit la C.F.D.T. qui réclame l'annulation de cette décision.

DIFFICULTÉS À L'ANCIENNE USINE DE DORVILLE (Dordogne). — Le SUPMEC, qui avait racheté

cette usine après le premier conflit l'an, en 1973, en vue de licencier trente-quatre vriers (sur cent dix-sept) et réduire de quarante-deux heures hebdomadaires du travail, que-t-on de source syndicale ? Selon la C.G.T. et F.O., d'autres usines du même genre envisagent aussi des licenciements : cinquante et un à Virey (siège de SUPMEC) quatre-vingt seize à Saint-Juery (Tarn), à la Société nouvelle du Saut du Tarn.

DIX OUVRIERS DE SOCIÉTÉ CHAPROL (Sous), qui avaient participé à une grève de 10 jours, ont été condamnés à 800 F d'amende et 1 000 F de dommages et intérêts à l'égard de la société p-entative à la liberté du trav

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### DAMART - SERVIPOSTE

Le chiffre d'affaires consolidé premier trimestre 1976, qui a marqué une légère baisse (de 1,22 % par rapport à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 1975), s'est redressé en mai et juin. A fin du premier semestre, le chiffre d'affaires pour l'ensemble du groupe 90 784 000 francs, montant de 2,71 % à celui du premier semestre 1975. Il y a lieu de préciser que, en raison de l'adoption du nouveau règlement des comptes, le chiffre d'affaires des premiers mois n'est pas significatif, plus de 60 % des ventes de produits ont été réalisées entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 décembre. Les investissements réalisés en 1975 en raison de la conjoncture, ont repris en 1976. Or, ainsi que seront ouverts à Lyon, nouveau Centre-Consolidé, d'une surface de 500 mètres carrés et à Paris, un magasin de 600 mètres carrés, les deux centres existants ont été ou seront rénovés.

#### FINSIDER

Le conseil d'administration, de sa séance du 3 juillet 1976, a examiné les comptes de l'exercice 1<sup>er</sup> mai 1975 au 30 avril 1976, qui font ressortir un bénéfice de 1 165 518 515.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'actionnaires, après affectation à réserve légale de reporter à nouveau le solde bénéficiaire.

Il est rappelé que l'assemblée générale se tiendra le 4 août 1976 à 10 h. 30, à Rome, 50, rue Victor-Veneto. Les actionnaires français souhaitant intervenir à l'assemblée, doivent faire immobiliser leurs titres, cinq jours au moins avant la date de la réunion, auprès de la Banque Rothschild, 21, rue La Fayette, 75001 Paris (8<sup>e</sup>).

Le 30 août, après du Crédit Lyonnais, 19, boulevard des Capucines, Paris (8<sup>e</sup>).

Pour louer une voiture à la Guadeloupe, réservez chez europcar 645.21.25



INPTOI

**A Paris**  
**MANUTENTION MOTORISÉE**  
**DE LA C.A.T.**  
**CONTRE LE CHOMAGE**

# PARIS

**21 JUILLET**

## Marché toujours très irrégulier

Les opérations de liquidation ont débuté ce mercredi à la Bourse de Paris par la réponse des primes. Les cours ayant baissé de 5 % en moyenne d'un mois à l'autre, ces dernières ont toutes, ou presque toutes, été abandonnées. Aucune recrudescence de l'activité n'a, dans ces conditions, été enregistrée, les échanges demeurant faibles dans la majorité des cas.

**m**is des **BIS**. Les cours de irrégularité à continue de prévaloir sur ceux de différents groupes de cotation avec une prédominance, un peu plus marquée que celle des baisses sur les hausses. Les valeurs techniques et les pétroles se sont encore alourdis. Reculé également des actions de la construction et du matériel agricole. Toutes les électriques qui marchent, ont accompli de notables progrès. Quatre titres ont particulièrement souffert : Chénets français (- 3 %), C.F.P. (- 3 %) et Antur (- 5,8 %). Au total, près de quarante valeurs ont baissé.

**N**ous avons vu, précédemment au montage, dissimuler à l'œil nu toute la côte. Six d'entre elles se sont distinguées avec des gains s'échelonnant de 3 % à 7 %. Seigmist, S.A., S.N.M., Tour Eiffel, Galeries, Française R. Pathina.

Sur le marché de l'or, remontée en flèche du napoléon, qui, à 220 francs le gramme, a atteint 224,90 et 224,90 \$, a presque momentanément effacé sa perle de la veille. Hausse beaucoup plus modeste du lingot à 18 595 \$ (+ 95 \$). Le volume des transactions s'est contracté : 17,5 millions de francs contre 23,63 millions.

## LONDRE

Le marché est plus actif mais aussi mieux orienté, jeudi, à l'ouverture. Légers progrès des industriels (I.O.L., Unilever). Avance des banques et des pétroles. Meilleure tenue des fonds d'Etat. Seules les mines d'or s'affaiblissent.

OR (ouverture) (Mallars) : 111,25 contre 113

VALEURS	CLOTURE 21/7	COURS 22/7
War Loan 3 1/2 %	25	25 15/16
Seachem	377	377 1/2
British Petroleum	436	436 1/2
Shell	598	593 1/2
Vickers	381	381
Imperial Chemical	368	361
Coalfields	126	127
De Beers	214	214 1/2
Western Holdings	14	13 7/8
Northern Zinc Corp.	212	218
West African	16 3/4	16 1/2

## NEW-YORK

Plus soutenu

Après quatre séances de baisse, une légère reprise a été enregistrée mercredi à Wall Street. Mais sur le nouveau repli intervenu en fin de séance, une petite partie seulement des gains initiaux a été conservée.

l'annulation des industries chimiques  
 avait finalement à 883,44 (+ 1,14)  
 Au plus haut de la journée, s'  
 avait aussi atteint 5,24 points  
 18,35 millions de titres ont changé  
 mains contre 18,1 millions précé-  
 demment.  
 L'annonce par plusieurs entreprises  
 des résultats très favorables pour  
 le second trimestre est à l'origine  
 de cette amélioration, les opérateurs  
 prêtant que peu d'attention au re-  
 tissement de la hausse des pu-  
 blics en détail en juin déjà anticipé de-  
 puis.  
 Sur 1 847 valeurs traitées, 745 ont  
 perdu, 613 ont baissé et 458 n'ont

L'irrégularité a prévalu  
très nombreux compartiments

Indices Dow Jones : transports 228.42 (+ 0.82) ; services publics

0,78 (- 0,19).

VALEURS	COURS	COURS
	20/7	21/7
COA .....	56 1/8	56 1/8
T.T. ....	56 7/8	56 7/8
being .....	39 1/2	39 3/4

First Manhattan Bank	29 5/8	29 1/2
First Nat'l Bank	138 1/4	136 1/4
First Nat'l Bank	96	96
First Nat'l Bank	184 7/8	185 3/8
First Nat'l Bank	56 3/4	56 3/4
First Nat'l Bank	57 3/4	57 3/4
First Nat'l Bank	28 1/2	28 1/2
First Nat'l Bank	57 1/2	57 1/2
First Nat'l Bank	29 1/8	29 1/8
First Nat'l Bank	270 1/2	271 1/2
First Nat'l Bank	28 3/4	28 3/4
First Nat'l Bank	34	34
First Nat'l Bank	58 1/4	58 1/4
First Nat'l Bank	28	28
First Nat'l Bank	89	89 3/4
First Nat'l Bank	27 3/4	27 3/4
First Nat'l Bank	27 1/2	27 1/2
First Nat'l Bank	28 3/4	28 3/4
First Nat'l Bank	65 1/4	65 1/4
First Nat'l Bank	62 1/4	62 1/4
First Nat'l Bank	18 1/2	18 3/4
First Nat'l Bank	18 3/4	18 3/4

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21/7	22/7
dollar (en yens) ...	293 83	293 84

**Taux du marché monétaire**  
 Effets privés ..... 3/4 %

**BOURSE DE PARIS — 21 JUILLET — COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

**COTE DES CHANGES** | **COURS** | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/7	de 9 h à midi	de 2 h à 5 h	MARCHÉS ET DÉTAILS	COURS préc.	COURS 21/7
Extr.-fin (100 fr.)	4 812	4 914	4 829		Or fin (400 gr barre).....	17800	18850
Compté (Paris 1)	5 031	5 046	5 030		Or fin (400 gr lingot).....	18500	18850
Alcantaça (100 000)	180 625	196 856	185		Pièces d'Indonésie (100 fr.)	217	210
Belgique (100 fr.)	736	770	12 87		Pièces d'Indonésie (100 fr.)	217	210
Brésil (100 000)	722	770	720		Pièces japonaises (100 fr.)	191	189
Espagne (100 pes.)	7 226	7 225	7 22		Pièces mexicaines (20 fr.)	187	189
France-Argentine (5 fr.)	8 747	8 761	8 28		Union latine (20 fr.)	185	186
France-Indonésie (100 fr.)	8 747	8 761	8 28		Souverain	185	186
Maroc (100 fr.)	87 729	87 828	88		Pièces de 25 dollars	400	818 00
Portugal (100 fr.)	179 526	179 525	178 50		Pièces de 10 dollars	475	484
Reichsmark (100 M.)	179 526	179 525	178 50		Pièces de 5 dollars	475	484
Suisse (100 fr.)	110 820	109 920	110		Pièces de 50 pesos	743	743

